



POUR UNE APPLICATION DURABLE

Des solutions endogènes à
la violence contre les enfants



POUR UNE APPLICATION DURABLE

Des solutions endogènes à
la violence contre les enfants



PARTENARIAT AFRICAIN POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS (APEVAC)



APEVAC

L'APEVAC est une plateforme panafricaine créée pour promouvoir un mouvement et un dialogue à l'échelle de l'Afrique, ainsi que pour contribuer au programme mondial, continental, régional et national visant à mettre fin à la violence contre les enfants (VCE). En outre, elle voit le jour en raison de la nécessité d'une plateforme collective continentale pour l'innovation et l'apprentissage croisé.

L'APEVAC s'inspire des opportunités et des défis de l'Afrique. Par conséquent, il accorde la priorité à l'intégration du programme VCE au sein de l'UA et des mécanismes panafricains des droits de l'enfant. Ancré dans les valeurs et la réalité africaines et en tant que plateforme initiée et dirigée par des Africains, l'APEVAC offre la possibilité d'une programmation conjointe et d'une complémentarité entre les acteurs et crée une synergie avec les partenariats existants sur les enfants en Afrique.

Par ailleurs, L'APEVAC tire sa légitimité de sa reconnaissance par l'UA, le CAEDBE, les CER et les acteurs mondiaux et nationaux comme étant une voix crédible des organisations africaines et un mouvement qui peut faire avancer le programme de prévention de la violence en Afrique.

www.endviolenceinafrica.info

AFRICAN CHILD POLICY FORUM (ACPF)

African Child Policy Forum (ACPF) est un institut panafricain indépendant à but non lucratif de recherche et de dialogue sur les politiques relatives à l'enfant africain. ACPF a été créé avec la conviction qu'il est fondamental de mettre les enfants au premier plan de l'agenda public pour la réalisation de leurs droits et de leur bien-être, et pour apporter un progrès social et économique durable en Afrique.

Le travail d'ACPF repose sur les droits, s'inspire des valeurs universelles. Il est étayé par des expériences et des connaissances mondiales, et s'engage dans l'internationalisme. Son travail est guidé par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et d'autres instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme. ACPF vise spécifiquement à contribuer à l'amélioration des connaissances sur les enfants en Afrique, à suivre et à rendre compte des progrès réalisés, à identifier les options politiques, à fournir une plateforme de dialogue, à collaborer avec les gouvernements, les organisations intergouvernementales et la société civile dans le développement et la mise en œuvre de politiques et de programmes efficaces en faveur des enfants, et enfin à promouvoir une voix commune pour les enfants en Afrique et ailleurs.



P. O. Box 1179, Addis Abeba, Éthiopie
Téléphone : + 251 116 62 81 92/96/97/99
Fax : +251 116 62 82 00
Courrier électronique : info@africanchildforum.org
Site web : www.africanchildforum.org
www.africanchild.info

La production du présent rapport a été possible grâce à l'appui financier du Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants (End Violence).



**End Violence
Against Children**

THE GLOBAL PARTNERSHIP

ISBN: 978-99944-3-149-6

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été préparé par le Partenariat africain pour mettre fin à la violence contre les enfants (APEVAC) hébergé au sein du Forum sur la politique de l'enfance en Afrique (ACPF), avec l'appui financier d'End Violence.

Nous tenons à remercier tous les experts et les membres de la communauté qui ont participé à cette étude en tant qu'informateurs clés et chercheurs.



SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	iii
ACRONYMES	vii
PRÉFACE	ix
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	xi
CHAPITRE 1 : INTRODUCTION	1
1.1 Contexte et justification	1
1.2 Aperçu des statistiques sur la violence contre les enfants en Afrique	2
1.3 Objectifs de l'étude	2
1.4 Critères de sélection	2
1.5 Échantillonnage	3
1.6 Méthodologie	3
CHAPITRE 2 : CADRES DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE EN AFRIQUE	5
2.1 Cadres mondiaux	5
2.2 Cadres continentaux	6
2.3 Cadres nationaux	6
CHAPITRE 3 : CONCLUSIONS	7
3.1 Introduction	7
3.2 Facteurs de la violence	8
3.3 Types de prévention	9
3.4 Perception de la cartographie INSPIRE par les répondants	10
3.5 PRINCIPALES CONCLUSIONS : PROFILS DES PAYS ET ÉTUDES DE CAS	11
3.5.1 Inventaire sommaire des études de cas	11
3.5.2 Études de cas	11
CHAPITRE 4 : ANALYSE	59
4.1 Opportunités : Justification du caractère prometteur des initiatives locales	59
4.2. Obstacles à l'extension et à la durabilité des initiatives locales	63
CHAPITRE 5 : RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION	65
5.1 Recommandations : facteurs favorables aux initiatives locales	65
5.2. Conclusion	66
NOTES DE BAS DE PAGE	69

LISTE DE FIGURES

Figure 1 : Couverture géographique des exemples du présent rapport	1
Figure 2 : Études de cas recommandées par pays par les répondants	2
Figure 3 : Analyse des initiatives par groupes cibles	8
Figure 4 : Perceptions des principaux facteurs de violence	9
Figure 5 : Types de prévention	9
Figure 6 : Évaluation des initiatives par les répondants	9
Évaluation des stratégies INSPIRE et autres approches par la carte de pointage	10
Figure 8 : Analyse des facteurs de succès ayant contribué à la prévention de la VCE à l'aide du cadre socio-écologique	62

ACRONYMES

ACPF	Forum sur la politique de l'enfance en Afrique
CADBE	Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant
APAD	Association pour la Promotion de l'Autonomie et des Droits de la Jeune Fille/Femme
APEVAC	Partenariat africain pour mettre fin à la violence contre les enfants
RAC	Région Afrique centrale
CAVP	Programme antiviolence des églises
OC	Organisations communautaires
CDF	Forum sur la dignité des enfants
CDF	Fonds de développement des circonscriptions
CFI	Indice de convivialité pour les enfants
CLMMS	Système de surveillance et de médiation du travail des enfants
CCK	Commission des communications du Kenya
OSC	Organisations de la société civile
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
DFID	Ministère britannique du développement international
ECD	Développement de la petite enfance
ECMEN	Réseau « Mettre fin » aux mariages d'enfants
EVAWC	Mettre fin à la violence contre les femmes et les enfants
OC	Organisations confessionnelles
FGM/C	Mutilation génitale féminine/excision
GSS	Good Shepherd Sisters
HGI	Initiative locale
HIV/AIDS acquise	Virus d'immunodéficience humaine/Syndrome d'immunodéficience
KMG	Kembatta Mentti Gezzimma
LL	Liholmbe Lekukhalela (« Une épaule sur laquelle pleurer »)
S&E	Suivi et évaluation
RAN	Région Afrique du Nord
ONG	Organisation non-gouvernementale
PAN	Plan d'action national
RFA	Rain Forest Alliance
RAA	Région Afrique australe
SC	Save the Children

ODD	Objectifs de développement durable
SGBV	Violence sexuelle et sexiste
SNNPR	Région des peuples des nationalités et nationalités du Sud
SOS CVI	Societas Socialis (société sociale) Children's Villages International
DSSG	Droits à la santé sexuelle et reproductive
TECMEN	Réseau tanzanien pour mettre fin aux mariages des enfants
ONU	Organisation des Nations unies
CDE	Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant
VCE	Violence contre les enfants
VCF	Violence contre les femmes
RAO	Région Afrique de l'Ouest
WASH	Eau, assainissement et hygiène

PRÉFACE

Le présent rapport, intitulé *Pour une application durable : des solutions locales à la violence contre les enfants*, est l'une des rares études continentales sur les efforts de prévention de la violence domestique en Afrique. Il arrive à un moment opportun dans l'histoire des droits de l'enfant sur le continent : celui de faire le point sur les progrès réalisés en matière de droits de l'enfant au cours des 25 années qui se sont écoulées depuis l'adoption de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant.

Il est établi que les données et les informations influencent les politiques ; par conséquent, une information de bonne qualité est indispensable à l'élaboration des politiques. Il en est de même pour un accès aisé aux données pertinentes sur les interventions réussies. De meilleures données statistiques et des analyses plus efficaces sont les premières étapes pour influencer et améliorer les politiques. La réalisation d'études visant à constituer la base de connaissances sur une question et la plus large diffusion possible des résultats sont essentielles dans le domaine de la défense des politiques.

Le présent rapport documente des initiatives prometteuses en matière de prévention de la violence contre les enfants. Elles sont initiées, conçues et gérées par des Africains, y compris des membres des communautés qu'elles sont censées servir. Les bonnes pratiques documentées s'inspirent de l'appropriation par la communauté, de la pertinence locale, du leadership local, des modèles endogènes de soins et de protection, et de la dépendance à l'égard des capacités locales.

Véritable caisse de résonance, le rapport amplifie ce que d'autres ont réitéré dans le passé : la durabilité peut être assurée lorsque les initiatives et modèles locaux sont encouragés, soutenus et développés.

En exprimant mes sincères remerciements aux différents partenaires qui ont contribué à sa préparation, je présente humblement le présent rapport pour qu'il serve à la formulation de la législation et des politiques, à l'élaboration de programmes, au plaidoyer et à la sensibilisation du public.

Dr Joan Nyanyuki
Directeur exécutif, ACPF
Président du Conseil exécutif, APEVAC



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Partenariat africain pour mettre fin à la violence contre les enfants (APEVAC) et End Violence partagent une vision commune : « créer un monde sans violence contre les enfants ».

Les deux partenariats sont engagés dans la mobilisation de mouvements et d'actions continentaux et mondiaux pour soutenir les gouvernements et les organisations de la société civile dans la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD) liées à la violence, et en particulier la cible 16.2 : « Mettre fin aux abus, à l'exploitation, à la traite et à toutes les formes de violence et de torture contre les enfants ».

En outre, la place de choix qu'occupe l'APEVAC fait d'elle un pivot dans la promotion de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (en particulier l'aspiration 6 : « Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, en s'appuyant sur le potentiel des Africains, en particulier des femmes et des jeunes, et en s'occupant des enfants ») et l'Agenda africain pour les enfants 2040 (aspiration 7 : « Chaque enfant est protégé contre la violence, l'exploitation, la négligence et la maltraitance »). A travers ces activités, l'APEVAC renforce les efforts déployés pour mettre fin à la violence sur le continent africain.

End Violence : le projet de cadre de collaboration 2020 de l'ACPF décrit la collaboration entre les deux partenariats afin de renforcer le mouvement visant à mettre fin à la violence contre les enfants (VCE) et s'assurer que les efforts de lutte contre la VCE au niveau national et panafricain sont harmonisés et complémentaires, ce qui améliore la coordination et la synergie globales de tous les efforts et interventions. Alarmant, le niveau de violence contre

les enfants en Afrique s'accroît sans relâche. Des avancées significatives ont été réalisées sur le continent, certes ; néanmoins, beaucoup reste à faire pour mettre fin à la VCE. Un point de départ idéal consiste à identifier et à documenter les initiatives africaines locales qui réduisent les facteurs de risque et favorisent les facteurs de protection pour prévenir la VCE en Afrique. Cette étude commandée par l'APEVAC et soutenue par l'ACPF est la première du genre et fournira des informations indispensables sur les initiatives locales qui peuvent être étendues et utilisées à des fins d'apprentissage et de diffusion.

Au total, 15 études de cas ont été documentées dans le présent rapport. Elles ont été sélectionnées dans dix pays des cinq régions du continent africain : Kenya, Tanzanie, Éthiopie, République démocratique du Congo (RDC), Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire, Égypte, Eswatini et Zimbabwe. Certes, ces initiatives locales varient d'un pays à l'autre, mais elles ont toutes trois caractéristiques communes : la capacité de s'attaquer aux causes profondes de la violence, les facteurs de réduction de risques de violence et la promotion des facteurs de protection. Quelques-unes, de très petite taille étaient, ont été dirigées individuellement ; d'autres sont l'œuvre de la communauté de la communauté tandis qu'une poignée a été créée et développée au niveau national. Une liste de facteurs favorables au développement de ces pratiques locales a été établie, ainsi que les obstacles rencontrés par les fondateurs et les autres responsables de la mise en œuvre. Quelle que soit leur portée, chacune de ces initiatives a obtenu des résultats et créé un impact visibles sur les bénéficiaires ciblés.

Résumé des conclusions

D'après les résultats, la catégorie d'enfants la plus à risque ciblée par les initiatives locales était celle des enfants âgés de 5 à 17 ans. Les types de violence les plus courants traités par les initiatives de cette étude étaient la violence sexiste (abus et exploitation sexuels des enfants), suivie de la violence physique (châtiments corporels, traite des enfants, enfants effectuant un travail dangereux et la violence dont les enfants déplacés sont l'objet) et les normes sociales négatives. La majorité des études de cas provenaient de la Région de l'Afrique de l'Est (RAE).

La plupart des initiatives locales examinées dans cette étude ont mis en œuvre la prévention primaire de la VCE. Les autres ont appliqué une prévention secondaire et tertiaire de la VCE et/ou une combinaison des trois types.

La majorité des initiatives locales (18,1 %) se sont concentrées sur les normes sociales négatives, 18,1 % sur les connaissances de la communauté, 15 % sur la violence sexiste, 8,8 % sur les châtiments corporels, 12 % sur l'exploitation et les abus sexuels des enfants, 10,5 % sur la pauvreté des ménages et 15,1 sur les environnements dangereux.

Facteurs permettant aux initiatives locales d'avoir un impact durable au niveau individuel, familial, communautaire et sociétal

Au niveau individuel, les pratiques locales ont contribué à renforcer la confiance et l'autonomie des garçons et des filles. Les résultats ont révélé que les enfants ciblés par ces interventions étaient moins vulnérables aux facteurs de risque qui contribuent à la VCE. En raison de leur adaptabilité, les pratiques locales donnent la priorité aux besoins des filles et des garçons et favorisent les facteurs de protection.

Au niveau de la famille, les facteurs de protection résultant des pratiques locales comprennent la lutte contre la violence des partenaires intimes, la facilitation de relations saines, et la mise en place de programmes d'éducation parentale et de renforcement économique des ménages.

Toutes les pratiques domestiques prometteuses ont démontré un degré élevé d'intersectionnalité. De multiples interventions ont été mises en œuvre et ont donné de bons résultats. Les systèmes de protection sociale ont contribué au renforcement économique des ménages.

Au niveau communautaire, les régimes de protection sociale associant les hommes et les garçons ont permis aux femmes confrontées à des inégalités entre les sexes en raison de pratiques traditionnelles néfastes telles que le mariage précoce et les mutilations génitales féminines (MGF/E) de se faire entendre.

Au niveau sociétal, les facteurs favorables comprennent la volonté politique, les partenariats stratégiques, un financement adéquat et le renforcement institutionnel. Ces facteurs ont contribué à la mobilisation des communautés et à la création de puissants mouvements au niveau communautaire et, dans certains cas, au niveau national.

Obstacles à l'extension et à la durabilité des initiatives locales

La participation insuffisante des enfants et des adolescents : garantir et promouvoir la voix des enfants est essentiel pour lutter contre la violence à la maison, à l'école et dans les communautés. Cependant, les récits des enfants sur leurs expériences et leurs intérêts sont souvent ignorés. Les enfants eux-mêmes sont souvent considérés comme des membres impuissants de la société. Par conséquent, ils disposent des ressources limitées et des espaces restreints pour influencer les mesures de prévention.

Un accès limité au financement : des investissements à long terme sont nécessaires pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents de la violence, notamment la pauvreté. Il est nécessaire de mettre en place des incitations financières fortes pour lutter contre la violence et l'exploitation des enfants, surtout des filles (particulièrement vulnérables aux abus et à l'exploitation sexuelle des enfants/CSAE, aux mariages précoces et à la prostitution). L'accès au financement international est pratiquement impossible pour les initiatives locales. Ainsi, les modèles et les approches d'octroi de subventions au niveau local doivent être testés et étendus.

La mauvaise coordination entre les acteurs locaux et une compréhension limitée de l'intersectionnalité entre les différents projets et initiatives ont entraîné la négligence des initiatives locales à petite échelle au profit d'une mise à l'échelle et de l'adoption de politiques.

La fragilité : les crises multiples s'étendant sur de longues périodes (telles que les sécheresses, les conflits, les déplacements forcés, etc.) érodent les acquis en matière de prévention de la VCE et prédisposent les enfants à de multiples risques de violence.

La faiblesse des systèmes de soutien communautaire et des services axés sur la famille : dans plusieurs des études de cas, il a été constaté que même si la mise en place initiale des services d'intervention était bonne, ils manquaient de soutien gouvernemental pour garantir des résultats durables - les centres de secours aux enfants en sont un exemple. Il n'y a pas d'outils de travail et d'autres ressources, et il y a un manque de personnel et/ou de direction adéquate pour maintenir ces centres fonctionnels.

Des attitudes et des pratiques culturelles et sociétales profondément ancrées qui renforcent le pouvoir sur les femmes et les filles continuent de perpétuer les inégalités. En conséquence, les initiatives locales - et, de fait, d'autres interventions également - risquent de « faire un pas en

avant et deux pas en arrière » si l'on n'en tient pas compte.

Suivi, évaluation et apprentissage : les interventions sont parfois soumises à des rigueurs compliquées de conception et de mise en œuvre des projets qui peuvent menacer l'authenticité et la simplicité des pratiques locales qui se sont avérées efficaces, parfois en dépit d'un manque d'outils de gestion de projet de pointe.

La recherche et l'adoption des politiques

Les institutions universitaires en Afrique tardent à comprendre et à redéfinir les cadres pédagogiques pour les praticiens de la protection sociale. Il existe peu de laboratoires d'innovation pour l'action et le changement social où les idées locales peuvent être incubées et documentées de manière chronologique (e.g., la Prévention Collaborative du Centre international de recherche sur les femmes (ICRW) à l'Institut d'études sociales de l'Université du Cap (UCT)). Le milieu universitaire et de nombreuses institutions en Afrique, ce qui marginalise les individus et les membres des communautés qui ont de grandes idées sur la prévention de la VCE mais qui n'ont pas la capacité ou le savoir-faire pour faire des recherches sur la mise en œuvre.

Des pratiques prometteuses peu étudiées. Les enfants sont souvent soumis à de multiples facteurs de risque qui les exposent à la violence ; mais les facteurs sous-jacents qui contribuent à l'incidence de la VCE dans différents milieux demeurent peu étudiés et mal compris.

La documentation : les initiatives locales examinées dans le cadre de la présente étude n'avaient pas toutes la capacité adéquate pour faire des recherches et documenter leurs initiatives. Cela a été particulièrement problématique pour les plus récentes. Cette lacune doit être comblée afin de s'assurer que les initiatives sont en mesure de saisir leur processus de mise en pratique des idées et d'enseigner aux autres à faire

de même. Cela peut favoriser une mise à l'échelle organique et un apprentissage au niveau micro.

L'adoption des politiques : les conclusions de ce rapport révèlent des données limitées et parfois totalement absentes concernant la VCE. Tous les pays disposent de données de prévalence, mais l'adoption des politiques n'est pas toujours rapide. Les plans d'action nationaux (PAN) et les réponses aux recommandations des enquêtes sur la VCE sont entravés par le manque de financement, le manque de coordination des structures aux niveaux national et infranational et la corruption. Les campagnes électorales détournent parfois des initiatives de plaidoyer bien intentionnées dans la plupart des pays africains, et la prévention de la VCE est exclue.

Synthèse des recommandations

La protection soutenue des groupes à haut risque : une attention particulière doit être accordée aux enfants dans les situations d'urgence et à ceux qui sont handicapés, en raison de leur vulnérabilité particulière dans des contextes dangereux et risqués. Peu de choses sont faites dans le domaine de la violence contre les enfants handicapés, et les initiatives locales sont rares à cet égard. Les enfants placés en institution constituent un autre groupe à haut risque et, malgré les efforts de SOS Villages d'Enfants International et d'autres organisations, les initiatives locales ne se concentrent pas sur leurs besoins. Il est nécessaire de soutenir le développement d'approches et de modèles de prise en charge à court terme des enfants à domicile qui soient abordables, conformément aux lignes directrices des Nations unies sur la prise en charge alternative. L'intérêt supérieur de l'enfant devrait toujours être le moteur de la réduction de sa vulnérabilité à la violence, aux abus et à l'exploitation.

Les risques émergents tels que l'abus et l'exploitation sexuels des enfants en ligne nécessitent des efforts concertés

de la part de tous les acteurs de la prévention du VCE. Ce type de prévention tertiaire doit se faire au niveau national, en cascade et en liaison avec d'autres initiatives locales utilisant des technologies simples telles que les chatbots, les applications pour téléphones portables, les SMS et la radio communautaire.

La localisation de l'aide et du financement est fortement recommandée. Les mécanismes d'octroi et de renouvellement des subventions au niveau communautaire sont le meilleur moyen d'atteindre des pratiques de base prometteuses pour une mise à l'échelle.

Le suivi et l'apprentissage : l'APEVAC devrait créer des plates-formes et des moyens pour établir un lien entre les initiatives locales en vue d'un apprentissage partagé et d'un plaidoyer. Les responsables de la mise en œuvre des initiatives locales bénéficieront grandement de la formation, du soutien et du mentorat, surtout s'il s'agit d'initiatives naissantes. Des recherches et des examens approfondis des systèmes de suivi locaux peuvent être menés et de nouvelles méthodologies documentées en vue d'une mise à l'échelle ; ces systèmes doivent être faciles à appliquer et ne devraient pas nécessiter d'outils et de capacités de suivi avancés.

Une prise en charge soutenue : Il est recommandé que les enfants et les familles à risque soient soutenus par des structures communautaires solides, souples, simples et efficaces pour la prévention de la VCE. Les programmes de Développement de la petite enfance (DPE) à domicile sont efficaces lorsqu'ils sont combinés à des programmes de formation des parents et à des activités de renforcement économique.

La recherche et le développement : l'APEVAC est bien placée pour se réunir et collaborer avec des institutions universitaires de toute l'Afrique par le biais de plateformes de recherche et d'apprentissage telles que le Prevention Collaborative, afin de créer une communauté de pratique pour les initiatives locales.

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification

Le Partenariat africain pour mettre fin à la violence contre les enfants (APEVAC) est une coalition africaine basée à Addis-Abeba qui rassemble des organisations nationales, régionales et internationales partageant les mêmes idées pour une action collective visant à mettre fin à la violence contre les enfants en Afrique.

En 2014, le Forum sur la politique de l'enfance en Afrique (ACPF) a élaboré un rapport africain sur la violence contre les enfants, en réponse à une demande conjointe du Représentant spécial des Nations unies pour mettre fin à la violence contre les enfants et du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE), qui souhaitent obtenir des données spécifiques à chaque pays sur la VCE en Afrique. Dans le cadre du suivi de l'étude de 2014, une consultation régionale multipartite visant à engager l'Afrique à agir pour mettre fin à la VCE s'est tenue en septembre 2016 à Addis-Abeba. La consultation a réuni 106 participants venus de 32 pays d'Afrique et d'ailleurs, et a approuvé à l'unanimité la création du Partenariat africain pour mettre fin à la violence contre les enfants. Le Partenariat a été officiellement lancé le 30 septembre 2016.

L'APEVAC a alors décidé de trouver des moyens de documenter les meilleures pratiques locales pour mettre fin à la VCE en Afrique. Une étude continentale a été commandée pour recenser les initiatives de base prometteuses qui pourraient éventuellement être étendues et utilisées à des fins d'apprentissage croisé. Cette étude devait contribuer aux priorités et aux approches générales de l'APEVAC à savoir :

- susciter une volonté politique en vue des actions aux niveaux panafricain et national ;
- stimuler la collaboration et l'apprentissage entre pays et entre régions ;
- promouvoir la responsabilité, le suivi et le compte rendu des progrès réalisés pour mettre fin à la VCE en Afrique ;

L'expression « développé localement » peut renvoyer à des mots et expressions tels que « faire les choses à notre manière », « une idée née et développée dans le jardin de quelqu'un », « notre propre idée », « original » et « cultivé biologiquement », etc.

Pour les besoins de cette recherche, une initiative locale prometteuse sur la prévention de la violence est définie comme

Une initiative conçue et mise en œuvre avec la connaissance des normes sociales, des systèmes de valeurs et des pratiques, ancrée dans les réalités contextuelles, bénéficiant ainsi d'une pertinence et d'une appropriation locales. Ces initiatives s'inscrivent dans des structures organiques et communautaires existantes et ont obtenu des résultats mesurables en matière de prévention et de réduction de la violence contre les enfants.

En d'autres termes, les initiatives locales sont celles qui sont initialement conçues et qui germent au niveau micro ou national, et qui évoluent ensuite en une intervention ou une combinaison d'interventions qui ont un impact mesurable et durable.

Pour éviter les répétitions, le présent rapport n'inclut pas les bonnes pratiques de prévention de la violence contre les enfants documentées dans le rapport INSPIRE.¹

Les bonnes pratiques locales documentées dans le présent travail doivent encore faire l'objet d'études expérimentales rigoureuses afin d'en accroître l'extensibilité.

1.2 Aperçu des statistiques sur la violence contre les enfants en Afrique

Malgré les progrès et les améliorations des cadres juridiques et politiques pour y faire face, l'Afrique a l'un des taux de VCE les plus élevés : chaque seconde, un enfant africain s'adresse aux services d'assistance téléphonique pour signaler des abus et des violences. Dans de nombreux pays d'Afrique, plus de 60 % des enfants subissent des châtiments corporels de la part des membres de leur famille et des personnes qui s'occupent d'eux. Un enfant sur quatre subit des violences sexuelles. Chaque année, trois millions de filles sont exposées au risque de mutilation génitale en Afrique. Cinq millions de filles supplémentaires sont mariées chaque année. En Afrique subsaharienne, 40 % des filles sont mariées avant leur 18^e anniversaire. Quatre garçons sur dix vivant en institution subissent des violences physiques, tandis que deux sur dix subissent des violences sexuelles sous une forme ou une autre. Les punitions violentes et dégradantes infligées aux enfants ont été documentées dans les établissements de soins et les institutions pénales de nombreux pays. La traite des enfants est en augmentation : L'Afrique subsaharienne est la région du monde qui connaît la plus forte proportion de trafic d'enfants, les filles et les garçons étant plus ou moins également touchés.²

1.3 Objectifs de l'étude

L'objectif principal de cette étude continentale était de catalyser la reproduction des bonnes pratiques à travers l'Afrique. L'objectif spécifique de la mission était de documenter et d'analyser les initiatives et les stratégies qui ont permis de s'attaquer avec succès aux risques et aux facteurs de violence physique, émotionnelle et sexuelle, ce qui a entraîné une réduction mesurable de la violence.

L'étude documente des initiatives et des pratiques prometteuses qui se sont avérées efficaces et pertinentes au niveau local et qui peuvent être étendues de manière durable pour prévenir la violence contre les enfants. Elle met en évidence les éléments de ces initiatives qui contribuent à réduire les facteurs de risque et les moteurs de la violence, ainsi que les éléments qui favorisent les facteurs de protection. L'étude identifie également les facteurs favorables, aux niveaux local et national, qui déterminent le succès et l'efficacité des initiatives locales en matière de prévention de la violence.

1.4 Critères de sélection

Cette documentation a pour but de recenser les initiatives et les stratégies de prévention de la violence qui ont eu un impact clair et mesurable dans les domaines suivants :

- Les initiatives et les stratégies qui s'attaquent efficacement aux facteurs de risque de la violence - c'est-à-dire aux facteurs individuels, relationnels, communautaires et sociétaux qui augmentent le risque qu'un enfant soit exposé à la violence.
- Les initiatives et les stratégies qui s'attaquent efficacement aux moteurs de la violence - c'est-à-dire les conditions et contextes institutionnels et structurels dans lesquels la violence est plus susceptible de se produire.
- Les initiatives et les stratégies

qui s'appuient sur les facteurs de protection et/ou qui tirent parti des compétences, des points forts, des ressources, du soutien et/ou des stratégies d'adaptation dont dispose un enfant, individuellement ou en relation avec sa famille, sa communauté ou la société, qui protègent l'enfant et réduisent son exposition au risque de violence.

1.5 Échantillonnage

Pour cette étude, des initiatives locales prometteuses ont été sélectionnées dans dix pays : Cameroun, RDC, Égypte, eSwatini, Éthiopie, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya, Tanzanie et Zimbabwe. Ces pays ont été sélectionnés par échantillonnage raisonné afin de garantir un échantillon représentatif des pays des cinq régions de l'Afrique. Les autres critères comprenaient le statut de pays pionnier (voir le chapitre 2) et leur classement national dans l'indice ACPF de convivialité pour les enfants (CFI). Les facteurs contextuels ont été pris en compte pour veiller à ce que la sélection prenne en compte une répartition représentative des questions spécifiques au contexte, telles que les conflits prolongés, la stabilité politique ou son absence, et d'autres facteurs socio-économiques (statut économique, aspects socioculturels, etc.).

1.6 Méthodologie

Revue documentaire

La principale source d'information pour cette étude a été un examen de documents. Des exemples de pratiques locales prometteuses ont été recueillis sur des sites web, des évaluations, des revues, des documents de projet et d'autres études de cas. L'analyse des études de cas a permis d'évaluer si une initiative locale donnée constituait ou non une pratique prometteuse, comment elle était alignée sur les objectifs de lutte contre la violence et si elle était ou non évolutive. Le potentiel d'adoption de politiques et de recherches a

également été un critère de sélection. Les facteurs décisifs utilisés pour la sélection finale des études de cas locales sont la résilience, le leadership et l'agence locale, la volonté politique, l'extensibilité, l'innovation, l'adhésion de la communauté, la capacité de la communauté et la durabilité. Certaines initiatives choisies n'illustraient pas toutes ces caractéristiques avec le même poids, certes ; mais elles présentaient une ou plusieurs de ces caractéristiques et/ou montraient des preuves remarquables d'idées qui ont été mises en œuvre dans des actions efficaces.

Collecte de données primaires

Au total, 12 entretiens ciblés avec des informateurs clés ayant contribué à ce rapport ont été réalisés dans le cadre d'une enquête en ligne ciblant quatre catégories de personnes dans divers domaines d'expertise :

- des représentants d'organisations internationales, d'agences et d'institutions des Nations unies ;
- des cadres supérieurs d'ONGI, d'ONG, d'organisations communautaires, d'organisations confessionnelles, d'organisations de la société civile, d'alliances, de réseaux et de coalitions ;
- les responsables de programmes/secteurs ; et
- les organisations communautaires ou confessionnelles.

Le faible taux de réponse s'explique par la réduction des heures de travail des répondants et par les restrictions de voyage du chercheur en raison de la pandémie de COVID-19 en 2020.

Au départ, 57 études de cas au total ont été échantillonnées dans le cadre de cette étude. En utilisant la matrice ALIM (alignement/impact), celles-ci ont été classées selon les critères de sélection énumérés ci-dessus, et un total de 15 pratiques locales ont été sélectionnées et documentées.



CHAPITRE 2 : CADRES DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE EN AFRIQUE

L'ensemble des cadres suivants fournissent un contexte structurel et politique pour la prévention de la violence en Afrique.

2.1 Cadres internationaux

Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant (CDE)

Les dispositions spécifiques de la CDE qui fournissent des points de référence pour cette étude comprennent l'article 19, qui est l'une des dispositions fondamentales pour aborder et éliminer toutes les formes de VCE. Le Comité des droits de l'enfant - dans son Observation générale n° 13 et dans les articles identifiés comme les quatre principes de la CDE³ – souligne que la mise en œuvre de l'article 19 doit être placée dans le contexte de l'article 5, qui accorde aux parents une place centrale dans le développement de l'enfant, et de l'article 9, qui souligne qu'un enfant ne doit pas être séparé de ses parents. Les articles 19 et 27 garantissent le droit à un niveau de vie suffisant pour répondre aux besoins physiques et mentaux des enfants..

Les Objectifs de développement durable (ODD)

La cible 16 des ODD vise à « promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour un développement durable, à fournir un accès à la justice pour tous et à mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux ».

La cible 16.1 vise à « réduire sensiblement toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont liés partout ».

La cible 16.2 vise à « mettre fin à la maltraitance, à l'exploitation, à la traite et à toutes les formes de violence et de torture contre les enfants ».

The INSPIRE framework

Le cadre INSPIRE est un ensemble technique basé sur des preuves et comprenant sept stratégies pour mettre fin à la VCE. Il a été conçu pour soutenir les pays dans leurs efforts pour prévenir et répondre à la violence contre les enfants âgés de 0 à 17 ans. Le paquet comprend le document de base décrivant les stratégies et les interventions INSPIRE, un manuel de mise en œuvre fournissant des détails sur la façon de les appliquer et un ensemble d'indicateurs pour mesurer l'adoption d'INSPIRE et son impact sur les niveaux de violence contre les enfants.

L'initiative « Pathfinding »

Depuis son lancement en juillet 2016, le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants a promu le concept de « pathfinding », qui vise à sensibiliser, à stimuler l'engagement des dirigeants, à galvaniser l'action et à établir une norme de prévention de la violence nationale dans le monde entier. Aujourd'hui, 30 pays ont rejoint le partenariat en tant que « Pathfinders », étendant ainsi la portée de l'initiative à tous les continents. Trois des dix

pays sélectionnés pour cette étude - le Zimbabwe, la Tanzanie et la Côte d'Ivoire - sont des pays Pathfinders.

2.2 Cadres continentaux

La présente étude fait référence aux principaux cadres régionaux, y compris, mais sans s'y limiter, les traités/conventions suivants ou des éléments de ceux-ci :

- Le paragraphe 53 de **l'Agenda 2063** de l'Union africaine, qui stipule que « le précurseur d'un développement tiré par les populations se trouve dans la pleine application de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) ».
- Les Aspirations 4 (« tout enfant survit et a une enfance saine ») et 5 (« tout enfant grandit bien nourri et a accès aux produits de première nécessité ») de **l'Agenda 2040** de la CAEDBE.
- L'article 16 de la **CADBE**, qui impose la protection contre les abus et la torture des enfants, et l'aspiration 7, selon laquelle « tout enfant est protégé contre la violence, l'exploitation, la négligence et les abus ».

L'agenda de l'Afrique pour les enfants : Promouvoir une Afrique digne des enfants

L'Agenda présente une vision de 25 ans, d'un continent où les droits des enfants africains sont fermement protégés, les priorités de cet Agenda faisant l'objet d'une pleine mise en œuvre. L'aspiration 7 de l'Agenda exige que « chaque enfant soit protégé contre la violence, l'exploitation, la négligence et les abus ».

L'Agenda prévoit que d'ici 2040 :

- Aucun enfant ne sera exposé à une forme quelconque de violence, y compris la violence sexiste, dans la sphère publique ou privée.
- Les enfants seront à l'abri des abus physiques et psychologiques, de la violence et de l'exploitation sexuelles, et du trafic sexuel.
- Les pratiques néfastes (telles que le repassage des seins, les mutilations génitales féminines ou l'excision et le mariage des enfants) seront supprimées.
- Aucun enfant ne sera exposé à l'exploitation sexuelle et/ou utilisé pour la pornographie enfantine.
- Les pratiques néfastes en matière de travail des enfants et la traite des enfants à des fins de travail forcé seront éliminées.
- Aucun enfant ne sera soumis à des châtiments corporels.

2.3 Cadres nationaux

Les enquêtes nationales sur la VCE fournissent aux gouvernements et aux partenaires de mise en œuvre des données nationales sur la prévalence de la VCE. Cela a donné lieu à la création de mouvements visant à mettre fin à la violence et a été à la base de l'élaboration de plans d'action nationaux (PAN) pour mettre fin à la violence.



CHAPITRE 3 : CONCLUSIONS

3.1 Introduction

D'après les données issues des entretiens et des sources secondaires, plus de 50 % des exemples cités par les experts provenaient de la région de l'Afrique de l'Est. Plus de 40 % des

exemples provenaient de la Tanzanie et plus de 15 % du Kenya. Vingt-quatre exemples ont été partagés par des informateurs clés et 28 ont été obtenus de sources secondaires, soit un total de 52 pratiques locales potentiellement prometteuses.

FIGURE 1 : Couverture géographique des exemples de ce rapport

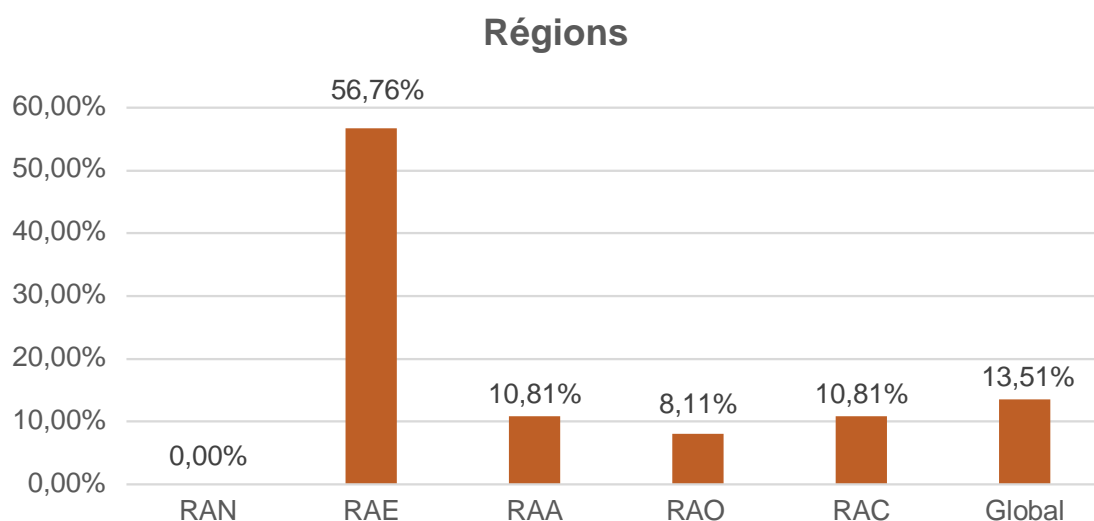
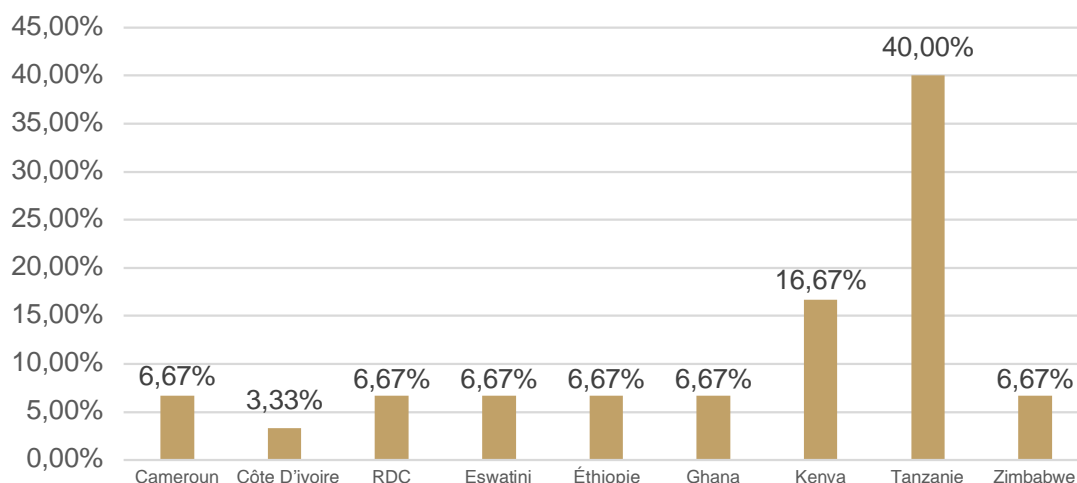


FIGURE 2 : Études de cas recommandées par pays et par les répondants

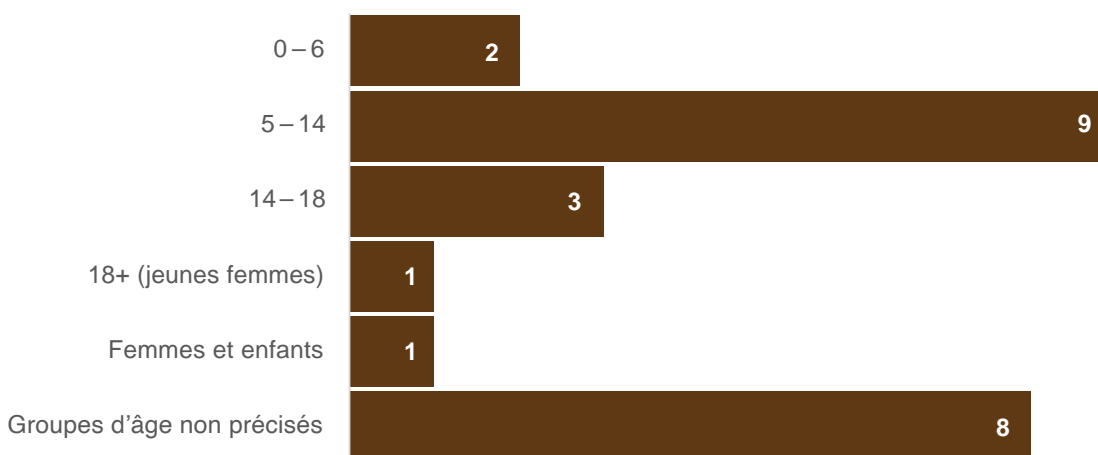


Initiatives selon l'âge de leurs groupes cibles

Il est intéressant de noter qu'une seule initiative a été identifiée dans cette étude qui visait les enfants de 0 à 6 ans. Les deux populations cibles les plus courantes étaient les groupes d'âge de

6 à 12 ans et de 13 à 18 ans. Seules deux des 24 initiatives (8 %) partagées par les répondants étaient axées sur le développement de la petite enfance (DPE), un fait qui mérite d'être souligné dans le contexte des futurs récits sur le continuum de soins et de protection des enfants jusqu'à l'âge adulte.

FIGURE 3 : Analyse des initiatives par groupes cibles



Catégories d'âge et perceptions des groupes les plus à risque

La catégorie la plus à risque selon les répondants est celle des 13-18 ans, ce qui a été validé par la suite à partir des études de cas échantillonnées. Les répondants ont noté que ce groupe devient de plus en plus vulnérable à toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus en vieillissant, certains quittant leur foyer à la recherche d'un meilleur niveau de vie et d'autres devenant des enfants en déplacement, des enfants victimes de traite et/ou des travailleurs domestiques.

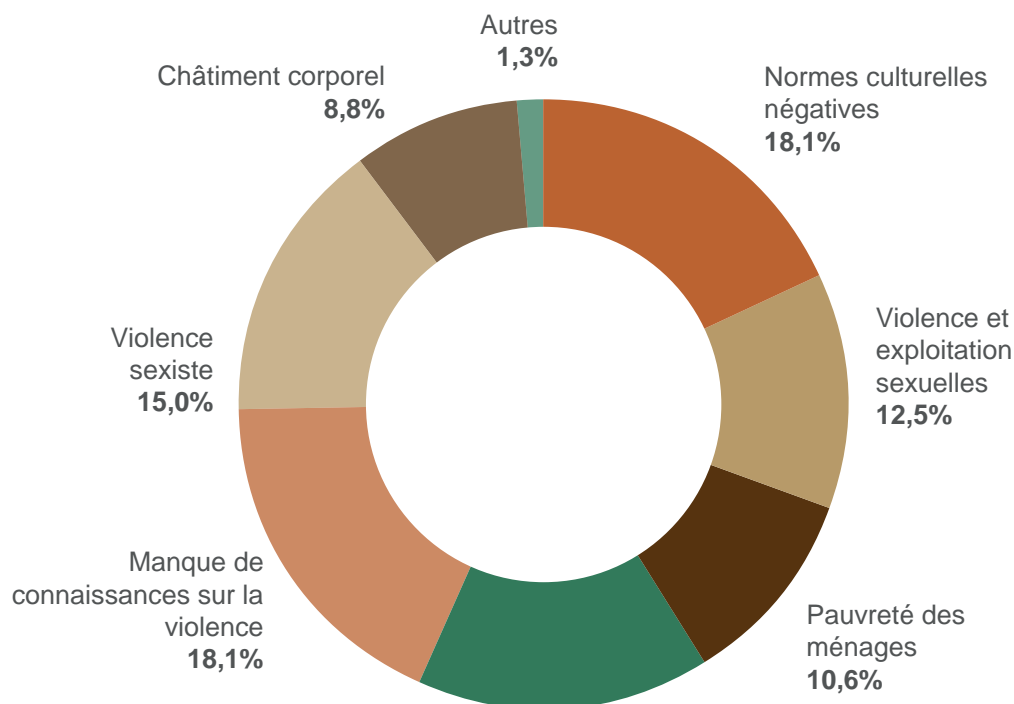
L'examen des études de cas a montré que la majorité des interventions (38 %) visaient une catégorie d'âge de

5 à 17 ans. Une seule d'entre elles s'adressait aux enfants de 0 à 6 ans. Les programmes de développement de la petite enfance (DPE) n'étaient pas une priorité pour la plupart de ces initiatives.

3.2 Les facteurs de violence

Les résultats ont révélé que les principaux facteurs de violence (figure 4) sont les normes sociales négatives et le manque de connaissances sur la VCE (18,1 %), suivis de près par la violence sexiste (normes sexistes propageant des structures de pouvoir inégales entre hommes et femmes qui perpétuent la violence) (15 %), les environnements dangereux (15,6 %), les abus et l'exploitation sexuels (12,5 %) et la pauvreté des ménages (10,6 %).

FIGURE 4 : Perceptions des principaux facteurs de violence



3.3 Types de prévention

La majorité (48,8%) des initiatives locales de la présente étude se concentrent sur la prévention primaire, 30% sur la prévention secondaire et environ 20% sur la prévention tertiaire (Figure 5).

FIGURE 5 : Types de prévention

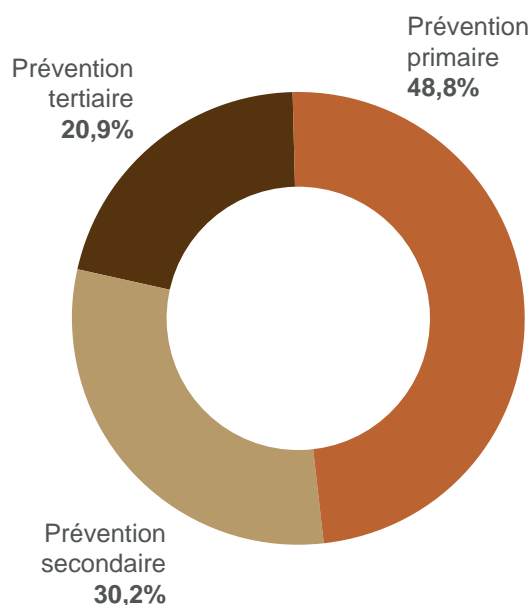
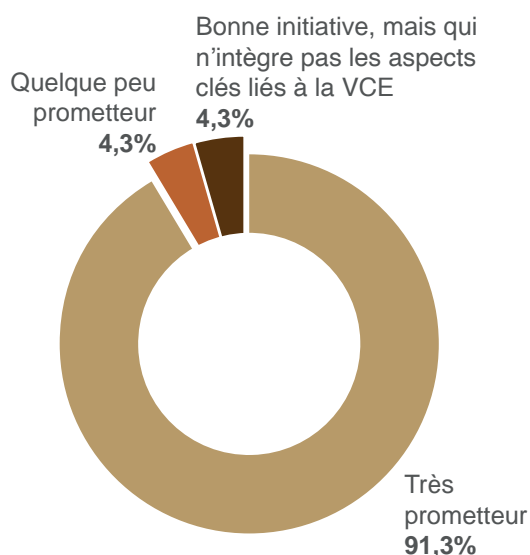


FIGURE 6 : Évaluation des initiatives par les répondants



91,3 % des répondants ont jugé « très prometteuses » les initiatives locales qu'ils ont sélectionnées (figure 6). Il est intéressant de noter que les études de cas ont donné des résultats similaires, et un compte rendu clair de ce qui les a rendues prometteuses sera présenté dans la partie analyse de ce rapport.

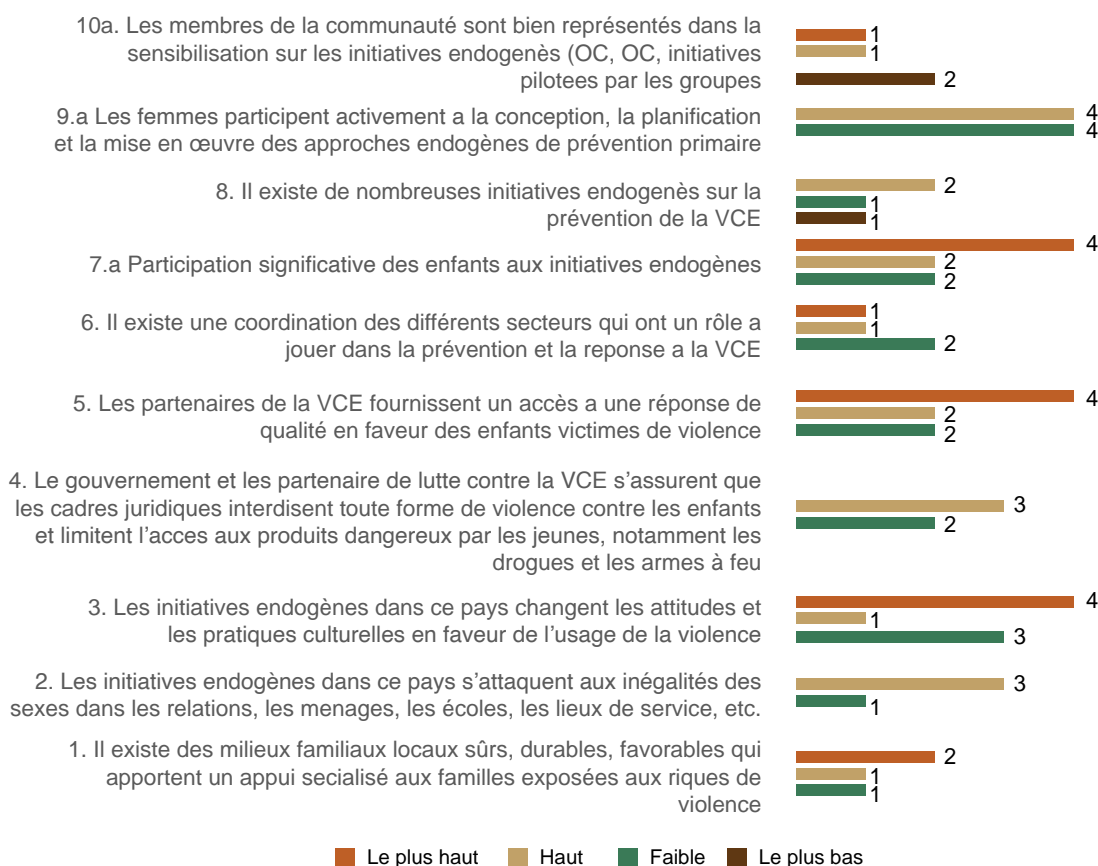
3.4 Perception de la cartographie INSPIRE par les répondants

Seuls quatre répondants ont rempli la carte de pointage pour cette mesure ; par conséquent, ces résultats peuvent être faussés. Le cadre INSPIRE comprend sept stratégies, mais il existe d'autres facteurs favorables à la prévention de la VCE- notamment la capacité des enfants et des femmes à participer aux décisions clés qui affectent leur vie, la disponibilité de mécanismes de coordination multipartites et une forte participation communautaire. La figure 7 présente un aperçu des perceptions des répondants concernant les interventions nationales dans le contexte du cadre INSPIRE. Ce

graphique montre que beaucoup reste à faire en ce qui concerne la participation active des femmes et des hommes à la prévention de la VCE- le domaine le moins bien noté. Les répondants estiment également qu'il n'y a pas beaucoup d'initiatives locales et que peu de mesures sont prises pour résoudre le problème des environnements dangereux.

L'axe Y de la figure 7 contient des descripteurs reflétant l'un des piliers d'INSPIRE, avec des champs supplémentaires qui ont aidé le chercheur à mieux comprendre les facteurs contribuant à la prévention de la VCE en dehors du cadre d'INSPIRE. L'axe X est le classement par question selon la compréhension et la perception de ce descripteur par le répondant.

FIGURE 7 : Évaluation des stratégies INSPIRE et autres approches



3.5 PRINCIPALES CONCLUSIONS : PROFILS DE PAYS ET ÉTUDES DE CAS

3.5.1 Inventaire sommaire des études de cas

Using the definition of a home-grown initiative cited earlier, 15 case studies have been selected following a rigorous review to assess their uniqueness, originality, efficacy, scalability and degree of innovation. These were assessed according to

the criteria listed in the methodology section as some of the most promising home-grown practices on the continent. Key deciding qualities influencing their selection included resilience, leadership and agency, political will, community ownership, building local capacity, and sustainability.

3.5.2 Études de cas



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Aperçu du pays

Situation géographique : Région d'Afrique centrale
Population totale : 89 561 000
PIB par habitant : 1098 USD
Population enfantine : 46 929 000
Mortalité des moins de cinq ans : 70 pour 1000 naissances vivantes
Taux de pauvreté : 76,6%
Travail des enfants : 26,5%.

Enregistrement des naissances : 24,5%.
Grossesse chez les adolescentes : 27%.
Mariage des enfants : 37%
Rabougrissement : 42%
Note pour les efforts de prévention de la violence : 26.4
Prévalence de la violence sexuelle dans les écoles : 46%

ÉTUDE DE CAS N° 1 : Programme « The Good Shepherd Sisters » (GSS)

Problème traité : abus et exploitation sexuels, travail des enfants et analphabétisme

Contexte et objectif

La région du Katanga s'étend sur 497 000 kilomètres carrés (49 700 000 hectares). L'agriculture et l'élevage sont pratiqués sur le plateau du Katanga, tandis que la partie orientale de la province est une riche région minière qui produit du cobalt, du cuivre, de l'étain, du radium, de l'uranium et des diamants. L'ancienne capitale de la région, Lubumbashi, est la deuxième plus grande ville de la RDC.⁴

En raison des niveaux élevés de pauvreté au Katanga, les familles et les enfants (appelés par la communauté « enfants cobaltifères ») sont vulnérables à l'exploitation par les entreprises extractives du secteur privé, et en particulier les entreprises chinoises qui exploitent le cobalt et d'autres minéraux et les exportent brut en Chine pour y être transformés. Les mines sont des environnements difficiles et un certain nombre de mineurs sont morts à cause de l'effondrement des structures minières. La malnutrition, les violences sexuelles et l'exploitation des enfants et des femmes sont d'autres problèmes qui touchent la communauté vivant dans la partie orientale de la région du Katanga.

À la lumière de ces défis, le programme Good Shepherd Sisters a été conçu

en 2012 par un groupe de sœurs catholiques du Domaine Marial, à Kolwezi, en RDC. Leur objectif principal était de soutenir la prévention primaire et secondaire pour les enfants dans les mines locales : soutenues par l'évêque fondateur Kolwezi, les Sœurs se sont données pour mission de retirer les enfants des conditions dangereuses dans les mines. Le programme a commencé à petite échelle et a pris de l'ampleur.

Groupe d'âge cible : Les enfants et les jeunes filles de la communauté âgés de 5 à 14 ans

Stratégie : Les réunions ont d'abord commencé dans les maisons des membres de la communauté, ce qui est unique à ce projet.

Les Sœurs ont tenu à s'attaquer aux moteurs de la violence en promouvant des campagnes de défense des droits des femmes et des enfants, et ont depuis élaboré un plan stratégique quinquennal. Ce plan est ancré dans la communauté et conçu pour créer une dynamique au fil du temps.

Le lien suivant (<https://youtu.be/rb0aOt8JJnc>) renvoie à une vidéo tournée dans la province du Katanga, en RDC, où le GSS opère et où il a aidé de nombreux enfants à abandonner le travail et les conditions dangereuses et à trouver des modes de vie alternatifs. Les enfants sont retirés des mines et placés dans une école que le GSS a construite, où un projet de nutrition a été développé pour s'assurer que les enfants ne s'évanouissent pas de faim pendant les cours. L'école du GSS est la seule école gratuite de la région, et fournit des repas quotidiens à 1 100 anciens enfants mineurs.⁵

Résultats de l'initiative

L'éducation : La vidéo ci-dessus montre que GSS a fait un effort pour documenter ces pratiques prometteuses. Le centre de protection de l'enfance du GSS compte à présent plus de 1 000 élèves protégés, et leur vie s'améliore.



« Si nous ne venons pas à l'école pendant deux semaines, elles [les Good Shepherd Sisters] viennent nous chercher à la maison. »⁶

Le renforcement économique : GSS a formé des filles et des femmes à la couture, ce qui leur permet de générer des revenus et de contribuer de manière importante à la subsistance de leurs familles. Cette activité a permis de réduire la vulnérabilité de ces filles et femmes. Les femmes dont les jeunes enfants vont maintenant à l'école du GSS y voient une bonne occasion d'acquérir de nouvelles compétences.

La sécurité alimentaire s'est améliorée.

Certaines femmes et des enfants travaillent désormais dans la ferme appelée « Maisha association farm » afin d'améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire. Entre 2014 et 2016, la plantation est devenue une entreprise durable, produisant jusqu'à 1 000 kilogrammes de produits par récolte. 1 500 poissons ont été récoltés, pour un total de 1 900 USD.

Les services d'intervention : le centre de protection de l'enfance de GS est devenu un mécanisme de référence de fortune pour signaler toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus.

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : Les Good Shepherd Sisters étaient unies et déterminées à trouver leurs propres solutions à une crise croissante. C'est le genre de détermination qui laisse une trace dans les communautés. Elles ont été infatigables dans leurs efforts et à présent, l'impact est évident. Le programme est né d'un besoin croissant et généralisé de sauver les enfants de l'exploitation des mines qui met leur vie en danger, et la

communauté a clairement adhéré au programme. Sœur Catherine Mutindi, directrice du programme, a donné un compte-rendu intéressant de la façon dont la communauté a désormais adopté un nouveau mode de vie :

« Les changements de vie des personnes impliquées dans ces projets... Les administrateurs, le personnel et les participants au programme embrassent une vie en dehors des mines. Ils parlent d'une vie dans laquelle ils peuvent nourrir leurs enfants et où la violence envers les femmes a cessé. Ils mettent en lumière des alternatives spécifiques qui nient l'inévitabilité du pouvoir du statu quo, rétablissent les liens communautaires et créent de nouvelles identités nourrissant les aspirations des enfants en matière d'éducation. »⁷

La volonté politique : les autorités locales ont montré un certain intérêt pour la promotion des facteurs de protection, et il est important de voir comment des partenariats public-privé peuvent être créés entre le gouvernement et le secteur privé pour la prévention primaire. Sinon, la volonté politique reste un défi en raison de la corruption rampante et du manque de capital humain et de fonds publics.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : grâce à diverses formations ciblant les femmes, les jeunes filles et les garçons, GSS a réussi à renforcer les capacités et les compétences des individus et a préparé un cadre de femmes, de filles et de garçons qui soutiennent désormais d'autres personnes dans les domaines de l'agriculture et du développement de micro-entreprises. C'est le seul centre d'éducation de la communauté, et il a fallu du temps pour renforcer les capacités locales. En plus du soutien immédiat apporté aux enfants sous forme de nourriture et d'accès à l'éducation, le programme a également adapté un mécanisme permettant à ces enfants de continuer à soutenir leurs familles, en leur

offrant une formation qui leur permet de s'engager dans des activités génératrices de revenus décentes. Il s'agit là d'un point essentiel, car la plupart de ces enfants ont commencé à travailler dans les mines afin de subvenir aux besoins de leur famille.

Possibilités de mise à l'échelle

- Ce projet est unique et peut être étendu à toute la RDC et à d'autres pays qui tentent de lutter contre le travail des enfants et contre la maltraitance et l'exploitation des enfants. Il s'attaque aux facteurs de violence (pauvreté, manque de connaissances des organismes et des communautés). Il peut y avoir un certain apprentissage croisé entre les initiatives des plantations de cacao de Côte d'Ivoire et celui-ci : les initiatives de Côte d'Ivoire ont fait des progrès dans la mesure où désormais, le gouvernement a institué des mesures strictes interdisant le travail des enfants. La communauté internationale impose des mesures similaires par le biais d'associations et de traités nationaux et internationaux qui interdisent le travail des enfants et d'autres formes de violence.
- GSS a documenté ses conclusions et ses réalisations, une pratique que d'autres initiatives locales peuvent reproduire en utilisant une technologie simple et une formation de base via les téléphones portables (SMS).

Défis

- Cette initiative a eu un profond impact transformateur au niveau de l'individu, de la famille, de la communauté et de la société. En raison de l'accent mis sur les droits des femmes et des enfants, le secteur privé est désormais examiné de plus près. Mais, en même temps, le secteur privé ne s'intéresse généralement pas beaucoup à l'amélioration des conditions d'exploitation des enfants.

- La corruption est omniprésente en RDC et l'application des lois n'est pas une priorité. Les auteurs d'infractions dans le secteur minier ne sont pas poursuivis. L'impunité constitue un défi majeur.

Recommandations

- Il est important que les projets locaux soient étendus au niveau national pour la création de mouvements - et, dans ce cas, la prévention primaire et secondaire du travail, de l'exploitation et des violences contre les enfants. Une telle avancée permettra également de s'attaquer aux problèmes de corruption et de mettre fin à l'impunité.
- Le plaidoyer et le soutien psychosocial en matière de santé mentale (MHPSS) pour les enfants de retour au pays peuvent être davantage intégrés dans ce programme, qui constitue déjà un bon exemple d'intersection dans une approche de prévention de la violence, dans la mesure où il aborde également l'éducation, les moyens de subsistance, la communication et la sécurité alimentaire.
- Les MHPSS devraient continuer à documenter ces interventions prometteuses et ainsi, à terme, rehausser le profil de leur travail dans les plateformes nationales, régionales, continentales et internationales.
- GSS peut identifier des partenaires privés locaux qui s'intéressent aux possibilités de Responsabilité sociale des entreprises (RSE) en étroite collaboration avec la communauté et ses enfants.





ÉTHIOPIE

Aperçu du pays

Situation géographique : Région de l'Afrique de l'Est
 Population globale : 114 964 000
 PIB par habitant : 2 220 USD
 Population enfantine : 53 790 000
 Mortalité des moins de cinq ans : 81 pour 1000 naissances vivantes
 Taux de pauvreté : 31%
 Enregistrement des naissances : 3%
 Grossesse chez les adolescentes : 21%
 Mariage des enfants : 40%
 MGF : 65%.

Travail des enfants : 48,5%.
 Proportion d'enfants de 8 ans soumis à une discipline violente : 38%.
 Proportion de jeunes de 15 ans soumis à une discipline violente : 12%.
 Rabougrissement : 37%
 Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire : 88%.
 Inscription dans l'enseignement secondaire : 31%
 Note pour les efforts de prévention de la violence : 29

ÉTUDE DE CAS N° 2 : Prévention des déplacements dangereux des enfants dans le corridor sud

Problème traité : exploitation, violences sexuelles contre les enfants et trafic d'enfants en déplacement dans le sud de l'Éthiopie.

Contexte et objectif

En raison de l'extrême pauvreté qui sévit dans de nombreuses régions d'Éthiopie, le nombre d'enfants qui se déplacent du corridor sud (point d'origine) vers le corridor nord (Addis-Abeba, Érythrée, Asmara et au-delà) a considérablement augmenté. La majorité de ces enfants quittent leur foyer à la recherche d'un revenu pour soutenir leur famille au village. Mais cette voie est perfide, et de nombreux enfants finissent par être maltraités et exploités en cours de route. Ce projet a été mis en œuvre dans certaines zones d'origine, de transit et de destination afin d'éviter que les enfants ne soient exposés à des déplacements dangereux. Il offre un environnement sûr aux enfants en déplacement et leur fournit des services, notamment en matière de retour et de réintégration.

Le Forum on Sustainable Child Empowerment (FSCE), autrefois connu sous le nom de Forum on Street Children – Éthiopie, est une organisation non gouvernementale autochtone à but

non lucratif, créée à la fin de 1989 par un groupe de professionnels du développement social pour améliorer la vie des enfants vulnérables - en particulier ceux qui sont forcés de vivre et/ou de travailler dans les rues des grandes villes et agglomérations éthiopiennes. Elle a été financée par la Fondation Oak pendant plus de cinq ans. Lancée par son fondateur, M. Dereje Girmachew, elle reste dirigée par la communauté, avec le soutien de bailleurs de fonds nationaux et internationaux.

L'objectif général de ce projet était de prévenir l'exposition des enfants en déplacement aux abus et à l'exploitation dans la Région des peuples des nationalités et des nationalités du Sud (SNNPR).

Groupe cible : Ce projet s'adressait aux garçons et aux filles âgés de 8 à 17 ans. Les parents et les éducateurs étaient des bénéficiaires secondaires.

Stratégie : L'approche principale de cette initiative locale a consisté à trouver des solutions locales (à la fois de prévention et de réponse) au problème du nombre croissant d'enfants en déplacement et de leur vulnérabilité aux abus et à l'exploitation, dans le but de réduire les risques encourus par les enfants du point d'origine à la destination. Les facteurs clés de protection comprennent le renforcement des systèmes de protection des enfants au niveau des *woreda*.

L'engagement multisectoriel avec le gouvernement et d'autres acteurs a été un point d'entrée essentiel.

Activités : les activités suivantes étaient prévues ⁸ :

- La création et le renforcement des structures communautaires de protection de l'enfance à parties prenantes multiples.
 - L'organisation d'événements d'action communautaire tels que des spectacles de théâtre, des jeux de rôle et des concours au niveau des écoles
 - La mise au point de divers matériels d'information, d'éducation et de communication (IEC).
 - Des animations de conversations communautaires régulières sur différentes questions, effectuées par des animateurs formés dans tous les *kebeles* d'intervention.
 - La formation de formateurs dans les groupes de pères et de mères et activités de sensibilisation aux compétences parentales positives.
 - Une campagne planifiée au niveau des écoles sur la prévention des déplacements dangereux, des abus et de l'exploitation des enfants dans six écoles de trois *woredas*, en collaboration avec les autorités éducatives du district et les bureaux des affaires des femmes et des enfants dans les zones d'intervention.
 - L'animation de séances de conversation communautaires régulières dans chaque zone ciblée.
- et 11 structures communautaires de protection de l'enfance multipartites ont été créées à Bonke.⁹
 - Les membres de la communauté ont été formés aux conséquences néfastes de la maltraitance des enfants et des déplacements dangereux dans 20 districts.
 - Le renforcement économique : au fil du temps, le projet a permis à 240 familles initialement démunies d'accéder à un emploi décent.
 - Les conversations communautaires constituent un aspect novateur de cette initiative locale : après des sessions de formation destinées aux travailleurs de la santé et aux parents, 10 groupes de pères ont été créés dans 30 *kebele* d'intervention.
 - Un club médiatique scolaire a été animé et doté d'un équipement médiatique simple (un disque flash, un microphone, un mélangeur et un stabilisateur) pour sensibiliser à la traite des enfants.
 - Services d'intervention : pas plus tard qu'en 2019, un bureau de coordination a été mis en place à Wolaitta Sodo, Adama et Butajira dans le corridor sud pour sauver les enfants menacés par la traite. Au total, 107 enfants (68 garçons et 39 filles) ont été hébergés dans un centre d'accueil et ont reçu les fournitures nécessaires. Ces foyers sûrs peuvent être appelés « centres à guichet unique », en raison de l'éventail de différents services qu'ils offrent aux enfants. Il s'agit notamment de soins médicaux et psychologiques, d'une éducation non formelle, d'une formation professionnelle et d'un soutien aux activités génératrices de revenus.
 - Le FSCE a également fondé un centre de développement des ressources et des bases de données sur l'enfance qui fournit des informations sur l'exploitation sexuelle commerciale et d'autres questions relatives à la protection des enfants. Le Centre de base de données organise les données transmises par les unités de protection de l'enfance d'Éthiopie afin de compiler des informations quantitatives sur les enfants en

Résultats : avantages

- L'amélioration des connaissances de la communauté : cette initiative comporte des éléments de prévention primaire et secondaire. Les responsables de la mise en œuvre au niveau communautaire et autre se concentrent sur la réunification et dispensent une formation sur les effets néfastes des mouvements dangereux d'enfants.
- Au cours de la période visée par le rapport (mars 2017 à février 2018), la structure du rapport a été renforcée

conflit avec la loi, les enfants victimes d'abus et de trafic, et les auteurs de crimes connexes. Ces informations sont mises à la disposition des chercheurs, des décideurs politiques, des défenseurs des droits de l'enfant, des responsables de programmes et autres. Il s'agit d'une action modulable qui peut être reproduite dans d'autres régions - en particulier dans le couloir du Nord - qui connaissent des risques de traite, d'exploitation et de maltraitance des enfants.

- Application des lois : Le FSCE s'occupe également de la recherche et du regroupement des familles et travaille en étroite collaboration avec les autorités locales, telles que la police et le ministère public, pour enquêter sur les crimes sexuels contre les enfants et poursuivre les délinquants. Un certain nombre de programmes scolaires axés sur l'autonomisation des filles, ainsi que des projets de subsistance visant les ménages défavorisés dirigés par des femmes, ont également été mis en œuvre.

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : Le fondateur du FSCE, M. Dereje

Girmachew, est une personne énergique et optimiste qui a « maintenu la flamme » dans ce programme. Il a renforcé la capacité de leadership de son équipe et, au fil des ans, d'autres dirigeants locaux ont bénéficié de ses programmes de formation bien structurés. Les enfants et les parents des catégories à haut risque se sentent maintenant plus en sécurité et plus aptes à prendre des décisions qui réduisent le risque de VCE.

Les dirigeants du FSCE sont convaincus que :

Le développement et l'appropriation des mouvements à la base sont essentiels pour la durabilité de cette initiative.

La volonté politique : le FSCE a œuvré avec succès auprès du gouvernement au niveau communautaire (*kebele et woreda*). Le gouvernement a été positif et s'est montré favorable à la nécessité de mettre en place des structures d'intervention communautaires pour la protection de l'enfance, qui ont été fonctionnelles jusqu'au moment de la rédaction du présent document. Cette structure multipartite a permis au gouvernement et à d'autres acteurs clés de soutenir la réunification des enfants victimes de trafic et d'identifier les moyens de renvoyer ces enfants à l'école.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : les conversations/dialogues communautaires offrent un espace sûr aux parents, aux enseignants et aux autres membres de la communauté pour partager les progrès et les préoccupations pendant les formations. Cela a permis de développer les capacités des membres de la communauté et a contribué au succès de ce projet.

Les possibilités de mise à l'échelle : après avoir évalué le projet et identifié les lacunes, cette initiative a commencé à se développer. Il existe environ cinq initiatives locales similaires ciblant le corridor sud, donc des liens organiques entre les acteurs dans ce domaine. D'autres pays pourraient s'inspirer de ces efforts pour protéger les enfants en déplacement en utilisant une approche modulaire et groupée. Le FSCE est une organisation bien connue qui a acquis une expertise au fil des ans ; il pourrait avoir des possibilités de guider et d'encadrer d'autres initiatives locales similaires aux siennes, et de partager les leçons apprises en cours de route.

« Notre structure communautaire de protection de l'enfance, intégrée et holistique, composée de multiples parties prenantes et établie au niveau du *kébélé*, est le meilleur moyen de favoriser la collaboration et le partenariat de la communauté en matière de protection des enfants et de garantir la durabilité de l'intervention. » ¹⁰

Le financement du programme a pris fin en 2019 et le FSCE pourrait envisager une mobilisation durable des ressources, en ciblant la diaspora éthiopienne, le secteur privé et les fonds publics.

Défis

- L'un des défis rencontrés par les responsables de la mise en œuvre de cette initiative a été l'évolution du mandat du gouvernement, qui est allé jusqu'à dicter les frais généraux administratifs par projet dans une localité donnée. Ces limites ont obligé le FSCE à revoir la conception du projet pour l'adapter aux exigences du gouvernement.
- Les enfants en déplacement sont très répandus en Éthiopie (comme dans d'autres pays du continent) et, en raison de leur nombre élevé, les initiatives locales sont limitées dans leur capacité à atteindre toutes les familles. La portée de ces interventions est généralement limitée et leur impact est localisé.
- L'exploitation sexuelle des enfants n'a commencé que récemment à être abordée en Éthiopie, et le pays est encore en train d'acquérir l'expertise nécessaire pour s'attaquer efficacement au problème. Il existe également peu d'informations et de recherches disponibles pour contribuer à des réponses efficaces à l'exploitation sexuelle des enfants.
- De multiples facteurs de risque permettent l'exploitation sexuelle des enfants, notamment le mariage précoce, les abus sexuels et le viol, les mutilations génitales féminines et l'enlèvement. Par exemple, des recherches menées en 2005 ont établi que la plupart des victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales trouvées dans les rues d'Addis-Abeba avaient été mariées avant l'âge de 15 ans. Le niveau généralement faible de sensibilisation à l'exploitation sexuelle des enfants, en particulier dans les zones rurales, reste un défi important. En raison

de la pauvreté, les familles reçoivent généralement une compensation financière entre autres, en échange du mariage de leurs filles, une pratique traditionnelle qui rend les filles vulnérables à l'exploitation sexuelle. Les trafiquants d'enfants en Éthiopie sont généralement des courtiers locaux, des parents, des membres de la famille ou des amis des victimes.

- Les structures mises en place pour lutter contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants comprennent le Comité national sur l'abus et l'exploitation sexuels des enfants et le point focal du NPA basé dans le département des mères et des enfants du Ministère de la femme, de l'enfance et de la jeunesse. Une meilleure coordination entre les organisations gouvernementales, les ONG et les organisations communautaires (OC) est nécessaire.

Recommandations

- Des approches holistiques qui s'attaquent aux facteurs sous-jacents de la VCE tels que l'exploitation sexuelle sont nécessaires pour obtenir des résultats significatifs en termes de prévention. Cette initiative est un bon exemple de programme de prévention global qui comporte des approches croisées entre différentes activités et constitue un « laboratoire » intéressant d'idées novatrices qui peuvent être transposées à plus grande échelle.
- L'engagement des organisations communautaires est crucial, car elles ont traditionnellement joué un rôle important dans la mobilisation et le soutien des communautés en Éthiopie.
- L'organisation s'est développée à partir d'humbles débuts et s'est renforcée continuellement depuis 1989. Ce processus doit être correctement documenté dans le cadre d'une étude approfondie visant à comprendre les facteurs favorables et les obstacles à la croissance réussie et durable des initiatives locales.

ÉTUDE DE CAS 3 : Kembatti Mentti Gezzimma (KMG)

Problème traité : des pratiques traditionnelles néfastes et des normes sociales négatives qui oppriment les droits des femmes et des filles.

Contexte et objectif

Kembatti Mentti Gezzimma, qui signifie « les femmes de Kembatta travaillant ensemble », a été cité comme un exemple clé de programme de prévention de l'E/MGF axé sur la communauté. KMG travaille dans la région des nations, nationalités et peuples du sud de l'Éthiopie (SNNPR), où sa facilitation de dialogues communautaires efficaces a conduit à l'éradication quasi-totale de la pratique dans la zone cible.

Le programme, fondé par un militant local des droits des femmes, vise à s'attaquer aux causes profondes de la violence contre les femmes et les filles, qui résulte de la perpétuation par les sociétés patriarcales d'Éthiopie de la pratique traditionnelle néfaste de l'E/MGF. Il fonctionne par le biais de dialogues communautaires, d'un engagement avec les hommes et les garçons et d'une pression en faveur d'une réforme législative. Il est basé sur les principes d'écoute et de respect de la communauté, d'apprentissage à partir des expériences locales et d'adoption d'une approche de transformation du genre. Le programme engage les hommes et les garçons en tant qu'agents actifs du changement et les aide à diffuser des informations et à appliquer des sanctions à l'encontre de ceux qui continuent à pratiquer l'E/MGF. Des conversations communautaires sont organisées pour éduquer les hommes et les femmes sur les effets néfastes de l'E/MGF et les avantages de l'abandon de cette pratique, et les exciseuses traditionnelles se voient offrir d'autres possibilités de générer des revenus.

Stratégie : l'engagement des hommes et des garçons par un dialogue communautaire actif et la création de mouvements au niveau local et national.



« KMG Éthiopie envisage une société dans laquelle les femmes sont libres de toute forme de discrimination et de violence. Nous nous efforçons de créer un environnement où l'ensemble de la personne, des valeurs et des droits des femmes sont reconnus et où leurs talents et leur sagesse sont cultivés ».¹¹

Groupe cible : les filles et les femmes

Activités : les principales activités de KMG comprennent des sessions de dialogue communautaire ciblant les hommes, la sensibilisation aux effets néfastes de l'E/MGF, la lutte contre les normes sociales négatives en faisant participer les garçons et la promotion d'une réforme législative relative aux droits des filles et des femmes.

Résultats : avantages

- Normes et valeurs : Une étude qualitative a montré que le programme était une réussite, tous les participants soulignant que l'E/MGF avait été presque complètement éradiquée dans la zone de Kembatta, ainsi que d'autres pratiques néfastes telles que le rapt de la mariée.
- L'étude a souligné que le programme avait entraîné un changement des normes sociales, les garçons et les hommes préférant désormais épouser des filles et des femmes non excisées, beaucoup citant la mortalité maternelle comme la raison principale de ce changement de point de vue.
- Après une décennie de travail de KMG, seuls 3 % des anciens souhaitaient que leur fille soit excisée ou que leur fils épouse une fille excisée. En 2008, l'UNICEF a rapporté que le KMG avait réduit l'E/MGF à Kembatta de 97 % en 1999 à 4,7 % en 2008 (Stern et Anderson, 2015).
- Un examen de l'UNICEF a également révélé que parmi les aspects les plus importants du succès du programme

figuraient la crédibilité et la confiance qu'il avait acquises auprès des populations locales, sa capacité à leur offrir un espace de réflexion et son application judicieuse de la pression publique (par exemple en célébrant les mariages des femmes). Dans de nombreuses cultures africaines, les questions sociales sont mieux abordées lors de rassemblements sociaux qui unissent les individus, les familles et les communautés dans le cadre de normes sociétales non écrites ; cette approche était donc innovante et efficace.

- La mise en œuvre et l'application des lois : les stratégies utilisées avec succès par KMG consistaient notamment à promouvoir une interprétation progressive des lois existantes, à jouer un rôle majeur dans la persécution des circonciseurs et à encourager les modèles à s'exprimer.
- La mobilisation de multiples parties prenantes : KMG a réussi à impliquer les églises, les écoles et d'autres institutions communautaires, en organisant des ateliers de sensibilisation dans le cadre d'une initiative qui a évolué d'une idée locale à une meilleure pratique reconnue au niveau international. Cela peut être attribué à sa solide approche de prévention primaire et secondaire, qui favorise clairement la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles (VAWG).
- La citation ci-dessus du fondateur de KMG, Boge, souligne le changement le plus significatif de ce programme : renforcer les communautés au niveau individuel d'abord, puis finalement changer la société. Cet impact socio-

écologique se reflète dans plusieurs autres initiatives locales de lutte contre les MGF/E au Kenya, en Tanzanie et en Somalie.

- Engager les hommes : l'implication réussie des hommes et des femmes dans le cadre d'une approche communautaire visant à modifier des normes profondément ancrées est essentielle pour l'abandon de l'E/MGF ; toutefois, il existe peu de recherches explorant comment et pourquoi les hommes s'engagent dans des processus d'abandon de l'E/MGF et comment cela est lié aux changements dans les relations entre les sexes dans les espaces privés et publics. KMG Éthiopie utilise les conversations communautaires comme principal vecteur de changement et comme moyen de renforcer les capacités des communautés à résoudre les problèmes liés aux MGF/E.

Les principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : l'action individuelle et collective est bien décrite comme suit par la direction et les

« Lorsque nous proclamons « WIMETTA - Je suis guérie », nous témoignons de la vérité selon laquelle chaque femme, à tout âge et dans toutes les couches de la vie, est un individu unique et précieux, qui mérite intrinsèquement une vie pleine et productive lui offrant des possibilités d'éducation, de santé et d'indépendance socio-économique. Une femme ne peut être vraiment entière si elle est rejetée dans une couche inférieure de la société, sans accès à l'éducation, dépendante financièrement d'un père ou d'un mari, et traitée autrement comme un objet. Cette phrase est née de la célébration de jeunes filles courageuses qui ont refusé de subir des mutilations génitales féminines dans les zones visées. Ces jeunes femmes rejettent les pratiques coutumières qui violent leurs



« À long terme, des femmes plus fortes créent des communautés plus fortes, des femmes plus fortes créent une nation plus forte, et des femmes plus fortes créent une Afrique plus forte ». -

Boge, fondateur de KMG ¹²

droits humains par attachement à leur dignité et à leur liberté. Nous rendons hommage à leur courage en leur offrant un pendentif en argent portant l'inscription "WIMETTA » », ¹³

membres de cette organisation :

La défunte fondatrice Boge, décédée en 2019, était un exemple et un modèle pour les femmes et les filles et a fait preuve d'une grande résilience face à la forte opposition des hommes de sa communauté. KMG a récemment recruté un nouveau conseil d'administration et recherche activement un nouveau directeur exécutif. La planification de la succession est donc en cours, ce qui est un indicateur de bonne gouvernance. Ce que Boge et sa sœur ont commencé en 1997 a été maintenu et a pris de l'ampleur en Éthiopie et ailleurs.

La volonté politique : Boge est devenu une figure publique, ce qui a favorisé le dialogue et l'influence politiques. Les résultats obtenus au fil des ans montrent que KMG a progressé dans la remise en cause de certaines législations relatives au droit des femmes et des filles à la protection. Des projets financés par le FNUAP sont maintenant en cours dans quatre woredas des zones de Wolayta et Hadiya et dans la SNNPR, et le soutien du gouvernement a été crucial pour y parvenir.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : la formation au changement de comportement et d'attitude ciblant les garçons, les filles, les femmes et les hommes a donné et continue de donner des résultats durables. KMG déploie au moins sept projets et programmes en cours avec l'objectif général de transformer la société au niveau individuel et collectif.

Opportunités

Cette initiative a permis de mettre en place un organisme individuel, familial et communautaire qui peut être reproduit et étendu à l'intérieur et à l'extérieur de l'Éthiopie. La ténacité, l'énergie brute et la résilience de la fondatrice sont

remarquables, et elle a laissé un solide héritage. En raison de sa formation, de son expérience et de ses capacités, cette initiative a été bien documentée et peut donc être une opportunité d'apprentissage pour d'autres activistes des droits des femmes et des enfants.

Défis

- Les interventions visant à modifier les comportements nécessitent la participation active de grands groupes d'acteurs communautaires si l'on veut transformer les anciennes coutumes, pratiques et attitudes.
- Des pratiques et des normes socioculturelles profondément ancrées continuent de sanctionner les MGF, même en présence de cadres juridiques et politiques qui interdisent cette pratique. Les membres de la communauté, en particulier les mères, les pères et les chefs religieux, jouent un rôle important dans la lutte contre les MGF.

Recommandations

- Il est important de s'assurer que les femmes, les hommes et les principaux dirigeants communautaires (tels que les anciens et les chefs religieux) participent aux efforts d'éradication de l'E/MGF afin de favoriser le changement et l'impact à long terme.
- Il s'agit de l'un des programmes de prévention les plus solides identifiés dans cette étude, car il aborde les problèmes à la fois au niveau individuel et au niveau de la société. Il traite de la prévention primaire, secondaire et tertiaire, en se concentrant sur les causes profondes des normes sociales néfastes. Il est modulable et peut être utilisé comme exemple de bonne pratique dans les domaines de l'apprentissage et de la recherche au niveau communautaire.
- La sensibilisation au niveau régional/continental est possible lorsque deux ou trois initiatives de base très fortes se réunissent, apprennent les unes des autres et élargissent ou reproduisent leurs pratiques.



KENYA

Aperçu du pays

Situation géographique : Région de l'Afrique de l'Est
Population globale : 53 771 000
PIB par habitant : 4 330 USD
Population enfantine : 24 449 000
Taux de pauvreté : 37%
Mortalité des moins de cinq ans : 41 pour 1000 naissances vivantes
Enregistrement des naissances : 66,5%
Grossesse chez les adolescentes : 23%.
Mariage d'enfants : 23%.
MGF : 21%.

Prévalence de la violence sexuelle contre les enfants : 15,6% chez les filles, 6,4% chez les garçons
Prévalence de la violence physique à l'égard des enfants : 45%
Prévalence de la violence émotionnelle à l'égard des enfants : 33,4%
Retard de croissance : 26%.
Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire : 80%.
Note pour les efforts de prévention de la violence : 53,8

ÉTUDE DE CAS N° 4 : Radio communautaire Korogocho (KOCH FM)

Le problème traité : Les habitants de Korogocho, le plus grand bidonville de Nairobi, ont identifié les taux élevés de criminalité, la violence sexiste et les lacunes du système judiciaire comme des problèmes clés nécessitant une attention urgente.

Contexte et objectif de l'initiative

Koch FM a été fondée par de jeunes militants des droits de l'homme des bidonvilles de Korogocho à Nairobi et enregistrée en tant qu'Organisation communautaire (OC) en 2006. Elle a obtenu une licence de diffusion du ministère de l'information et de la radiodiffusion de l'époque pour exploiter une station de radio communautaire à but non lucratif, et une fréquence de diffusion de la Commission des communications du Kenya (CCK). La conception de Koch FM était quelque peu accidentelle : les jeunes hommes et femmes impliqués avaient initialement prévu de réaliser une série de courts documentaires dépeignant la vie des habitants de Korogocho et capturant leurs réalités et luttes quotidiennes. Ce faisant, le programme cherchait à raconter les histoires de Korogocho d'un

point de vue positif et juste, en contrant la discrimination à laquelle les habitants de Korogocho étaient confrontés depuis de nombreuses années en raison de la représentation négative de la région dans les médias. Le bidonville de Korogocho était autrefois tristement célèbre pour son taux de criminalité élevé : des gangs de jeunes dominaient la zone, et les garçons estimaient qu'ils devaient appartenir à un gang ou qu'ils ne seraient pas considérés comme de « vrais » hommes. Les cas de viols et de souillures étaient nombreux. Les fusillades entre la police et les criminels n'étaient pas rares. Le fait d'être originaire de Korogocho portait le stigmate d'être une « mauvaise personne » aux yeux du monde entier. Certains habitants ont réfléchi à ce qui pourrait être fait pour changer cet état de fait, et l'idée d'une radio communautaire a été évoquée comme un moyen de mobiliser les habitants, en particulier les jeunes, dans des activités constructives.

Le coût de la création d'une station de radio semblait gérable, et l'aide de l'Église norvégienne (NCA) a été sollicitée avec succès pour obtenir un financement. Cette intervention a été choisie comme une pratique locale prometteuse parce qu'elle est située dans un bidonville défavorisé où une station de radio locale pourrait potentiellement aider à remédier à certains des maux sociaux endémiques de la région.

Stratégie : la mission de la station de radio est de fournir une plate-forme permettant à la communauté de traiter ses problèmes par le partage d'informations, l'éducation et la communication, dans le but de promouvoir le bien-être social, politique et économique de la communauté Korogocho et de l'ensemble des auditeurs. Cela se fait par le biais de programmes radio, et en agissant comme un forum de conversation communautaire.

Groupe cible : adolescents, garçons et filles

Activités : la station émet 24 heures sur 24, mais la nuit, elle ne joue que de la musique. Un programme de deux heures pour les enfants est diffusé de 10 à 12 heures, donnant la parole aux enfants et amenant parfois des classes entières de l'école à mener des discussions - avec des intermèdes musicaux- des questions telles que l'eau et l'assainissement, la santé, la violence sexuelle et sexiste et le travail des enfants. Un programme d'après-midi est consacré aux questions et aux droits des femmes, avec des débats sur la manière de lutter contre les normes sociales négatives et de freiner la pratique de l'E/MGF. Il s'agit du principal élément de prévention de cette initiative, car ceux qui écoutent et/ou appellent sont en mesure d'apprendre et de partager les uns avec les autres, ce qui favorise une plate-forme de pair à pair pour le changement de comportement et d'attitude. L'émission la plus populaire s'appelle « Just a Moment » et propose des appels et des questions à débattre, le tout agrémenté de musique.

Forums de conversation

communautaires : Koch FM s'est inspiré de projets similaires ailleurs, notamment de Radio Favela, fondée dans un bidonville de Belo Horizonte, la troisième plus grande ville du Brésil. Comme Radio Favela, Koch FM se veut un point de référence pour mobiliser l'action communautaire par d'autres canaux : par exemple, la jeune équipe d'activistes qui a fondé la station a ensuite développé des forums de conversation communautaires où peuvent

se dérouler des actions de sensibilisation et d'influence politique.

Résultats – avantages

Le renforcement des mécanismes de responsabilité sociale : La station contribue à l'organisation de forums publics périodiques. Ceux-ci se tiennent généralement dans la salle communautaire - ou, s'ils sont trop grands, sur la place devant celle-ci - et traitent de questions particulièrement urgentes. L'une des préoccupations majeures est l'utilisation des fonds alloués par le gouvernement à Korogocho par le biais d'un Fonds de développement des circonscriptions électorales (CDF) décentralisé. Ce plaidoyer a porté ses fruits, dans la mesure où les dirigeants qui ne fournissaient pas de services ont effectivement perdu leur position de membres du Parlement, et il a fourni une plate-forme pour influencer les parlementaires en faveur d'initiatives visant à réduire les risques pour les adolescents et les jeunes, comme la VBG et l'E/MGF.

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : grâce à la radio locale, la communauté a pu plaider en faveur du changement social au niveau individuel et communautaire, en faisant avancer la question de la prévention de la VCE. Les voix individuelles et collectives des enfants et des femmes de cette communauté appauvrie ont été privilégiées par l'approche des appels radio, qui offre un environnement sûr dans lequel ils peuvent apporter des idées qui mèneront plus tard à l'action.

Les jeunes ont lancé le programme radio pour cibler les jeunes, ont continué à le développer et se sont approprié le processus dès le début. « Edutainment » est un mot clé dans le projet et est inscrit sur la porte d'entrée de la station, résumant bien l'impact que ce projet a eu sur la communauté. Il y a une forte adhésion de la communauté et une

volonté commune de voir cette plateforme se développer davantage.

La volonté politique : le lancement récent du plan national d'enquête et d'intervention contre la VCE au Kenya a relancé la volonté politique de prévenir la violence contre les enfants. Ce rapport détaillé et ce plan d'action stipulent clairement le mandat du gouvernement pour mettre fin à la violence grâce à une approche multisectorielle dirigée par le ministère de l'enfance, qui travaille sans relâche depuis des années au service de ce programme.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : la communauté au sens large est le groupe cible, certes ; cependant, Koch a donné une voix aux enfants et leur a permis de participer aux débats sur les questions qui les concernent. Les questions prioritaires abordées dans les programmes radio comprennent : la gouvernance (la corruption, la gestion des fonds locaux tels que le Fonds de développement des circonscriptions, le Fonds de bourses scolaires et le Fonds de transfert des autorités locales) ; l'insécurité (vols, braquages et harcèlement) ; le viol, qui était trop fréquent ; les MGF/E ; et la prévention et le traitement du VIH et du sida.

Possibilités de mise à l'échelle

- Une étude d'Internews Europe a évalué comment le pouvoir des médias et de la communication peut jouer un rôle dans les efforts visant à modifier fondamentalement et durablement la protection des droits de l'enfant dans différents contextes, notamment au Kenya. La radio communautaire, en particulier, joue un rôle important dans la promotion de la sensibilisation et de la compréhension des questions relatives aux droits de l'enfant et des expériences quotidiennes des enfants. L'implication des enfants dans les programmes radio a permis d'amplifier leur voix dans une

société qui limite souvent l'espace de participation des enfants dans les questions touchant à leur vie quotidienne.

- La radio est la source d'information la plus populaire, la plus influente et la plus digne de confiance pour les Kenyans. La plupart des enfants et des jeunes kenyans écoutent des émissions de divertissement à la radio, en particulier des émissions musicales et sportives. Dans les zones rurales, l'information est accessible par les quelques stations de radio nationales qui émettent en anglais et en swahili, ainsi qu'un grand nombre de stations radio qui émettent dans d'autres langues africaines. Les parents et les tuteurs dans les zones rurales dépendent largement de la radio pour s'informer, écouter les nouvelles et les appels radio pour discuter de sujets tels que la politique et la religion. La radio a donc un immense potentiel pour promouvoir les voix des enfants et celles des experts sur les questions politiques, contribuant ainsi à des efforts plus larges pour améliorer l'environnement de protection et de promotion des droits des enfants.

Défis

La sensibilisation à la protection des enfants et à la promotion des droits de l'enfant reste un défi pour les médias kenyans. Les problèmes courants en matière de couverture médiatique sont les stéréotypes, la représentation des enfants comme des victimes sans défense, l'absence de voix et d'histoires d'enfants et l'omission totale des contenus générés par les enfants et les jeunes dans les programmes.

Recommandations

- Korogocho FM contribue à transformer les idées en actions par le biais de ce seul canal ; toutefois, il existe des possibilités d'appui et de collaboration avec d'autres stations de radio locales afin d'amplifier les résultats de la

- prévention de la VCE.
- Les plateformes de réseaux sociaux comme Shujaaz Inc. (voir ci-dessous) peuvent collaborer avec les stations de radio locales et compiler des histoires et des documentaires sur les actions locales de transformation, en vue de leur adoption par les politiques.
- L'ACPF et l'APEVAC peuvent envisager de mener une enquête de cartographie des stations de radio locales et de mettre en place des plateformes d'apprentissage et de partage, soit en ligne (par le biais de webinaires), soit dans les communautés locales et les salons nationaux.

ÉTUDE DE CAS N° 5 : Shujaaz Inc. (Kenya et Tanzanie)

Problème traité : la vulnérabilité accrue des enfants et des jeunes à diverses formes de violence, notamment l'exploitation sexuelle, en raison de leur marginalisation socio-économique.

Contexte et objectif

Shujaaz est un magazine mensuel de bande dessinée et une émission de radio lancé au Kenya en février 2010 et qui a été récompensé par un Emmy numérique international. Shujaaz (qui signifie « héros » en kiswahili) utilise la presse écrite, la radio et les SMS pour faire passer des messages éducatifs et d'autonomisation aux jeunes du Kenya.

Rob Burnet, entrepreneur social et PDG de Shujaaz, déclare,

« Nous utilisons des communications multimédias pour inspirer et motiver un public de quelque cinq millions de jeunes Kenyans à agir pour améliorer leur vie et à s'engager dans des questions urgentes qui façonnent leur avenir. Cela se fait à travers des histoires qui suivent la vie de quatre jeunes Kenyans fictifs ».

Le personnage principal est Boyie, un jeune homme de 19 ans qui a terminé ses études secondaires mais qui n'a pas pu trouver de travail (ni aucun de ses amis) et qui se demande quoi faire. Boyie a un secret : il a une station de radio FM dans sa chambre, où il pirate les fréquences d'autres stations de radio et diffuse son émission, Shujaaz FM, en tant que « DJ B ». Son émission de radio traite de ce que signifie être un héros, et encourage les gens à s'engager et à réfléchir à ce qu'ils peuvent faire. Les autres personnages de la bande dessinée Shujaaz sont des auditeurs de son émission.¹⁴

Le programme encourage et éclaire les enfants et les jeunes à risque pour qu'ils brisent les barrières de l'emploi et s'engagent dans la création d'emplois et une autonomisation économique significative, notamment en se libérant de leurs habitudes à risque.

Stratégie : l'initiative a une large portée et touche jusqu'à 7,5 millions de jeunes. Les jeunes sont formés et aidés à croire en eux-mêmes, dans leur contexte et de manière à ce qu'ils puissent comprendre.



« ...Il y a beaucoup de choses qui les en empêchent, depuis les récits internes déresponsabilisants jusqu'aux normes sociales restrictives, en passant par un système économique qui les exclut complètement.

Nous sommes Shujaaz, Inc. Nous brisons les barrières pour que les jeunes puissent prendre le contrôle de l'avenir. »¹⁵

- Un représentant de l'un des 60 jeunes professionnels qui ont lancé le magazine Shujaaz.

Groupe cible : les enfants et les jeunes non scolarisés

Activités : une équipe de 60 jeunes chercheurs, créatifs, stratèges et

producteurs d'Afrique de l'Est conçoit et gère trois programmes uniques issus d'enquêtes auprès des jeunes et de sessions interactives conçues pour maintenir l'authenticité et l'objectif de leur travail.

« Voici comment ça marche : nous parlons aux jeunes de leur vie, des changements qu'ils veulent apporter et des obstacles qui se dressent sur leur chemin. Ensuite, nous invitons notre communauté de 7,5 millions de Shujaaz (héros) à nous dire s'ils sont confrontés aux mêmes défis, et comment ils font tomber ces barrières dans leur vie. »¹⁶

Résultats : avantages

- La transformation sociale par la communication : Shujaaz a vu le jour parce que ses créateurs avaient le sentiment qu'il y avait un manque de médias ou de plateformes positives et axées sur les jeunes pour que ceux-ci puissent partager leurs idées entre eux. Ils voulaient créer un monde qui ressemblait beaucoup au monde réel, un endroit où les lecteurs pourraient s'identifier et se connecter avec.¹⁷ C'est ce qui en fait un bon exemple de pratique prometteuse : elle est dirigée par des jeunes, appartient à des jeunes et est gérée par des jeunes.
- L'influence des pairs : « Nous avons un public régulier audité de plus de cinq millions de personnes. Plus de 30 % des auditeurs déclarent avoir pris des mesures sur la base d'histoires qu'ils ont trouvées à Shujaaz. Un nombre similaire a parlé des idées de Shujaaz avec des amis, élargissant et approfondissant encore la portée de l'événement. »¹⁸ Les mesures de mise à l'échelle et les changements significatifs indiquent le succès de cette approche locale.
- L'éducation et les compétences de la vie courante : Le programme d'amélioration de la qualité de l'éducation - Tanzanie (EQUIP-T) s'est associé au magazine Shujaaz en 2017 pour inciter les enfants et les jeunes à concevoir une série de bandes dessinées sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels. Coca Cola a ensuite conclu un accord tripartite avec Shujaaz et EQUIP-T pour distribuer ces magazines par le biais de leurs canaux de distribution existants à toutes les écoles primaires et aux kiosques dans les zones rurales et urbaines de Tanzanie. Grâce au programme EQUIP-T, soutenu par le ministère britannique du développement international (DfID), le lectorat a atteint 5 196 clubs scolaires appelés « JUU » (qui signifie « debout/confiant ») dans neuf régions du pays.
- Le renforcement économique : s'attaquer aux causes profondes des comportements à risque chez les adolescents est au cœur des objectifs de Shujaaz, qui a constaté que les adolescents sont souvent piégés dans des situations compromettantes qui donnent lieu à des relations transactionnelles ou à des « sextorsions », et que la pauvreté aggrave exacerbe ce problème. Les écoles et les universités regorgent d'histoires douloureuses d'adolescents et d'adolescentes qui ont des relations sexuelles en échange de bonnes notes, d'un meilleur mode de vie et d'un avenir plus « prometteur ».



Les adolescents sont des créatures étranges et inhabituelles. Nous sommes tous passés par là, mais chaque génération lutte pour comprendre la suivante. Pourtant, il est crucial de comprendre les jeunes si, comme nous, vous voulez les aider à améliorer leur vie. Nous passons donc beaucoup de temps à écouter et à prendre des notes et nous avons trouvé un concept trop simplifié pour essayer de résumer tout cela : #SexMoneyFun. »¹⁹

– L'équipe de gestion des jeunes de Shujaaz

Au Kenya, #SexMoneyFun se produit après le coucher du soleil. Entre 18 et 22 heures, près de la moitié des 15-24 ans kenyans sont en ligne, soit deux fois plus qu'à tout autre moment de la journée. Pourquoi ? Principalement pour l'argent, mais aussi pour le sexe et, bien sûr, pour le plaisir.²⁰ C'est la fenêtre vulnérable qui augmente les facteurs de risque d'exploitation et d'abus sexuels en ligne et hors ligne. L'approche multimédia de Shujaaz a permis d'atteindre plus de 7,5 millions de ces enfants et jeunes au Kenya, leur nombre s'étant accrue pendant la pandémie COVID-19.

Création d'emplois et développement des compétences : grâce à l'initiative Shujaaz, de nombreux jeunes acquièrent de nouvelles compétences dans le domaine des médias (par exemple, en tant qu'agents de saisie de données, présentateurs radio, graphistes de bandes dessinées, etc.)²¹ Le programme utilise sa méthodologie de recherche "Ground Truth", qui fait appel à des activités interactives et ludiques pour saisir les besoins, les aspirations et les préoccupations des jeunes et les aider à se libérer de leurs difficultés personnelles ainsi que des barrières sociales et économiques. Il entreprend également des conversations numériques dans le cadre desquelles des messages sur des questions liées à l'emploi sont envoyés à des milliers de jeunes chaque semaine.

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : ce projet a été conçu, développé et géré par 60 jeunes. Le niveau de confiance en soi et de capacité d'action est élevé, et la volonté de continuer à faire monter la barre est impressionnante. Une équipe de jeunes leaders aux talents multiples a fait de Shujaaz Inc. ce qu'elle est aujourd'hui, et son influence a conquis un large public dans toute l'Afrique de l'Est.

La volonté politique : le gouvernement du Kenya a fait preuve d'un engagement politique envers Shujaaz en fournissant

des informations et en saisissant les problèmes des jeunes liés aux facteurs de risque VCE. Il s'agit d'une opportunité pour l'adoption de politiques au niveau national et régional en Afrique de l'Est.

Les jeunes constituent une large frange de la société en Afrique de l'Est ; mais il est rapidement évident que les jeunes ont adhéré à l'idée de Shujaaz. Ils attendent avec impatience de recevoir le magazine. Les personnages représentent des reflets d'eux-mêmes, et ils peuvent comprendre et se rapporter aux questions soulevées sur cette plate-forme multimédia. En tant qu'initiative locale mise en place et gérée par des jeunes pour les jeunes, ce programme a bénéficié d'une grande appropriation de la part de la communauté locale.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : la plateforme en ligne de Shujaaz est en train de devenir une communauté de pratique qui bénéficie d'une grande adhésion de la part des jeunes de la région de l'Afrique de l'Est. Son financement est désormais assuré par des sources publiques et privées. Il s'agit d'un projet pour les jeunes qui a été conçu localement et qui aura un grand impact à l'avenir.

Possibilités de mise à l'échelle

- L'extension aux niveaux régional et continental est possible en raison du large public et de la grande influence que cette initiative a eue sur les jeunes adolescents.
- Shujaaz a créé une plate-forme pour le développement des talents chez les jeunes et offre de nombreuses possibilités d'acquérir de nouvelles compétences médiatiques.
- Les programmes d'enseignement primaire, secondaire et tertiaire peuvent être adaptés pour cibler les jeunes intéressés par les médias et la communication de masse. Des capsules de conversation et de dialogue entre les jeunes et de formation peuvent être développées par le biais d'un

théâtre communautaire basé sur les scénarios de Shujaaz, afin de maximiser l'impact.

pourraient survenir si des fonds supplémentaires ne sont pas fournis.

Défis

- Malgré le succès des programmes et des innovations individuelles, une population de jeunes en pleine expansion dans un contexte de volatilité financière croissante, de faim, d'ennui et de comportements à risque est une crise qui ne demande qu'à se produire.²² Ce défi est une considération pour tous les praticiens de la prévention de la VCE en Afrique et dans le monde.
- Cette initiative part du principe que toutes les populations cibles savent lire.
- Même par l'intermédiaire de la station de radio primée Shujaaz, tous les lieux ne peuvent être atteints.
- Shujaaz est actuellement en anglais uniquement. Une version en kiswahili peut être envisagée, ce qui permettrait d'accéder à un lectorat potentiellement plus large si l'initiative est étendue aux pays d'Afrique centrale et orientale ayant un dialecte kiswahili.
- Il a fallu beaucoup de temps pour que Shujaaz atteigne le niveau de succès actuel, et des difficultés

Recommandations

- Identifier une plate-forme plus large où les enfants et les jeunes peuvent librement partager leurs idées et leurs préoccupations en utilisant les médias en ligne (Instagram, Twitter, Snapchat) en utilisant l'approche Shujaaz. Cela encouragerait l'apprentissage entre pairs et le mentorat dans différents pays d'Afrique sur la manière dont ils peuvent se protéger, et être protégés, contre la violence et l'exploitation. Il est également possible de tirer profit de la station de radio FM Shujaaz et de l'étendre à d'autres pays pour élargir son audience.
- Traduire le magazine Shujaaz dans différentes langues (e.g. français et swahili) pour un plus grand nombre de lecteurs sur le continent.
- Engager les décideurs politiques et les chercheurs en Afrique à créer une dynamique autour du développement économique et social des enfants et des jeunes à risque, grâce à une participation significative des jeunes dans les plateformes socio-économiques/politiques.





CAMEROUN

Aperçu du pays

Situation géographique : Région d'Afrique centrale
Population totale : 26 378 000
PIB par habitant : 3653 USD
Population enfantine : 12 937 000
Mortalité des moins de cinq ans : 112 pour 1000 naissances vivantes
Taux de pauvreté : 24%.
Travail des enfants : 39%.
Enregistrement des naissances : 66%
Grossesse chez les adolescentes : 28%.
Mariage des enfants : 31%

Prévalence de la violence sexuelle contre les filles dans les écoles : 38.7%
Proportion d'enfants âgés de 1 à 14 ans soumis à une discipline violente : 85%.
Rabougrissement : 31.5%
Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire : 97%.
Inscription dans l'enseignement secondaire : 46%
Note pour l'effort de prévention de la violence : 28,9

ÉTUDE DE CAS 6 : Association pour la Promotion de l'Autonomie et des Droits de la Jeune Fille/Femme (APAD)

Problème traité : Le mariage des enfants et l'accès limité des jeunes filles aux droits en matière de santé sexuelle et génésique (DSSG).

Contexte et objectif

L'Association pour la Promotion de l'Autonomie et des Droits de la Jeune Fille/Femme (APAD) est une organisation de jeunes basée à Maroua, au Cameroun, dont les membres et les dirigeants sont entièrement des survivants de mariages précoces et forcés. Depuis 2001, l'APAD est le fer de lance des efforts visant à prévenir le mariage des enfants et à soutenir les filles mariées dans la région de l'extrême nord du pays, où près de 80 % des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans. Nombre de ces filles se voient donc refuser le droit à l'éducation et sont exposées à la violence domestique, aux infections sexuellement transmissibles, dont le VIH, et à des complications liées à la grossesse comme la fistule qui mettent leur vie en danger.

Stratégie : l'approche consiste à promouvoir les droits et l'autonomie des jeunes mères et des survivantes de mariages précoces et forcés à Maroua,

au Cameroun, et à donner à ces femmes et à ces filles les moyens de partager leurs expériences et de soutenir d'autres victimes.²³

Groupe cible : les adolescentes

Activités

L'APAD a mis l'accent sur le renforcement de l'autonomie et de la dignité des jeunes filles menacées de mariage précoce. Grâce à des programmes de génération de revenus, l'organisation a formé des adolescentes à des compétences de micro-entreprise telles que la couture et la broderie, ainsi qu'aux droits de l'homme et à l'égalité des sexes. Les chefs traditionnels ont joué un rôle essentiel dans la lutte contre les normes sociales négatives au niveau communautaire et ont fait partie intégrante des dialogues communautaires ciblant les parents de la communauté. Les problèmes de mariage précoce qui touchent les familles à haut risque de Maroua ont été amplifiés par la radio locale, le théâtre et les supports d'information, d'éducation et de communication (IEC).

Résultats

- **Le mentorat entre pairs :** dirigé par des survivants de mariages d'enfants, l'APAD a eu une forte influence en

permettant à d'autres survivants de la région de rompre le cycle des mariages précoces. En utilisant leurs propres expériences et plateformes pour partager leurs histoires, non seulement les survivantes sont habilitées, mais leurs récits de vie réelle peuvent également servir de moyens puissants pour atteindre d'autres filles vulnérables et mobiliser les décideurs clés en faveur du changement. Les survivantes du mariage des enfants ont continué à dénoncer activement cette pratique dans tout le nord du Cameroun.

- Les connaissances et l'adoption par la communauté : depuis sa création, l'APAD a formé plus de 150 survivantes de mariages précoces et forcés à s'exprimer contre cette pratique. Au-delà de la sensibilisation et de la défense des droits de l'enfant, l'APAD propose également des formations à des activités génératrices de revenus et des programmes de mentorat pour permettre aux survivants de mariages précoces et forcés d'être économiquement indépendants et de mener une vie autonome, en encourageant les filles en particulier.
- L'engagement des principaux décideurs : l'APAD a également veillé à un engagement fort avec des personnalités clés de la communauté telles que les anciens et les chefs traditionnels, dans un effort pour influencer les attitudes culturelles et les croyances dans leurs communautés. Au fil des ans, l'APAD a établi des relations solides avec les chefs traditionnels et religieux de Maroua qui sont devenus les champions du travail de l'APAD en éduquant les parents sur les conséquences du mariage précoce et forcé, en encourageant les parents à maintenir leurs filles à l'école et en informant les filles des villes voisines des groupes de discussion de l'APAD. Le programme s'est également efforcé de promouvoir des relations saines entre les enfants et leurs parents, par

exemple en soutenant des ateliers sur les relations positives entre mère et fille. Les parents sont également encouragés à investir dans l'éducation de leurs filles et dans une bonne santé sexuelle et reproductive, et à en voir les avantages, dans l'espoir d'une vie économique future productive.

- L'éducation et les compétences relatives à la vie courante : l'utilisation de l'éducation publique, en particulier des médias de masse, notamment la radio, les bannières et les brochures, a permis de sensibiliser à la nécessité de prévenir les violations des droits de l'homme et d'autres problèmes auxquels sont confrontées les jeunes filles et les femmes, tels que les mariages précoces et forcés, les MGF/E et les questions de santé sexuelle et génésique.

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : la fondatrice de cette initiative locale, Sike Bille, a joué un rôle de leadership essentiel qui a eu une influence positive sur les jeunes filles qui sont membres de cette organisation. Ce sont des jeunes filles qui se sont mariées jeunes et qui ont depuis été abandonnées par leur mari, pour lesquelles cette initiative est intervenue et a fourni un filet de sécurité émotionnel qui leur donne une chance, et une certaine confiance, de recommencer leur vie. Bille a parcouru un long chemin avec 150 survivants de mariages forcés et a laissé une empreinte indélébile dans l'esprit et le cœur de ces filles, dont beaucoup la considèrent désormais comme leur « sauveur » et leur mentor.

Il s'agit d'une initiative dont les membres et les dirigeants sont des survivantes de mariages précoces et forcés. Les chefs traditionnels ont fortement soutenu l'APAD dès le début, car cette initiative a permis d'identifier et d'aider une catégorie d'adolescentes à haut risque qui avaient presque perdu tout espoir. Leur participation a permis à

l'organisation de fournir des services d'intervention aux jeunes adolescentes, et les programmes d'éducation parentale ont contribué à accroître la protection.

La volonté politique : le document de politique nationale pour la protection de l'enfance identifie les lacunes qui entravent la protection des enfants. Il est conçu pour établir une base sociétale pour le développement de l'enfant en mettant en place un système permettant de s'assurer que chaque enfant bénéficie d'une protection globale de son développement. La prévention de la VCE est une priorité politique au Cameroun, et une approche multisectorielle est mise en œuvre à cet effet. Le 5 janvier 2017, les membres de la Commission nationale pour l'enfance en danger moral, délinquante ou abandonnée (CNADMD) se sont réunis pour examiner et valider un projet de document de politique nationale sur la protection des enfants au Cameroun.

Une enquête nationale sur la VCE doit encore être menée pour décrypter la prévalence de la violence, il s'agit donc d'une prochaine étape nécessaire pour le gouvernement.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : ce programme forme les jeunes filles à la génération de revenus et à l'adaptation à un paysage socio-économique en constante évolution. Les capacités locales des chefs traditionnels permettent d'exploiter des solutions locales et communautaires qui peuvent désormais être pérennisées et étendues.

Possibilités de mise à l'échelle

- Il s'agit d'une initiative globale qui présente une forte intersection entre la SDSR, la défense de l'égalité des sexes pour les jeunes filles confrontées à des mariages forcés et le soutien des prestations de santé pour ce groupe à haut risque.
- Cette initiative est reproductible et évolutive car la question des

mariages d'enfants est très répandue dans de nombreux pays africains, dont la plupart des pays étudiés.

Défis

- Le mariage des enfants est soutenu par des croyances et des pratiques socioculturelles profondément enracinées qui sont discriminatoires à l'égard des filles. Ces filles restent souvent dans la pauvreté parce qu'elles quittent l'école pour se marier et n'ont ensuite aucun accès à des opportunités génératrices de revenus. Elles souffrent de nombreuses façons : elles sont plus susceptibles d'être victimes de violences domestiques et sexuelles ; elles sont très vulnérables aux infections sexuellement transmissibles, notamment le VIH ; et elles courent un risque élevé de complications, voire de décès, pendant la grossesse et l'accouchement. Les taux élevés de pauvreté existants alimentent encore les incitations économiques qui renforcent la tradition, car les parents considèrent leurs filles comme une source de richesse en les mariant.
- Des organisations telles que l'APAD apportent une richesse d'expériences et d'histoires personnelles pour favoriser le changement, mais comme de nombreuses petites organisations locales, elles sont confrontées à des défis constants de financement inadéquat. Il est nécessaire d'investir davantage dans le renforcement des capacités des organisations locales, en apportant des changements transformateurs pour un impact plus large et un développement à long terme.

Recommandations

- L'ACPF et l'APEVAC peuvent envisager de développer davantage des pistes innovantes et des plateformes facilement accessibles de différents types (par exemple des webinaires, la technologie Chabot, des sessions radio et des

notes d'information) pour amplifier la voix des jeunes filles et contribuer aux efforts de l'Union africaine pour mettre fin au mariage des enfants.

- Les documentaires et les films sont de solides plateformes médiatiques qui peuvent sensibiliser le public aux inégalités auxquelles sont confrontées les jeunes mariées, contribuant ainsi à l'adoption de politiques.
- L'organisation « Girls not Brides » devrait envisager d'encadrer et de soutenir des initiatives locales comme celle-ci dans toute l'Afrique. Il existe de forts parallèles entre le travail de l'APAD et celui de KMG et d'autres organisations qui s'attaquent aux normes sociales négatives.
- La section africaine du réseau Ending Child Marriage Network (ECMEN) peut mener des études de cas approfondies sur les initiatives locales et amplifier leurs résultats au niveau régional et continental.

ÉTUDE DE CAS N° 7 : Reach Out Cameroon (REO) : Clubs d'adolescents et d'adolescentes

Problème traité : la vulnérabilité accrue des jeunes filles en raison d'une connaissance limitée des droits en matière de santé sexuelle et génésique.

Contexte et objectif de l'initiative

Reach Out Cameroon (REO) est une organisation à but non lucratif centrée sur les femmes et les jeunes créée en 1996 par un groupe de médecins, de spécialistes des questions de genre, de travailleurs sociaux, d'infirmières, d'agents de relais communautaires et d'agronomes qui se préoccupent du sort des populations rurales, en particulier celles des zones difficiles à atteindre et des communautés vulnérables. L'un des principaux problèmes de Reach Out est le taux élevé de grossesses non désirées chez les jeunes filles. Selon les estimations, 5 à 33 % des filles âgées

de 15 à 24 ans qui abandonnent l'école au Cameroun le font en raison d'une grossesse ou d'un mariage précoce. Au Cameroun, environ 12 % de toutes les naissances sont le fait de mères adolescentes, ce qui donne au Cameroun le taux le plus élevé de naissances chez les adolescentes en Afrique centrale et de l'Ouest.

Le taux de grossesse chez les adolescentes est plus élevé dans les communautés rurales que dans les villes. Reach Out vise à aider les filles défavorisées âgées de 10 à 18 ans à s'informer sur leurs droits en matière de santé sexuelle et génésique, à prendre des mesures pour se protéger des relations sexuelles abusives et à éviter les grossesses d'adolescentes.

Stratégie : Sur la base d'approches participatives et d'actions de plaidoyer, l'organisation soutient les groupes défavorisés dans des activités autour de questions telles que la santé, la création de richesses, le renforcement des capacités et la gestion des connaissances. En d'autres termes, Reach Out adopte une approche holistique et réactive, contenant des éléments de prévention, en vue de provoquer un impact durable dans la région du Sud-Ouest du Cameroun. Cette initiative locale cible les mères célibataires, les femmes déplacées et leurs familles, les femmes ayant abandonné l'école et les orphelins et enfants vulnérables (OEV).

Groupe cible : les jeunes filles et les jeunes entre 10 et 18 ans.

Activités :

- Reach Out Cameroun facilite la création d'espaces séparés pour permettre des cours d'éducation sexuelle, et offre aux garçons des cours sur la paternité responsable et les rôles positifs des sexes, un domaine souvent négligé en raison de l'accent mis sur les problèmes des filles.

- Des clubs d'adolescents ont été créés (clubs pour la paix et la parité hommes-femmes) dans lesquels les membres sont formés en matière de SDSR, de protection de l'enfance et de compétences de vie courante.

Résultats : avantages

- Reach Out Cameroon a créé des clubs d'adolescents pour les jeunes filles et garçons de 10 à 18 ans qui sont identifiés grâce aux écoles et aux visites de porte-à-porte et/ou envoyés par les acteurs de la communauté. Les clubs mettent en œuvre un certain nombre de programmes qui permettent d'acquérir des compétences de vie pour renforcer les connaissances et réduire les comportements à risque, et contribuent à l'acquisition de compétences qui permettent aux filles et aux garçons de s'engager dans des activités économiques productives. Afin de faire participer les filles et les garçons les plus vulnérables, Reach Out identifie les membres des clubs avec l'aide d'institutions, notamment les écoles, les églises et les organismes communautaires locaux tels que les groupes de femmes, les groupes de jeunes et les autorités traditionnelles.
- Cette approche est différente dans la mesure où elle cible les enfants scolarisés ainsi que ceux qui ont abandonné l'école, qui sont souvent les plus vulnérables. Les initiatives des clubs ne se limitent pas à des cours en classe, mais utilisent également l'art et les pièces de théâtre pour faire participer les enfants. La participation des garçons et des filles à des activités artistiques et artisanales ainsi qu'à des activités économiques telles que l'apiculture et l'élevage d'escargots a renforcé la durabilité des clubs, en produisant des fonds pour les aider à continuer à fonctionner.
- En 2015, Paediatric Adolescent Treatment Africa (PATA) a lancé un modèle pilote de soins de santé REACH de deux ans intégrant des

jeunes vivant avec le VIH comme pairs aidants dans 20 établissements de santé au Cameroun, en Éthiopie, au Kenya, au Malawi, en Ouganda et en Zambie. Les principales conclusions de ce projet pilote apportent des preuves préliminaires que les jeunes supporteurs peuvent contribuer à la mise en place de services de santé adaptés aux adolescents, établissant ainsi une base solide pour l'extension du modèle.

- Depuis 2017, Positive Action a soutenu PATA pour la mise en œuvre de REACH dans 16 établissements de santé au Cameroun, en Éthiopie, au Kenya, au Malawi, en Ouganda et en Zambie, avec un apprentissage régional intégré. Cet apprentissage est utilisé pour alimenter le développement d'une série d'outils pour la mise en œuvre et l'extension du modèle dans des environnements à faibles ressources.²⁴

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : Mme Esther Omam, initiatrice de cette organisation locale, a armé des jeunes filles et des femmes d'une grande confiance en soi. Elle a travaillé sans relâche pour développer l'organisation et a obtenu le soutien d'autres acteurs clés, en mobilisant une volonté profonde d'atteindre les filles et les familles à haut risque qui a contribué à la prévention et à l'intervention en matière de VCE dans le Sud-ouest du Cameroun. Après une période de mobilisation et de sensibilisation, le Programme d'engagement des jeunes (YEP) a débuté le 13 août 2015 à Tole, un quartier de la municipalité de Buea dans la région du Sud-Ouest, avec l'aide de volontaires et de stagiaires engagés de REO. La communauté de Tole est prête à continuer à fournir à REO ses idées, ses ressources humaines et son soutien.

La volonté politique : Mme Omam a joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre du programme de participation

des femmes aux élections de 2015 au Cameroun. Elle a plaidé efficacement en faveur des droits et de l'émancipation des femmes, et le nombre de femmes inscrites sur les listes électorales a ensuite augmenté. Mme Omam bénéficie du soutien du gouvernement pour poursuivre son travail visant à réduire la vulnérabilité et les risques des adolescentes.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : cette initiative a pris une vie propre, se transformant en un établissement ayant des impacts durables sur sa population cible. La forte motivation et la résilience de son dirigeant ont permis à son approche multisectorielle, qui consiste à lier les résultats sanitaires et économiques, d'obtenir des résultats durables à long terme.

Possibilités de mise à l'échelle

Reach Out Cameroun a établi des liens solides et idoines et occupe une position qui lui permet de poursuivre son partenariat avec le secteur de la santé.

Défis

Il est prouvé que les jeunes supporters peuvent contribuer à la mise en place de services de santé adaptés aux adolescents et à l'adoption de comportements favorables à la santé, mais ce programme n'aborde pas

les facteurs sociaux et économiques sous-jacents qui conduisent à des comportements à risque.²⁵ Il est important que les garçons et les filles et leurs communautés soient éduqués et sensibilisés aux droits sexuels et reproductifs, et qu'ils reconnaissent la nécessité d'offrir des possibilités de développer des compétences pour la vie courante et des activités économiques qui réduisent les comportements à risque chez les jeunes adolescents²⁶.

Recommandations

- Explorer les moyens par lesquels les arts visuels et du spectacle peuvent faire entendre la voix des enfants et des jeunes pour transmettre des messages clés qui renforcent la protection de ces groupes à haut risque.
- Renforcer la capacité d'action et la confiance des jeunes filles au Cameroun et ailleurs en étendant cette initiative locale à d'autres régions du pays et à toute l'Afrique grâce aux médias sociaux.
- La communauté sanitaire et les praticiens de la santé sont en première ligne pour fournir des SDSR à ce groupe à haut risque : des efforts continus doivent être déployés dans toute l'Afrique pour réformer les politiques afin de s'assurer qu'ils sont bien formés à la prévention primaire, secondaire et tertiaire de la VCE.





ESWATINI

Aperçu du pays

Situation géographique : Région de l'Afrique australe
 Population totale : 1 160 000
 PIB par habitant : 8688 USD
 Population enfantine : 514 000
 Mortalité des moins de cinq ans : 67 pour 1000 naissances vivantes
 Taux de pauvreté : 24%.
 Travail des enfants : 48,5%.
 Enregistrement des naissances : 50,51%
 Grossesse chez les adolescentes : 17%.
 Mariage des enfants : 5%
 Proportion de filles âgées de 13 à 17 ans victimes de violences sexuelles : 28%.

Proportion des enfants âgés de 1 à 14 ans soumis à une discipline violente : 88%.
 Prévalence de l'expérience de la violence physique chez les filles de 13 à 17 ans : 28,1%.
 Prévalence de l'expérience de la violence émotionnelle chez les filles de 13 à 17 ans : 33,3%
 Retard de croissance : 26%.
 Taux d'inscription à l'école primaire : 82%.
 Inscription dans l'enseignement secondaire : 42%

ÉTUDE DE CAS N° 8 : Lihlombe Lekukhela (LL) – « Une épaule sur laquelle pleurer »

Problème traité : la maltraitance (affective et sexuelle) et l'exploitation des enfants

Contexte et objectif

Lihlombe Lekukhela (LL) est une initiative communautaire de protection de l'enfance dirigée par les grands-mères, qui a été créée au début de l'année 2000 et approuvée par la suite par le gouvernement du Swaziland (ministère du développement régional et des affaires de la jeunesse) et d'autres organisations non gouvernementales (UNICEF, 2014). Au moment de la création de LL, la situation des enfants maltraités dans le Royaume d'Eswatini s'aggravait. Cette initiative, qui compte environ 10 000 membres - toutes des grands-mères - a eu un impact important et immédiat, en partie grâce à la confiance et aux qualités de soutien et de durabilité associées aux grands-mères.

Lihlombe Lekukhela, une expression siSwati signifiant « une épaule sur laquelle pleurer », a été introduite par des jeunes lors d'engagements au niveau communautaire et a été envisagée pour une adoption plus large par les enfants.

L'initiative vise à fournir un continuum de soins pour les garçons, les filles et les jeunes à haut risque afin de réduire les facteurs vulnérables contribuant à la VCE.

Cette initiative locale a été choisie comme une pratique prometteuse parce qu'il s'agit d'un système fiable avec un niveau élevé de participation communautaire, souvent utilisé comme une ressource par les programmes communautaires de protection de l'enfance. Elle offre aux enfants survivants d'abus des services de conseil et d'autres services de traitement, brisant les murs de l'aliénation et les réintégrant dans la société. Lihlombe Lekukhela aborde la question de la maltraitance des enfants dans les centres communautaires afin de sensibiliser les enfants et de leur offrir des conseils (UNICEF, 2014).

La stratégie : LL est une initiative communautaire de protection de l'enfance qui utilise les comités de protection de l'enfance (qui sont très accessibles aux enfants dans les communautés) pour prévenir les abus, la violence et l'exploitation des enfants et fournir des soins et un soutien aux survivants d'abus. Ce qui a commencé au niveau communautaire s'est considérablement développé et l'on compte à présent environ 10 000 LL (unités de comités de protection de l'enfance à base communautaire) qui

travaillent actuellement dans les quatre régions du Swaziland.

Lihlombe Lekukhalela a traité et continue de traiter une série de facteurs émotionnels, psychologiques et psychosociaux causés par la négligence parentale ou la mort des parents (souvent due au sida). Pour y remédier, LL fournit des services aux enfants à leur domicile, leur permettant de poursuivre leur vie normale, d'aller à l'école et de se faire des amis. LL répond également aux besoins nutritionnels, physiques, éducatifs et psychologiques des enfants touchés par le VIH/sida.

Groupe d'âge cible : cette initiative s'adresse aux enfants à haut risque en âge d'aller à l'école.

Activités

Les principales activités comprennent la fourniture de services aux enfants dans leurs foyers (soutien psychosocial, nutritionnel, physique et éducatif) ; la fourniture d'un continuum de soins pour les enfants dans les établissements résidentiels ; la fourniture d'une aide juridique et d'un soutien aux enfants qui ont survécu à la violence, à la négligence et aux abus ; et la fourniture d'environnements sûrs dans lesquels les enfants peuvent grandir en bonne santé et dans lesquels leur capacité d'action est accrue.

Résultats – avantages

- La mise en œuvre des lois : grâce au programme LL, de nombreuses affaires juridiques ont été mises en lumière, ce qui a incité le gouvernement à prendre une position juridique sur la VCE. À titre d'illustration, des tribunaux pour enfants ont été créés, dans lesquels les affaires des enfants peuvent être entendues dans un cadre adapté aux enfants, grâce à l'utilisation d'intermédiaires et de connexions CCTV au tribunal pour enfants.
- Le changement de comportement :

le gouvernement et ses partenaires travaillent avec LL pour renforcer la disponibilité et la couverture des services de proximité au niveau local par la création et l'application de politiques de lutte contre le sida (qui est principalement motivé par un degré élevé de mobilité, la polygamie et un effondrement des normes et valeurs traditionnelles). Les membres de la communauté ont tendance à penser que les bénévoles de LL offrent aux enfants une atmosphère saine et pacifique qui peut aider les gens à changer leurs comportements abusifs et agressifs.²⁷

Services d'intervention

- Lihlombe Lekukhalela a pu aider 75 % des enfants dont elle s'occupe grâce à des mesures réactives ou préventives. De nombreux bénévoles de LL ont suivi une formation pour les aider à répondre aux besoins des enfants dans leurs communautés.
- Les volontaires formés abordent maintenant les crises communautaires avec confiance car ils ont les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires pour combattre les problèmes auxquels la communauté est confrontée.²⁸

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : cette initiative a capitalisé sur le dynamisme et la détermination des membres fondateurs à faire en sorte que les filles soient responsabilisées et qu'elles puissent parler pour elles-mêmes. Constituée et dirigée par des membres de la communauté, cette initiative a bénéficié d'une appropriation locale considérable et d'un ralliement de la communauté. De nombreux membres des communautés dans lesquelles LL opère ont indiqué que LL est une initiative efficace qui offre un environnement sûr et pacifique aux enfants.

Le Lihlombe Lekukhalela est une pratique locale qui s'est formée à la suite de la lutte contre la pandémie de VIH/sida. Des projets globaux comme celui-ci prouvent que les interventions multisectorielles sont plus efficaces lorsqu'un florilège d'acteurs apportent un soutien et des conseils indispensables aux initiatives de base.

La volonté politique : le gouvernement de l'Eswatini a mis tout en œuvre pour trouver des moyens de s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs de risque sous-jacents qui contribuent à la VCE. Le gouvernement a déployé un effort concerté pour collaborer avec cette initiative locale et la soutenir afin d'améliorer la politique et la protection des enfants touchés par le VIH/sida. Les services de proximité ont été renforcés, contribuant à la prévention secondaire et tertiaire contre la VCE. L'Eswatini est également sur le point de mener une deuxième enquête sur la VCE, ce qui démontre une fois de plus la volonté politique de mettre fin à la violence contre les enfants.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : cette initiative a adopté un modèle de pair à pair qui a fait ses preuves. Dès son lancement, la communauté a reconnu que ses enfants disposaient désormais d'un environnement plus sûr et plus pacifique pour survivre et s'épanouir.

Défis

- L'approche unique de Lihlombe Lekukhalela la rend modulable (elle a déjà atteint 10 000 membres) et particulièrement bien adaptée à la lutte contre les problèmes qui touchent les jeunes enfants dans les écoles primaires et les crèches.
- Lihlombe Lekukhalela doit développer des plates-formes en ligne pour maintenir la pertinence de ses initiatives, contribuer à une plus grande sensibilisation et attirer des donateurs.
- Lihlombe Lekukhalela doit avec les jeunes pour gérer son site web et

ses plateformes de médias sociaux et contribuer à la sensibilisation. Les jeunes peuvent également proposer des idées pour rendre le travail de LL plus efficace.

Défis

- Certains points de vue, normes et pratiques culturels dans les communautés constituent des obstacles aux objectifs que LL et d'autres initiatives tentent d'atteindre. Les châtiments corporels n'ont pas encore été interdits dans eSwatini, par exemple, et il est difficile de discuter de la question avec les enseignants.²⁹ Les bénévoles de LL ont constaté que les enfants hésitent à dénoncer la violence par peur et par honte et - dans certains cas - parce qu'une telle dénonciation entraîne plus tard des menaces ou des sanctions à l'encontre de ces enfants.
- Le fait de parcourir de longues distances pour effectuer leur travail sans installations et/ou financement adéquats a affecté le rendement de certains bénévoles.
- Lihlombe Lekukhalela dispose d'une quantité très limitée d'informations disponibles en ligne, ce qui rend difficile pour les personnes intéressées par sa cause d'en savoir plus ou de proposer une quelconque assistance.³⁰

Recommandations

- L'apprentissage et la diffusion de l'information au niveau interprovincial peuvent être encouragés par le biais du théâtre scolaire et des clubs d'autonomisation à ce niveau.
- Cette initiative locale devrait faire l'objet de recherches plus approfondies et être examinée par d'autres organisations. Par exemple, leur modèle pourrait intéresser la Societas Socialis Children's Villages International (SOS CVI), car cette organisation expérimente actuellement des modèles de soins à domicile ancrés dans les communautés.



GHANA

Aperçu du pays

Situation géographique : Région de l'Afrique de l'Ouest
 Population globale : 31 073 000
 PIB par habitant : 5413 USD
 Population enfantine : 13 455 000
 Mortalité des moins de cinq ans : 56 pour 1000 naissances vivantes
 Taux de pauvreté : 13%
 Travail des enfants : 20%.
 Enregistrement des naissances : 70.5%
 Grossesse chez les adolescentes : 18%.
 Mariage des enfants : 21%.

MGF : 4%.
 Prévalence des mesures disciplinaires violentes : 94%.
 Prévalence de la violence sexuelle (attentat à la pudeur) : 39,4%.
 Prévalence de la violence sexuelle (souillure) : 17,9
 Retard de croissance : 19%
 Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire : 85%.
 Inscription dans l'enseignement secondaire : 57%

ÉTUDE DE CAS N° 9 : l'initiative de protection sociale de l'enfance : Ghanaians Against Child Abuse (les Ghanéens contre la maltraitance des enfants) (GACA) – « il y a toujours un autre moyen ».

Problème traité : la violence sexiste et les violences sexuelles contre les enfants

Contexte et objectif

L'initiative de protection des enfants par la conduite sociale, également connue sous le nom de Ghanaians Against Child Abuse (GACA), a été mise en place pour protéger les enfants et les adolescents contre les violences. Elle a été lancée par la deuxième dame du Ghana, Mme Samira Bawumia, en novembre 2017. Les partenaires du programme comprennent le département du développement communautaire du ministère du genre, des enfants et de la protection sociale, et le ministère du gouvernement et du développement rural. Les soutiens comprennent l'UNICEF, World Vision, KOICA (l'Agence coréenne de coopération internationale), USAID, le Canada et End Violence against Children. Le GACA est un cadre dynamique en ligne avec l'agenda 2030 des ODD, et constitue un élément majeur du processus de mise en œuvre des

politiques ghanéennes de protection de l'enfance et de la famille et de justice pour les enfants.

L'objectif de cette initiative est de mettre fin à toutes les formes de violence contre les enfants (VCE), un défi permanent au Ghana, et de réduire l'acceptation des pratiques sociales qui ont un impact négatif sur la protection des enfants. Pour ce faire, une masse critique de personnes capables de promouvoir l'adoption de comportements favorables à la protection des enfants et des adolescents est mise en place. L'aspect innovant de cette initiative est son utilisation du théâtre communautaire couplé à des campagnes de sensibilisation. Les questions abordées comprennent, entre autres, le trafic d'enfants, les châtimements corporels, les grossesses d'adolescentes et la négligence des enfants. Le programme est devenu le premier port d'escale pour les réponses aux cas d'abus d'enfants et un lien crucial pour les questions relatives aux enfants entre les communautés et les assemblées municipales.

Groupe d'âge cible : le groupe cible n'est pas précisé, mais le GACA s'attaque à la violence contre les enfants en âge d'aller à l'école.

Stratégie : l'approche principale consiste à déployer la prévention primaire et secondaire par l'engagement et la

sensibilisation de la communauté autour des facteurs qui réduisent la probabilité que divers risques surviennent dans la vie des enfants.

Résultats : avantages

La communication et le plaidoyer

: plus de cinq millions de personnes ont été touchées par les messages de la campagne. Plus de deux millions de personnes ont été touchées via les plateformes numériques de la GACA, et plus de trois millions ont été engagées par le biais du théâtre mobile communautaire et des dialogues, y compris la diffusion de messages sur des panneaux d'affichage dans tout le Ghana.

Au cours de l'année précédant la recherche en vue de l'élaboration du présent rapport, environ 70 districts dans les 10 régions du Ghana ont mené des activités et des événements liés à la campagne GACA, touchant plus de 1 000 communautés³¹. Le programme s'est avéré efficace pour s'attaquer aux causes profondes de la violence dans les écoles, notamment les châtiments corporels, le harcèlement sexuel et les brimades. La stratégie de promotion de la GACA a touché un large éventail de publics afin que les messages aient un large impact. En plus de travailler pour les enfants et contre la violence sexiste, GACA a également utilisé sa plateforme pour encourager des pratiques sûres pendant la pandémie COVID-19 et pour aider à assurer la sécurité des enfants.³²



« Je suis optimiste par rapport à une avancée dans le développement humain de notre pays, si l'élan généré est maintenu et soutenu. »

- L'honorable ministre des collectivités locales, Hajia Alima Mahama, GACA

La connaissance des

communautés : ce programme a permis de mieux faire connaître et de sensibiliser les communautés ciblées aux VCE, ce qu'elles impliquent et comment la prévenir³³. Des politiques complémentaires ont été mises en place, notamment la politique nationale de protection sociale, la politique de l'enfance et de la famille et la politique de justice pour les enfants, qui se combinent toutes pour créer un meilleur environnement pour les enfants au Ghana.³⁴ 2 327 promesses ont été faites pour soutenir et promouvoir la GACA jusqu'à ce qu'elle remplisse son mandat. Mlle Haija Alima Muhama, ministre du gouvernement local et du développement rural, s'est également engagée à la cause en assurant un engagement régulier auprès des communautés et des familles.³⁵

L'éducation : la lutte contre les châtiments corporels a permis d'améliorer les résultats des élèves dans les écoles et de réduire les absences. Des transformations ont lieu dans les écoles, les enseignants mettant en pratique une discipline positive plutôt que le châtiment corporel³⁶.

Le financement : depuis sa création, la GACA a continué à recueillir des ressources financières et autres auprès de divers partisans au niveau local, du gouvernement et de bailleurs de fonds internationaux.

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation par la communauté, le leadership et l'action locale

: la première dame du Ghana de l'époque a vu une opportunité de sensibiliser les gens à la maltraitance des enfants, en particulier aux châtiments corporels dans les écoles, et a joué un rôle déterminant dans la conduite des campagnes de la GACA dans tout le pays. Cela a permis de renforcer l'agence et la résilience des filles et des femmes au fil du temps, car elles savaient qu'elles avaient son

soutien. Cette initiative a révélé que les effets du soutien d'une personnalité nationale de premier plan et des interventions nationales qui en découlent peuvent être ressentis et appréciés au niveau de la base.

La volonté politique : les châtiments corporels sont très répandus au Ghana. Depuis que ce problème a été identifié par toutes les parties prenantes, le gouvernement a apporté son soutien pour y répondre. Après la création de la GACA, le gouvernement a contribué à son développement et à sa croissance rapide.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : les interventions de la GACA en matière de renforcement des capacités des écoliers constituent désormais un mouvement national qui s'est développé au fil des ans, offrant une opportunité d'interventions politiques et législatives.

Défis

- Comme d'autres initiatives, la GACA a reconnu que la violence contre les enfants, en particulier les châtiments corporels, est culturellement acceptée au Ghana. Comme l'a déclaré Mlle Djaba, la ministre du genre, des enfants et de la protection sociale : « la violence [est culturellement acceptée] comme faisant partie intégrante de l'éducation d'un enfant, au nom de la discipline. »³⁷
- Les croyances culturelles ne peuvent pas être abordées à la surface, elles doivent être abordées à la racine. Bien que la GACA ait travaillé sans relâche pour combattre la violence contre les enfants, cette pratique reste répandue. Le fait que la GACA ait entrepris de s'attaquer à 11 piliers³⁸ de la VCEa eu pour effet de diluer ses efforts dans différentes priorités, limitant ainsi sa capacité à apporter des changements durables dans certains domaines. Cette vaste portée est ambitieuse et pourrait

entraîner une prestation de services inadéquate en raison des ressources limitées.

Possibilités de mise à l'échelle

La GACA est évolutive car elle aborde les principaux problèmes auxquels sont confrontés les enfants en Afrique de manière non invasive et adoptive. La GACA utilise actuellement une série de médias différents pour sensibiliser le public, ce qui lui permet de rester à jour et de rester en contact avec son public. La pandémie de COVID-19 a démontré l'importance et la puissance de cette approche : la pandémie a vu une augmentation de l'utilisation des médias sociaux car beaucoup se sont retrouvés à passer beaucoup de temps à regarder des vidéos³⁹. La GACA peut capitaliser sur sa présence en ligne pour renforcer la sensibilisation, organiser des ateliers et des webinaires en ligne et créer des mouvements d'hashtag. Tout cela peut avoir un impact considérable, surtout à une époque où tout le monde écoute, regarde et partage ; les gens veulent faire partie de quelque chose de plus grand qu'eux, quelque chose qui change des vies.

Recommandations

- L'ACPF et l'APEVAC devraient envisager de convoquer un Forum des Premières Dames au cours duquel les Premières Dames de toute l'Afrique pourraient se réunir pour discuter des réalisations et des défis dans le domaine de la prévention de la VCE.
- Les réussites devraient être davantage diffusées pour que les politiques soient adoptées dans le bloc régional.
- Les États membres de l'Union africaine qui ont signé et ratifié la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) devraient plaider pour un suivi plus étroit des pays qui doivent s'occuper de la question du VCE.

ÉTUDE DE CAS N° 10 : ARK FOUNDATION

Problème traité : Les abus et la violence sexuels sur les enfants

Contexte et objectif

Officiellement enregistrée au Ghana en 1995, Ark est devenue opérationnelle en 1999, sous l'égide de sa directrice exécutive Angela Dwamena-Aboagye, une avocate et défenseur de l'autonomisation des femmes. La Fondation est une ONG de défense des droits de l'homme basée à Haatso et soutenue par un personnel de base, des bénévoles et des stagiaires d'institutions éducatives nationales et internationales. L'initiative cherche à s'attaquer aux moteurs de la violence et des abus sexuels et sexistes en promouvant les droits humains des femmes et des enfants.

Stratégie : cette intervention, qui cible à la fois les enfants et les femmes, a favorisé la prévention primaire et secondaire grâce à une approche de collaboration entre les principales parties prenantes. Des mécanismes d'intervention ont été mis en place pour fournir des services de réadaptation aux survivants de la violence. Grâce à son projet de Centre de résistance aux crises (CRC), Ark Fondation fournit des services comprenant des conseils, un soutien et une assistance médicale, des conseils et une représentation juridique, un abri temporaire, une aide au petit capital et une réhabilitation pour les survivants de la violence. L'Arche mène également une campagne de sensibilisation aux agressions sexuelles (SAAC) et un programme anti-violence basé sur l'église (CAVP).

Groupe d'âge cible : cette initiative s'adresse aux enfants et aux femmes.

Résultats : avantages

- L'éducation et les compétences de la vie courante : dans le domaine

de l'éducation publique, à travers les salles de classe, les marchés, les rues, les églises, les hôpitaux et autres espaces publics, Ark a servi plus de deux millions de personnes dans les communautés rurales et urbaines, en particulier grâce à son initiative de protection des femmes et des enfants contre la violence. Cette initiative a permis d'aider les victimes de viols en âge scolaire à s'inscrire dans les écoles.

- La mise en œuvre des lois : en utilisant des stratégies de plaider, de formation et d'éducation politiques et législatives, Ark a joué un rôle de premier plan, en partenariat avec des organisations partageant les mêmes idées, en soutenant la législation et les politiques visant à traiter des questions telles que la violence domestique, les MGF et la prévention de la VCE.⁴⁰
- Le renforcement économique : les victimes de violence domestique (qui est parfois exacerbée par le stress financier domestique) ont suivi une formation commerciale et professionnelle avant de retourner dans leur famille.

Principaux facteurs de réussite

Appropriation communautaire, leadership et l'action locale : 80% des victimes ont bénéficié de services de conseil qui leur ont permis de résoudre la plupart de leurs problèmes par eux-mêmes. Les victimes ont déclaré qu'elles ont acquis suffisamment de connaissances et de compétences pour résister aux abus et demander immédiatement réparation. Un autre domaine dans lequel les programmes d'Ark ont été efficaces est l'offre de services juridiques aux clients : toutes les victimes qui ont bénéficié de ce programme ont reconnu les efforts d'Ark à cet égard.

Volonté politique : le gouvernement a collaboré étroitement avec Ark pour revoir et réformer le corps législatif en faveur des filles et des femmes. Parmi

les principaux textes de loi en cours de révision figurent ceux qui traitent de la violence domestique et des mutilations génitales féminines. La réforme juridique ne peut se faire sans volonté politique, ce qui a permis de prévenir la violence au Ghana.

Sur la base des commentaires des survivantes, Appropriation communautaire, leadership et agence locaux Ark a identifié les facteurs de violence sexuelle qu'elle cherche à éradiquer : la pauvreté, le chômage, l'ivresse, les attentes de la société et l'augmentation de la testostérone qui contribuent à la frustration sexuelle, à la confusion et au manque de respect. Les programmes de sensibilisation communautaire de la Fondation Ark sont directement axés sur la sensibilisation des foyers à risque aux facteurs de violence sexuelle et physique dans le cadre familial.

Renforcer les capacités locales et de la durabilité : les services de conseil, associés à la connaissance de la communauté, constituent une partie importante de cette intervention. Les formes juridiques et autres de soutien aux victimes garantissent que les survivants de la violence ne sont pas revictimisés. Cela garantit l'adhésion de la communauté, car les capacités

des membres de la communauté sont renforcées à tel point qu'ils sont ensuite en mesure de servir à leur tour d'ambassadeurs de l'Arche.

Possibilités d'extension

- La Fondation Ark a reçu 100.000ghc de Vodafone pendant la pandémie de Covid-19 pour aider le mandat général de l'organisation⁴¹ et fournir un abri de transit pour ses projets.⁴²
- Il existe des possibilités d'adoption de politiques et de réforme juridique au Ghana en ce qui concerne la VCE.

Défis

- Les attitudes sociales à l'égard de la VCE sont un défi pour toutes les organisations travaillant dans ce domaine. Les normes sociales englobent et encouragent l'utilisation de la violence comme moyen approprié de contrôler les actions des enfants dans les classes, les foyers et les autres établissements, et ces normes déterminent la façon dont les communautés répondent aux initiatives. Dans certains cas, les initiatives se heurtent à une résistance.
- Certaines lois au Ghana permettent aux adultes d'utiliser une discipline « juste » contre les enfants.
- Il n'y a pas suffisamment de fonds pour les programmes d'atténuation et d'intervention.
- Les principaux acteurs gouvernementaux tels que les services sociaux, la police, les procureurs et les tribunaux font preuve d'une réticence générale à répondre à la violence contre les enfants et les femmes.⁴³

Recommandations :

Grâce à des financements et des partenariats, la Fondation Ark peut intensifier et renforcer son travail de lutte contre les abus et la violence qui prévalent au Ghana et dans les pays voisins.





ZIMBABWE

Aperçu du pays

Situation géographique : Région de l'Afrique australe
 Population globale : 14 964 000
 PIB par habitant : 2836 USD
 Population enfantine : 7 245 000
 Mortalité des moins de cinq ans : 73 pour 1000 naissances vivantes
 Taux de pauvreté : 34%
 Travail des enfants : 48,5%.
 Enregistrement des naissances : 27,5%.
 Grossesse chez les adolescentes : 24%.
 Mariage des enfants : 34%

Retard de croissance : 23,5%.
 Prévalence des mesures disciplinaires violentes : 65%.
 Pourcentage de femmes âgées de 18 à 24 ans dont la première expérience sexuelle a été forcée : 41%
 Prévalence de la violence émotionnelle : 8%
 Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire : 80%.
 Inscription dans l'enseignement secondaire : 49%

ÉTUDE DE CAS N° 11 : Initiative Shamwari Yemwanasikana (SYS) : « Amplifier la voix de la petite fille »

Problème traité : les châtiments corporels, la violence sexiste et les abus sexuels

Contexte et objectif

Shamwari Yemwanasikana (SYS) a été créé par Ekenia Chifamba en réponse à sa passion pour la libération et l'épanouissement des filles. SYS est une organisation privée, bénévole et communautaire opérant dans les provinces de Mashonaland East, Harare Metropolitan, Masvingo et Manicaland, qui travaille en partenariat avec les agences gouvernementales et les communautés, les médias et d'autres ONG. L'initiative a été mise en place avec l'engagement d'une autonomisation holistique de la jeune fille en s'attaquant aux moteurs de la violence dans les familles et les communautés.

Groupe d'âge cible : cette initiative s'adresse principalement aux filles de 0 à 18 ans. Ses cibles secondaires sont les garçons, les hommes et les femmes des communautés.

Stratégie : le SYS repose sur quatre piliers fondamentaux : la protection de l'enfance, les droits en matière de santé

sexuelle et reproductive, le plaidoyer/ influence et les moyens de subsistance durables.⁴⁴

Résultats – avantages

Dans sa quête pour libérer les filles de toute forme d'abus, SYS a profité de toutes les plateformes disponibles pour sensibiliser et remettre en question les normes négatives. Par exemple, le lien suivant (<https://youtu.be/wWG0-uN5KkQ>) présente des vidéos de trois filles, ambassadrices de SYS, qui abordent la question des châtiments corporels. SYS a également fait appel à la voix masculine, qui est primordiale pour mettre fin au cercle vicieux des abus : sur ce lien (<https://youtu.be/NqFxr9aXzww>), deux membres de SYS discutent des questions de violence sexiste dans le cadre d'une série de vidéos en cours.

SYS a atteint environ un million de personnes grâce à des programmes diffusés sur de nombreuses stations de radio, dont Capital FM, Radio Zimbabwe, Zi FM et National FM, dans lesquels une série de conversations sur l'exploitation sexuelle des enfants, la pornographie, l'abus de drogues et d'alcool, les avortements clandestins et mauvaise utilisation des forages ont eu lieu entre les ambassadeurs des droits de l'homme de SYS, les membres de l'équipe et les membres de son comité

de développement communautaire. Les réseaux sociaux ont joué un rôle essentiel dans le renforcement de la visibilité des programmes et dans le partage d'informations : par exemple, Facebook a été un moyen d'expression clé utilisé par SYS pour plaider en faveur des questions sociales émergentes. Le forum a permis aux filles de s'exprimer, puisqu'elles ont tenu une conférence de presse qui a touché un public de 89 489 personnes jusqu'au 31 décembre 2019.⁴⁵

« J'ai appris à connaître mes droits et mes responsabilités. Je suis maintenant un ambassadeur des droits de l'enfant parfaitement équipé qui a pu former d'autres enfants de mon village à leurs droits. Je suis maintenant assez courageux pour défendre les droits des autres enfants. J'ai engagé des chefs traditionnels et les ai formés à l'égalité des sexes et aux droits de l'enfant. Cette année, deux autres ambassadeurs des droits de l'enfant et moi-même avons assisté à la cérémonie annuelle de remise du Prix mondial de l'enfance en Suède, où nous avons partagé notre expérience du travail que nous effectuons pour former les enfants, les parents et les dirigeants de nos fraternités aux droits de l'enfant, aux objectifs de développement durable et à l'égalité des sexes ».

- Kimberly Mandiozva, ambassadrice des droits de l'enfant à Shamwari Yemwanasikana

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : ce programme est dirigé par des filles, ce qui les met aux commandes en tant qu'actrices du changement. Grâce à ce programme, elles parlent de leurs expériences et sensibilisent les communautés à la violence et à ses effets. SYS a organisé avec succès une collecte de fonds autour de l'autonomisation économique des femmes de la base pour soutenir

l'éducation des filles et, en engageant le gouvernement et la société dans son ensemble, a pris des mesures préventives contre la violence dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Les filles étant leurs propres défenseurs et champions, SYS a pu mettre en place des solutions locales dans les familles et les communautés qui ont renforcé l'appropriation par la communauté. Le dialogue communautaire et la responsabilité sociale ont été des facteurs favorables pour garantir que les communautés sont bien informées, habilitées et capables de contribuer de manière significative à cette initiative. Le programme fait également appel aux chefs traditionnels, religieux et ecclésiastiques, en s'appuyant sur les structures communautaires existantes.

La volonté politique : le SYS s'est associé à d'autres initiatives promouvant des messages similaires. Par exemple, ce lien (<https://youtu.be/eQSrIMw7XpE>) renvoie à un documentaire de sensibilisation sur la prostitution enfantine dans lequel les victimes parlent de leurs expériences, de la façon dont elles se sont retrouvées dans cette situation, de leurs rêves et de leurs aspirations. Le SYS s'est fait un devoir d'intervenir de toutes les manières possibles sur cette question, y compris en abordant la politique gouvernementale. Les filles s'expriment lors de symposiums (#OurVoiceOurPower) et s'engagent à défendre leur cause et à influencer la politique. Combiné au travail du gouvernement pour améliorer les services d'intervention, le Zimbabwe fait preuve d'une volonté politique considérable dans ce domaine.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : grâce à une approche proactive visant à émanciper les filles des abus et de l'exploitation, le SYS a pu sensibiliser de nombreuses personnes et les faire adhérer à son programme. Les jeunes, comme on peut le voir dans les vidéos liées ci-dessus, s'expriment avec assurance contre la violence.

Possibilités de mise à l'échelle

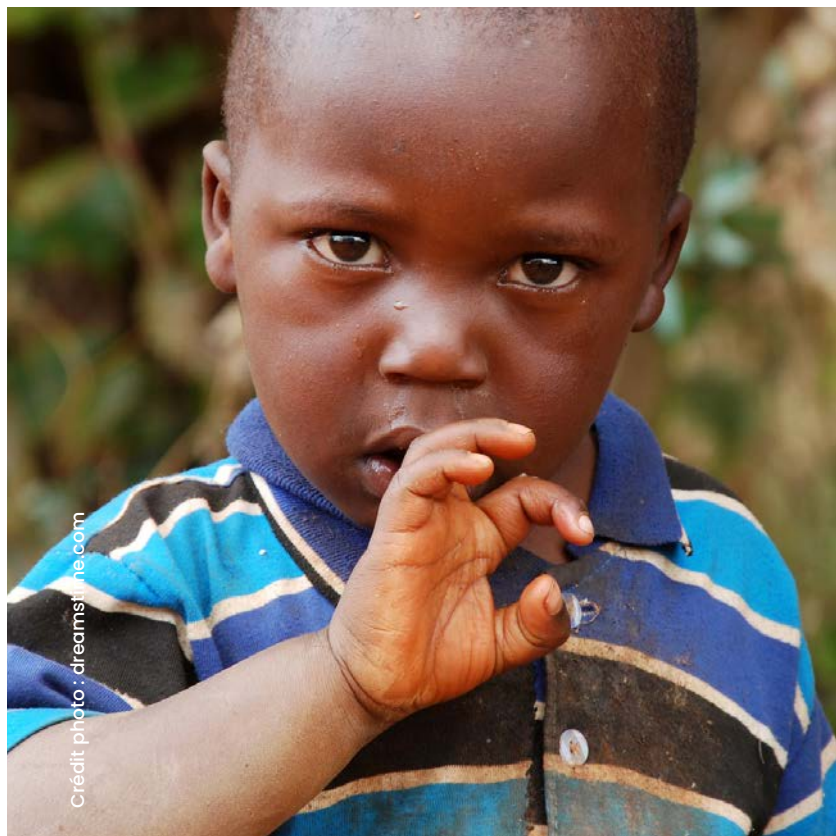
- Création de mouvements : Shamwari Yemwanasikana est passé d'une petite initiative dans l'est de Harare à une initiative multi-plateforme qui touche de nombreuses communautés. Cette initiative a la capacité de s'étendre davantage dans d'autres pays d'Afrique.
- Grâce à sa présence en ligne, SYS peut utiliser la voix des filles pour envoyer des messages puissants, même sur des questions qui ne sont pas de son ressort principal. SYS a eu un impact sur la vie de nombreuses filles et les a encouragées à s'exprimer sur des questions urgentes et à défendre leurs propres droits en Afrique et dans le monde entier.
- Des synergies peuvent exister entre la SYS et Shujaaz, Inc. au Kenya. L'ère des réunions en ligne pendant la COVID-19 a mis en évidence les possibilités de collaboration plus étroite - bien que lointaine au départ - entre ces deux initiatives locales.

Défis

- Le mandat du SYS est très vaste et nécessite un financement de contrepartie.
- Le gouvernement doit non seulement créer des politiques, mais aussi les promulguer et les appliquer. Les pratiques néfastes doivent encore être interdites et criminalisées.
- Les stéréotypes culturels sur les filles peuvent constituer un grand défi : les perspectives patriarcales et discriminatoires en matière de genre font toujours partie de l'éducation des enfants, tant pour les garçons que pour les filles. La lutte pour la libération des petites filles est un combat permanent.
- La violence contre les enfants est un problème majeur qui nécessite une approche holistique et multidimensionnelle - et c'est ce que SYS a adopté pour la combattre.

Recommandations :

- Les SYS et d'autres initiatives de base aux vues similaires devraient envisager d'ajouter à leur approche l'éducation parentale positive et les relations saines, s'attaquant ainsi aux causes profondes du VCE. Cela permettrait d'aborder les problèmes qui contribuent à la vulnérabilité des enfants au niveau familial, comme la violence entre partenaires intimes (VPI).
- Le Zimbabwe est un pays pionnier qui a fait des progrès ces dernières années dans la promotion des facteurs de protection. Le pays devrait continuer à créer un mouvement visant à faire entendre la voix et à faire intervenir les jeunes filles, avec le soutien actif de la Child Helpline du Zimbabwe et d'autres mécanismes d'intervention.
- Les services d'intervention pourraient être renforcés si la SYS s'associait à des organisations promouvant la santé mentale et le bien-être des jeunes filles qui sont confrontées à des traumatismes et à des abus.





TANZANIE

Aperçu du pays

Situation géographique : Région de l'Afrique de l'Est
Population globale : 59 734 000
PIB par habitant : 2660 USD
Population enfantine : 30 030 000
Mortalité des moins de cinq ans : 78 pour 1000 naissances vivantes
Taux de pauvreté : 49%
Travail des enfants : 24,5%.
Enregistrement des naissances : 26,5%.
Grossesse chez les adolescentes : 22%.
MGF : 10%.
Mariage des enfants : 31%

Prévalence de la violence sexuelle contre les enfants : 27,9% pour les filles, 13,4% pour les garçons
Prévalence de la violence physique contre les enfants : 72,6
Prévalence de la violence émotionnelle contre les enfants : 25,6
Retard de croissance : 34,5%
Taux de scolarisation dans le primaire : 81,5%.
Taux de scolarisation dans le secondaire : 26,5%.
Note pour les efforts de prévention de la violence : 56,5%

ÉTUDE DE CAS N° 12 : Initiative TATU TANO

Problème traité : réduire la vulnérabilité des enfants à la VCE causée par la pauvreté et d'autres facteurs de risque au niveau de la famille.

Contexte et objectif

TATU TANO a vu le jour il y a plus de dix ans sous la forme d'une organisation dirigée par des enfants et créée par une petite ONG appelée KwaWazee (en kiswahili pour « personnes âgées »). KwaWazee travaille avec les grands-parents dans une zone rurale isolée de Tanzanie qui a connu certains des pires impacts du VIH/SIDA, notamment un nombre très élevé d'orphelins, dont beaucoup ont fini par être pris en charge par les grands-parents. KwaWazee a débuté en 2003 comme un projet de transfert d'argent et de soutien social pour les grands-parents qui s'occupent de leurs petits-enfants.

À la demande des grands-parents, l'organisation a commencé à faciliter le dialogue entre les personnes âgées et leurs petits-enfants. Plus tard, les enfants ont demandé que les rencontres soient

régulières, et l'organisation TATU TANO est née. Cette initiative vise à protéger les enfants et à leur donner les moyens de survivre et de s'épanouir dans des contextes difficiles, en réduisant leur vulnérabilité à toutes les formes de violence et d'exploitation.

Dans un premier temps, le personnel de KwaWazee a consulté plus de 100 enfants, en leur demandant pourquoi ils souhaitaient des réunions régulières. Les enfants ont répondu qu'ils voulaient que les groupes se réunissent pour se lier d'amitié et pour pouvoir travailler ensemble à la génération de revenus. Beaucoup d'entre eux étaient très pauvres, car leurs grands-parents étaient trop âgés pour gagner un revenu. Cette pauvreté a entraîné une discrimination généralisée à l'encontre des enfants à l'école et dans les communautés. De petits groupes de trois à cinq enfants (TATU TANO signifie « trois cinq » en Kiswahili) ont été formés. Ils étaient petits parce que les enfants ont suggéré qu'il serait préférable de travailler avec des enfants qui vivaient à proximité.

Groupe cible : enfants (groupe d'âge non précisé)

Stratégie : TATU TANO applique l'approche « des idées à l'action ». En renforçant les capacités d'autoprotection

des enfants, l'initiative a assuré la prévention primaire de la violence contre les enfants, en se concentrant sur le développement de l'autonomie et de la capacité d'action des enfants dans la communauté et en réduisant ainsi la vulnérabilité aux facteurs de risque contribuant à la VCE.

TATU TANO propose des activités de formation pour les enfants sur la manière de lutter contre la pauvreté en épargnant en vue de démarrer une petite activité génératrice de revenus. L'initiative offre également un mentorat aux enfants pour les aider à défendre leurs intérêts et à mettre en place des comités villageois de protection de l'enfance.

Avantages :

Structure communautaire de protection de l'enfance : KwaWazee, qui a encadré l'organisation TATU TANO, a identifié une lacune en matière de stratégies de prévention secondaire pour traiter la question de la revictimisation. Ils ont préparé une approche de plaidoyer simple visant les autorités gouvernementales locales et ont mis en place les tout premiers comités de protection de l'enfance (CPC) dans chaque village au sein de chaque quartier. Il est rafraîchissant de constater qu'il s'agit d'une idée maison conçue par un groupe communautaire qui a pris les choses en main pour réduire le risque de VCE dans sa communauté.

Une autre raison pour laquelle cette initiative est prometteuse est que les enfants ont d'abord formé leurs groupes, et la structure du CPC a été mise en place plus tard, après qu'ils aient évalué la nécessité d'un mécanisme de responsabilité sociale qui donnerait une voix et une agence à chaque enfant. Toutes les autres structures formées par des organisations externes commencent par mettre en place les CPC avant les interventions communautaires, parfois avec une compréhension limitée ou nulle des capacités existantes au niveau local à cet égard.

Il existe actuellement 233 CPC, soit presque un pour chaque groupe TATU TANO. Treize cas ont été signalés et ont fait l'objet d'un suivi au cours de l'année dernière.

Les membres des CPC reconnaissent que le travail bénévole qu'ils effectuent n'est pas toujours facile.⁴⁷

Le renforcement économique :

actuellement, 330 petits groupes se réunissent une fois par mois avec des groupes voisins dans le cadre de réunions de groupes dirigées par les enfants.

L'éducation et les compétences de la vie courante :

KwaWazee organise des formations sur la dynamique de groupe, le leadership, les compétences de la vie courante, la santé sexuelle et reproductive et l'agriculture, ainsi que sur la gestion d'un système de prêts et d'épargne afin que les groupes puissent lancer des projets de génération de revenus.⁴⁸ C'est l'une des plus grandes réussites de cette initiative locale, car les enfants eux-mêmes ont eu leurs propres idées pour gagner de l'argent.

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : il s'agit de l'une des organisations dirigées par des enfants les plus performantes identifiées dans cette étude, avec un grand potentiel d'adoption et de reproduction en Tanzanie et dans d'autres pays africains. Dans le cadre de cette initiative, les enfants ont décidé de lancer quelque chose de leur propre chef et n'ont pas été dissuadés par des pressions ou des circonstances extérieures. Ils ont lancé le concept, décidé de le développer et n'ont cherché qu'ensuite à obtenir le soutien de KwaWazee, un groupe communautaire dirigé par des adultes. Cette approche est exemplaire et mérite d'être suivie dans le temps afin que les leçons puissent être présentées comme un modèle de réussite. Le groupe KwaWazee s'est associé à TATU TANO,

ce qui démontre un niveau élevé de coordination et d'appropriation par la communauté. L'influence extérieure sur le projet est limitée, et la communauté s'est pleinement appropriée le processus et a travaillé dur pour s'assurer que la prévention de la VCE soit prioritaire grâce au renforcement économique.

La volonté politique : le gouvernement tanzanien a été un facteur clé de la prévention de la VCE au niveau national. Il existe un Conseil junior de Tanzanie, qui a une présence infranationale, et en 2019, le Premier ministre a ouvert la toute première conférence nationale « Mettre fin à la violence contre les enfants », organisée par des ONG locales et internationales. Les lignes directrices du PAN au niveau des districts sont maintenant en cours de déploiement et de contextualisation. Les comités de protection de l'enfance au niveau local sont renforcés par les directeurs de village, ce qui a créé un environnement propice à la mise en place d'initiatives locales.

Le renforcement des capacités locales et la durabilité : la participation active des enfants au niveau individuel et familial est essentielle à la prévention de la VCE, car elle contribue à renforcer l'action des enfants et leur capacité à lutter contre la pauvreté et à leur inculquer l'esprit d'entrepreneuriat dès le plus jeune âge. Ce faisant, cette initiative a non seulement donné la priorité à la prévention, mais a également ouvert la voie à la durabilité. Il convient de noter que ces enfants participent aux réunions des groupes de villages, qu'ils les dirigent et qu'ils prennent leurs propres décisions.

Défis

- La participation des enfants peut être un défi lorsque des questions sensibles sont soulevées. Dans ces cas, les idées et la créativité des enfants peuvent être bloquées par des interférences politiques, notamment en période électorale.

ÉTUDE DE CAS N° 13 : Mobilisation pour la sauvegarde des droits des filles en Tanzanie

Problème en cours de traitement : MGF/E et mariage précoce

Contexte et objectif

Le Children's Dignity Forum (CDF) est une organisation bénévole à but non lucratif de défense des droits de l'enfant qui s'efforce de promouvoir et de renforcer les droits des enfants vulnérables en inscrivant les droits juridiques et humains des enfants à l'ordre du jour public. Le CDF a été fondé en Tanzanie en 2006. Son siège se trouve à Dar es Salaam et ses deux bureaux se trouvent dans le district de Tarime, région de Mara et dans le district de Mwapwa, région de Dodoma.⁴⁹ Cette initiative vise à autonomiser les filles et les femmes en s'attaquant aux moteurs de la violence, notamment les normes sociales communautaires.



« Mes parents ne voulaient pas que je continue mon école. Quand j'avais neuf ans et que j'étais à l'école primaire, ils voulaient que je sois excisée et que je me marie. Bien que je ne le voulais pas, ils m'ont forcée à le faire. J'étais ignorante, je ne savais pas où aller et demander de l'aide pour éviter cet acte ; j'ai résisté sans succès, alors que j'étais à la maison ».

Deux mois après avoir subi une MGF, Kurwa s'est mariée, ce qui a mis fin à ses études.⁵⁰

Stratégie

Un partenariat de trois ans dans trois districts de la région de Mara a pour but de mobiliser de multiples parties prenantes pour promouvoir les droits des filles et des jeunes femmes, les mettre à l'abri des mutilations génitales féminines et des mariages d'enfants, et

leur permettre d'accéder à l'éducation. Le mariage des enfants et les MGF ont retenu l'attention nationale pendant la phase du projet, ce qui a entraîné une augmentation du nombre d'acteurs et d'actions s'attaquant à ces questions.

Groupe cible : les filles et les adolescentes

Les principales activités consistent à former les chefs traditionnels et les circonciseurs aux effets néfastes des MGF et du mariage des enfants, à faciliter le dialogue communautaire qui engage les hommes et les garçons à s'attaquer aux dynamiques de pouvoir inégales qui perpétuent ces pratiques néfastes, à promouvoir la participation des enfants par l'intermédiaire des clubs scolaires et des centres communautaires pour les jeunes adolescents, et à plaider en faveur d'une réforme législative pour lutter contre les MGF et le mariage des enfants.

Résultats : avantages

S'attaquer aux normes et valeurs

néfastes : tout d'abord, les filles qui ont participé aux activités du projet ont développé des compétences de base en matière de leadership, de confiance en soi et d'indépendance économique. Deuxièmement, l'engagement avec les chefs traditionnels a évolué, rompant le silence qui entoure les MGF, le mariage des enfants et les droits des filles. Cela a entraîné un changement dans les normes et les pratiques sociales.

S'attaquer aux facteurs de risque auxquels sont confrontées les jeunes filles

filles : les jeunes filles ont créé des clubs en réseau dans lesquels elles peuvent partager leurs idées et leurs préoccupations et tracer leur propre voie, ce qui leur permet de mieux agir au niveau individuel. Elles ont été formées à diverses activités génératrices de revenus et ont eu accès à des facilités de microcrédit. Ces jeunes filles revendiquent désormais leurs droits avec confiance et ont l'assurance nécessaire pour exiger des services et d'autres

droits. Elles sont aussi maintenant financièrement indépendantes et capables de se débrouiller seules, ce qui les protège encore davantage contre les relations abusives et autres situations compromettantes.

Principaux facteurs de réussite

L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale : l'équipe de gestion et la direction du CDF ont contribué de manière significative au succès de cette initiative locale. L'organisation a débuté à Dar es Salaam à une échelle très réduite, mais elle a connu une croissance exponentielle. La CDF a été à l'avant-garde de l'organisation de la toute première conférence nationale "Mettre fin à la violence contre les enfants" en 2019. Elle est très présente dans la région de Mara, où les MGF et les mariages précoces sont très répandus, et elle a réussi à créer une agence pour les filles grâce à la participation des enfants et au dialogue communautaire.

Dans la région de Mara, le CDF a laissé une forte empreinte en ce qui concerne la garantie de l'appropriation par la communauté. Les MGF et les mariages précoces sont très répandus dans cette région, et le CDF a pu faire une forte percée dans les structures communautaires, en influençant les chefs traditionnels, les faiseurs d'opinion, les familles et les jeunes filles. L'éducation a été encouragée et un grand nombre de jeunes filles qui risquaient d'être mariées jeunes sont retournées à l'école.

La volonté politique : le CDF, le gouvernement et d'autres acteurs ont travaillé main dans la main pour contribuer à la réduction et à l'élimination éventuelle des MGF et des mariages précoces. Par le passé, la CDF a pris la tête de la présidence du chapitre africain du réseau MenEngage, et le gouvernement a soutenu ces efforts aux niveaux national et sous-national. En 2019, le gouvernement,

par l'intermédiaire de ses ministères de tutelle, s'est engagé à veiller à ce que les lignes directrices du PAN des districts soient contextualisées et déployées au niveau infranational. Une stratégie de communication du NPA a depuis été élaborée et sera utilisée pour sensibiliser au NPA à tous les niveaux.

Renforcer les capacités locales et de la durabilité : ce projet est unique car il a permis de rassembler les praticiens du développement dans la région du projet. L'impact a été mesuré sur une période de trois ans. Ceci est important car la mesure du changement est normalement un défi pour les initiatives locales.

Visibilité et capacité : Le CDF a une bonne visibilité grâce à son travail visant à augmenter les facteurs de protection et à s'attaquer aux causes profondes sous-jacentes de la VCE en Tanzanie. Ils ont coorganisé la toute première conférence sur l'élimination de la violence contre les enfants en Tanzanie en 2019, et ils disposent de bonnes capacités techniques et d'une bonne aptitude à atteindre leurs objectifs.

Documentation et suivi et évaluation : Les initiatives locales du CDF sont bien documentées et elles ont une forte culture de suivi, d'évaluation et d'apprentissage.

Possibilités de mise à l'échelle

- Engagement des médias : les médias ont joué un rôle clé dans l'amplification du profil de ce groupe à haut risque. La couverture d'histoires connexes diffusées il y a quelques années a provoqué un tollé dans le public tanzanien.
- Création de mouvements : Le CDF est maintenant un membre actif du réseau tanzanien TECMN (Tanzania Ending Child Marriages Network), un mouvement qui a pris de l'ampleur au fil des ans.
- Application des lois : Le CDF a pris une série d'engagements avec les responsables de l'application des

lois et, grâce à ce projet, le système judiciaire et la police ont été formés aux effets néfastes des MGF et du mariage des enfants. En partie grâce à ce plaidoyer, la loi sur les infractions sexuelles de 1998 a été modifiée pour inclure des clauses qui pénalisent les auteurs de MGF et de mariages d'enfants.

- Engager des hommes et des garçons : Le CDF a déjà adopté une approche stratégique consistant à engager les hommes et les garçons dans la lutte contre les normes sociales négatives. Ils ont également mis à profit leur rôle de leader dans le réseau mondial MenEngage (chapitre africain) pour faire avancer le programme.

Défis

- Le financement limité est un problème pour de nombreuses ONG locales en Tanzanie et ailleurs, surtout après la pandémie de COVID-19. Le CDF était un projet de trois ans qui est maintenant terminé, mais la question des MGF persiste toujours. Il a été dit que certaines communautés pratiquant les MGF soudoyaient désormais les infirmières des hôpitaux de district pour qu'elles circonscrit les nouveau-nés. Le problème est passé dans la clandestinité et les bailleurs de fonds et autres responsables doivent trouver des solutions durables à ce problème.
- Le taux d'impunité reste élevé parmi les auteurs de ces actes, qui sont généralement des membres de la famille de ces filles vulnérables. Les attitudes et les pratiques patriarcales qui continuent d'exister parmi les groupes ethniques Maasai et Kuria en Tanzanie aggravent encore ce problème.

Recommandations :

- Le CDF devrait continuer à soutenir le mouvement visant à mettre fin aux MGF et aux mariages d'enfants en

Tanzanie. La possibilité de lier le CDF à KMG en Éthiopie devrait être explorée en vue d'un apprentissage croisé et d'un élargissement de leurs approches respectives.

- Même si le CDF a bénéficié du soutien de donateurs bilatéraux, il devrait envisager d'explorer des initiatives de financement locales en faisant appel à des fondations du secteur des entreprises
- Le CDF peut faire davantage pour tirer parti de sa position unique au sein des réseaux MenEngage et ECMEN pour l'adoption de politiques aux niveaux national, régional et continental.

qui soutiennent des domaines thématiques tels que l'égalité des sexes, l'éducation et la protection (par exemple, la Fondation Vodacom et DHL)



Crédit photo : dreamstime.com



ÉGYPTE

Aperçu du pays

Situation géographique : Région de l'Afrique du Nord
Population globale : 102 334 000
PIB par habitant : 11763USD
Population enfantine : 39 988 000
Mortalité des moins de cinq ans : 30 pour 1000 naissances vivantes
Taux de pauvreté : 3%
Travail des enfants : 5%
Enregistrement des naissances : 99,5%
Grossesse chez les adolescentes : 7%
MGF : 87%
Mariage des enfants : 17%

Prévalence des mesures disciplinaires violentes : 90%
Prévalence de la violence émotionnelle à Alexandrie : 72%
Prévalence de la violence émotionnelle au Caire : 76%
Retard de croissance : 21%
Taux de scolarisation dans le primaire : 98,6%
Taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire : 83%
Note pour les efforts de prévention de la violence : 32

ÉTUDE DE CAS N° 14 : Hope Village Society (HVS) – « Un peu d'espoir dans les rues »

Problème traité : les facteurs de risque qui contribuent à la vulnérabilité des enfants des rues vivant et/ou travaillant dans la rue

Contexte et objectif

La Hope Village Society (HVS) est une organisation égyptienne à but non lucratif fondée au Caire en 1988. Son rôle est de s'occuper des jeunes mères et enfants des rues en situation difficile et de ceux qui sont privés de soins familiaux. HVS fournit des soins et un abri aux enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue, et gère des centres de jour, des abris de courte durée et des centres résidentiels de longue durée. Ils ont reçu le soutien d'organisations nationales et internationales, et le gouvernement a constaté l'impact qu'ils ont eu sur les enfants et les familles à risque.

L'initiative vise à fournir des soins et un abri aux enfants jusqu'à ce qu'ils soient capables de subvenir à leurs besoins, et à les réhabiliter, les intégrer et les former sur le plan social, psychologique, comportemental et professionnel.

Groupe cible : mères adolescentes sans protection parentale

Stratégie : La prévention primaire est encouragée par le renforcement économique et la réponse à la VCE se fait par des processus de réhabilitation. HVS s'occupe des enfants dans des conditions difficiles, des orphelins négligés et de ceux qui sont privés de famille, en particulier ceux qui vivent dans la rue. HVS cherche à garantir que tous les enfants jouissent du droit à l'enfance dans un environnement sain, permanent et stimulant, à l'abri de la faim, des abus et de l'exploitation.⁵¹ La société accueille également les jeunes mères vivant et/ou travaillant dans la rue qui sont victimes d'exploitation et d'abus sexuels et physiques.

Dans le cadre de cette initiative, une formation aux activités génératrices de revenus est dispensée à la catégorie des jeunes filles à haut risque. L'initiative fournit également un soutien psychosocial et des services de réadaptation pour les aider à réintégrer une vie « normale ». De manière tout aussi importante, une formation à l'éducation civique est dispensée aux travailleurs sociaux communautaires, aux parents et aux jeunes filles afin de renforcer leur capacité d'action et leur résilience.

Résultats - avantages :

- **Facteurs de protection :** HVS apporte un soutien social et économique aux enfants défavorisés et les aide à développer un avenir prometteur. Il travaille également à changer la façon dont la société considère les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue afin de leur donner des chances d'avoir une vie meilleure.
- **Soutien psychosocial :** HVS réhabilite, intègre et éduque les enfants sur le plan émotionnel, mental, comportemental et professionnel ; mène des études scientifiques sur les questions liées aux enfants vivant et/ou travaillant dans la rue ; offre une assistance technique et des instructions à d'autres ONG par l'intermédiaire d'un département de recherche et de formation ; propose des petits prêts aux mères, aux filles et aux familles des enfants des rues ; et réinsère les enfants dans la société. Les méthodes de réhabilitation comprennent également le travail par l'art et les sports comme le football. En 2014, HVS a conduit une délégation égyptienne d'enfants vivant et/ou travaillant dans la rue à la Coupe du monde des enfants de Rio.
- **Le continuum de soins :** HVS veille à ce que toutes les jeunes mères et tous les enfants jouissent du droit à une enfance dans un environnement sûr, permanent et attentionné, exempt de discrimination sexuelle, de pauvreté, de violence et d'exploitation.
- **Le recherche et l'apprentissage :** HVS mène des recherches scientifiques sur les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue et fournit une aide technique et une formation à d'autres ONG par l'intermédiaire d'un département de recherche et de formation. HVS a également pour mission de travailler en réseau et d'échanger des expériences avec d'autres associations et organisations à l'intérieur et à l'extérieur de l'Égypte.
- **Le renforcement économique :** HVS a mis en œuvre un projet intitulé « Réintégration et protection des droits sociaux, sanitaires et juridiques des jeunes femmes et des enfants des rues dans le gouvernorat du Grand Caire », financé dans le cadre de la troisième phase du programme d'échange de dettes italo-égyptien. Le centre HVS dans le quartier de Mokattam au Caire accueille environ 25 filles et jeunes mères. En trois ans, le projet a réussi à toucher plus de 25 000 enfants et jeunes mères, en leur offrant des services psychologiques et médicaux et des cours de formation professionnelle en fabrication de savon et en couture. HVS a accordé des prêts de microcrédit à 489 mères d'enfants à risque pour un total de 1 917 000 EGP.⁵³



« Mon père me battait tous les jours après son retour du travail, même si je faisais tout ce qui était nécessaire à la maison », dit Adel. « Il rentrait toujours de mauvaise humeur à la maison et me frappait avec tout ce qui lui tombait sous la main. À la fin, je ne pouvais plus le supporter »⁵²

- Adel, un enfant vivant dans la rue au Caire

Principaux facteurs de réussite

- **L'appropriation communautaire, le leadership et l'action locale :** HVS propose une éducation et une formation professionnelle sur l'éducation civique et d'autres compétences pour renforcer l'autonomie des jeunes femmes et des filles, et ainsi leur capacité d'action et leur résilience individuelles. Ce qui est prometteur dans cette pratique locale, c'est que depuis la création de HVS

en 1988, les solutions dirigées par la communauté et l'adhésion de la communauté ont été les caractéristiques du projet.

- **La volonté politique** : le gouvernement égyptien a adopté une structure de collaboration pour prévenir la VCE. Au fil des ans, il a soutenu des initiatives locales et nationales comme celles-ci, avec des résultats prometteurs. Les programmes d'aide sociale sont structurés et bien soutenus par le gouvernement du Caire, et la réunification et la réintégration des enfants à haut risque avec leurs familles est une priorité essentielle.
- **Le renforcement des capacités locales et de la durabilité** : HVS a mis en place des capacités locales durables aux niveaux individuel et familial, qui se sont avérées efficaces. Ils ont commencé à réhabiliter quelques filles seulement, mais ont fini par apporter un soutien indispensable aux familles à haut risque de manière durable, car la communauté a compris la nécessité de réduire les facteurs de risque auxquels sont confrontées les jeunes mères abandonnées. Il s'agit d'une initiative de prévention et de réponse qui a eu un effet positif plus large.

Possibilités de mise à l'échelle

- HVS se concentre sur la prévention primaire et secondaire car elle cible les enfants et les jeunes mères les plus vulnérables. En raison de sa couverture nationale, un impact plus large a été ressenti au fil du temps en raison de l'intersection entre les diverses interventions, notamment le renforcement économique, les services de réponse holistique, la

défense des droits et la connaissance et l'adoption par la communauté. Ce programme est modulable et durable grâce à l'adhésion des communautés et au soutien du gouvernement.

- Cette initiative a réussi à s'attaquer aux facteurs de risque sous-jacents de la violence au niveau individuel et familial ; c'est important car, comme le montrent les statistiques de prévalence de la VCE, la violence se produit principalement à la maison et à l'école.

Défis

- Le financement a été constant au fil des ans, mais de multiples parties prenantes plus larges semblent lentement prendre le relais de ce programme, qui risque de perdre son orientation vers la base au fil du temps.

Recommandations :

- L'APEVAC pourrait envisager de convoquer une conférence virtuelle régionale pour l'Afrique du Nord afin de partager davantage de données et d'informations régionales sur la prévention de la VCE. Cet effort peut être soutenu par l'intensification des pratiques locales et leur utilisation comme exemples de prévention primaire et secondaire.
- Compte tenu des facteurs de risque liés aux mariages précoces et aux grossesses d'adolescentes, HVS est bien placé pour s'associer à des initiatives locales similaires ailleurs (par exemple KMG en Éthiopie et CDF en Tanzanie) et pour devenir un centre d'apprentissage et de diffusion des bonnes pratiques.

CÔTE D'IVOIRE

Aperçu du pays

Situation géographique : Région de l'Afrique de l'Ouest
Population totale : 26 378 000
PIB par habitant : 5238USD
Population infantine : 12 731 000
Mortalité des moins de cinq ans : 96 pour 1000 naissances vivantes
Taux de pauvreté : 28%.
Travail des enfants : 29%.
Enregistrement des naissances : 72%
Prévalence de la violence sexuelle à l'égard des filles : 19%
Prévalence de la violence physique à

l'égard des filles : 47%
Prévalence de la violence émotionnelle contre les enfants : 15,8%.
Grossesse chez les adolescentes : 25%.
MGF : 37%.
Mariage des enfants : 27%.
Retard de croissance : 21,5%.
Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire : 90%.
Inscription dans l'enseignement secondaire : 40%
Note pour les efforts de prévention de la violence : 34.7%

ÉTUDE DE CAS N° 15 : Plaidoyer pour la protection des enfants contre les pires formes de travail des enfants en Côte d'Ivoire

Problème en cours de traitement : Enfants vivant dans des conditions dangereuses, traite et enfants en déplacement

Contexte et objectif

Compte tenu de la prévalence alarmante des enfants engagés dans les pires formes de travail, le gouvernement de Côte d'Ivoire a pris l'initiative de collaborer avec le secteur privé pour y faire face. Le secteur privé a pris un certain nombre de mesures pour lutter contre le travail des enfants, notamment en mettant en place le système de suivi et de médiation du travail des enfants (CLMMS) et, avec le gouvernement, en créant une fondation pour mettre en œuvre les objectifs de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Cette fondation a également engagé des fournisseurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement qui ont fourni des ressources aux sociétés minières. Cette initiative est unique et novatrice, et s'attaque aux défis auxquels sont confrontés les enfants au niveau individuel, familial et communautaire.

Groupe cible : les enfants âgés de 7 à 17 ans (estimation approximative).

Avantages

Cette initiative propose un programme de développement de la petite enfance (DPE) et des écoles communautaires au niveau local. Les communautés construisent des écoles avec des matériaux disponibles localement et avec l'argent collecté auprès des parents ; elles identifient et recrutent des enseignants ; puis elles mettent les écoles en relation avec les autorités gouvernementales locales. Ce type d'éducation localisée doit être intégré dans le système éducatif général, en faisant appel aux inspecteurs de l'éducation pour obtenir un soutien, des compétences et des capacités. Ces écoles communautaires sont également soutenues par des conseillers pédagogiques.

L'objectif de ces écoles est de donner des chances à tous les enfants. Il est attendu qu'elles soient reconnues et enregistrées par le gouvernement à mesure que ce programme prend de l'ampleur. Ce projet contribue à augmenter la scolarisation des filles et des garçons, en renforçant leur capacité d'action et leurs compétences dès leur plus jeune âge.

Services d'intervention : le gouvernement a mis en place un système de suivi des enfants effectuant des travaux dangereux. Bien qu'il ne s'agisse pas d'éradiquer le problème, des initiatives du secteur privé aident à répondre aux

taux élevés de travail des enfants en Côte d'Ivoire. Le secteur privé est très engagé : les entreprises perdent leur certification s'il n'y a pas de mesures punitives à l'encontre des coupables. Dans le passé, si un cas de travail d'enfant était découvert, la société perdait sa certification, mais cela n'était pas aussi réussi que prévu. De nouvelles normes sont désormais en vigueur et, à partir de l'année prochaine, chaque entreprise devra mettre en place un système de surveillance, faute de quoi elle perdra sa certification si elle ne s'y conforme pas. Un centre pour enfants a été construit dans la zone de culture du cacao en Côte d'Ivoire pour servir de lieu sûr aux enfants victimes de trafic et d'exploitation.

Un système de référence pour la protection de l'enfance : des comités de protection de l'enfance ont été mis en place au niveau de la base. Le ministère chargé de l'enfance, de la femme et de la famille est chargé du suivi de ces comités et de leur mise en place là où ils n'existent pas. Ces comités ont pour mandat de protéger les enfants non seulement contre les châtimements corporels, mais aussi contre toutes les formes d'abus. Les communautés sensibilisent les autres et partagent leurs conclusions sur la VCE avec les autres prestataires de services de base chargés d'assurer la protection (par exemple, la police, les centres de santé, les services sociaux, etc.) Il existe un système d'orientation, mais il est assez informel. Les principaux intervenants sont formés aux questions de protection de l'enfance.

Renforcement économique : les sociétés privées intègrent le système de suivi dans leurs propres entreprises, ce qui permet aux communautés d'acquérir des moyens de subsistance (par exemple, grâce à des compétences et des formations). Les agriculteurs bénéficient d'une protection sociale (frais de scolarité, par exemple) afin que les enfants ne soient pas impliqués dans le travail des enfants.

Mise en œuvre et application des lois : en 2019, la Côte d'Ivoire a réalisé des progrès modestes dans les efforts visant à éliminer les pires formes de travail des

enfants. Le gouvernement a engagé 143 poursuites liées aux pires formes de travail des enfants, et le ministère de la justice a publié une circulaire donnant instruction à la police et à la justice d'infliger des amendes, d'arrêter et/ou de poursuivre les auteurs de travail des enfants. En outre, le gouvernement a officiellement adopté le Plan d'action national pour la lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants, qui a été élaboré en 2018.⁵⁴

Principaux facteurs de réussite

La résilience, le leadership et l'action locale : les exemples donnés dans cette étude de cas proviennent de la communauté, de la base. Il s'agit d'une combinaison d'initiatives nationales et communautaires qui ont donné des résultats positifs. L'agence pour les enfants a été créée grâce à des structures de protection de l'enfance dirigées par la communauté et au programme de développement du jeune enfant, et le travail des enfants a été combattu grâce aux efforts incessants du gouvernement pour réduire toutes les formes de travail dangereux dans l'industrie du cacao.

La volonté politique : en tant qu'un pays pionnier, la Côte d'Ivoire jouit d'une forte volonté politique qui a contribué à la prévention de la VCE. L'UNICEF Côte d'Ivoire travaille en partenariat avec le gouvernement, les ONG, les agences des Nations unies, la société civile, les groupes religieux et d'autres partenaires pour fournir des fournitures humanitaires d'urgence aux populations touchées et pour plaider en faveur de la protection et du respect des droits des enfants et des femmes. À l'avenir, il sera intéressant de suivre les progrès réalisés par le gouvernement après avoir pris ces engagements. Tout comme l'initiative ghanéenne GACA, le mouvement de lutte contre le travail des enfants en Côte d'Ivoire a bénéficié d'un fort soutien de la Première Dame, qui a mené cette initiative avec détermination et une grande ténacité au fil des ans.

L'appropriation communautaire : aux niveaux individuel et familial, le

programme de développement du jeune enfant s'avère être un bon exemple d'une pratique locale prometteuse, car la communauté elle-même l'a mis en place, l'a développé et l'a fait fonctionner. Au niveau sociétal, le mouvement national de lutte contre le travail des enfants a bien complété les efforts de la base. Ce type d'adhésion de la communauté est un facteur de réussite.

Le renforcement des capacités locales et de la durabilité : des mécanismes communautaires de responsabilité sociale (structures de protection de l'enfance) sont en cours d'élaboration, qui placent la protection et le bien-être des enfants au centre de leurs préoccupations. Une forte volonté politique, par le biais de membres de la communauté formés et responsables de la protection des enfants risquant d'être cooptés pour des travaux dangereux, est un facteur favorable.

Possibilités de mise à l'échelle :

- Compte tenu de l'existence effective de cette collaboration, les partenariats public-privé peuvent être renforcés et étendus aux niveaux communautaire et national.
- Le mécanisme de suivi du travail des enfants est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat sectoriel et sera étendu à tous les pays par l'intermédiaire de l'Alliance des forêts tropicales humides (RFA), qui fournira un encadrement et un soutien.
- Dans toute l'Afrique, les épouses des présidents se sont engagées à mettre fin au travail des enfants et à autonomiser les femmes. Le facteur de succès de cet engagement n'a pas été bien suivi et n'est donc pas encore particulièrement évident ; toutefois, la grande sensibilisation menée peut être capitalisée pour la mise en place de mouvements et l'adoption de politiques.
- Le système gouvernemental de suivi et d'observation en Côte d'Ivoire n'a pas été en mesure d'identifier les cas individuels et de suivre les mesures concrètes prises contre le travail des enfants.

- Le secteur privé rend compte au gouvernement des progrès réalisés, mais le public n'a pas accès à ces rapports et il y a peu de transparence.

Défis

En Côte d'Ivoire, les enfants se livrent aux pires formes de travail des enfants, notamment pour la récolte du cacao et du café, parfois en raison de la traite des êtres humains. Le manque de ressources financières et de personnel peut avoir entravé les efforts de mise en œuvre du droit du travail. En outre, les inspecteurs du travail ne sont pas autorisés à imposer des sanctions.⁵⁵

Recommandations :

- Dès que les enfants sont accueillis dans les centres de développement de la petite enfance basés ou dirigés par la communauté dans les différentes provinces, l'on peut ajouter un continuum de soins et des programmes parentaux comme interventions pour appuyer la survie et le développement de l'enfant, réduisant ainsi la vulnérabilité des enfants à toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus.
- L'APEVAC devrait envisager la création d'un forum de collaboration sur l'élimination de toutes les formes de travail des enfants à l'intention des gouvernements (y compris les hauts fonctionnaires tels que les présidents/ministres et leurs conjoints) et du secteur privé. Des initiatives prometteuses comme celle-ci peuvent être partagées avec les enseignements d'autres pays (par exemple le travail des Good Shepherd Sisters à Kolwezi, en RDC).
- L'APEVAC devrait explorer/renforcer les partenariats avec des organisations comme la Rain Forest Alliance qui sont à la pointe du travail visant à mettre fin à toutes les formes de travail des enfants dans le monde, avec l'appui de l'Organisation internationale du travail et de la société civile.



CHAPITRE 4 : ANALYSE

4.1 Opportunités : Justification du caractère prometteur des initiatives locales

Capacité à réduire les facteurs de risque et à promouvoir les facteurs de protection au niveau individuel

La résilience et le leadership : au niveau individuel, les fondateurs et les initiateurs de ces interventions étaient fermement résolus à transformer leurs idées en actions et à ce qu'elles portent leurs fruits. Ce qui ressort de cette étude, c'est leur ténacité, leur dynamisme et leur foi dans les valeurs fondamentales spécifiques de ces initiatives locales. Plusieurs ont lancé leurs initiatives en partant du principe que « nous ne ménagerons aucun effort avec ce que nous avons ». Certaines initiatives ont été lancées par des femmes individuelles, d'autres par des enfants et d'autres encore par la communauté. Même si elles ont mûri et se sont développées, elles sont restées fidèles à leur vocation de protéger les enfants et les familles contre la violence et les abus.

Les initiatives qui s'attaquent aux normes sociales négatives (telles que l'E/MGF et le mariage précoce) sont efficaces car elles renforcent ou rétablissent **la confiance et la capacité d'action** des jeunes filles qui sont soit à risque, soit déjà maltraitées et exploitées.

D'autres pratiques s'attaquent aux déséquilibres de pouvoir et aux structures qui contribuent à la VCE et qui sont déstabilisantes pour les filles et les garçons (ainsi que pour les jeunes et les adolescents). Les clubs scolaires et autres modèles extrascolaires (tels

que les centres de jeunesse) créent des environnements sûrs pour une participation significative des enfants et un mentorat entre pairs. Grâce au renforcement économique, les filles et les garçons sont devenus **plus autonomes et moins vulnérables. Ils ont été émancipés et ont à leur tour** contribué aux revenus familiaux. La mise en place d'espaces sûrs, associée à des mécanismes d'intervention locaux, contribue à réduire la revictimisation (c'est-à-dire à assurer une prévention secondaire) dans les zones de conflit et de non-conflit.

L'adaptabilité : Quelques-unes des initiatives présentées dans le présent rapport peuvent avoir commencé par une ou deux interventions primaires spécifiques, mais ont finalement ajouté d'autres activités et mis en œuvre la prévention secondaire et tertiaire par la suite. Il est intéressant de noter que certaines organisations ont commencé dès 1988 et ont continué à connaître le succès en utilisant les mêmes approches de prévention de la VCE depuis lors et jusqu'à présent. Elles collaboreraient désormais avec d'autres partenaires et sont devenues plus adaptables à l'évolution des temps et des situations socio-économiques et politiques, mais elles sont restées fidèles à leurs principes fondamentaux.

Capacité à réduire les facteurs de risque et à promouvoir les facteurs de protection au niveau de la famille

L'intersectionnalité : les interventions qui ont adopté des approches holistiques et intersectionnelles ont été très efficaces au niveau de la famille. Par exemple, les activités relatives au renforcement des relations saines,

à l'engagement des hommes et des garçons et au renforcement économique au niveau des ménages ont donné de bons résultats **en réduisant les facteurs de risque** et en favorisant les facteurs de protection. Dans le contexte humanitaire, des résultats durables ont été obtenus grâce à des interventions axées sur le regroupement familial, des programmes de formation des parents, un centre d'apprentissage et un soutien psychosocial.

Les programmes de protection sociale ont permis de s'attaquer aux facteurs sous-jacents de la VCE, tels que la pauvreté des ménages, et de promouvoir des facteurs de protection qui réduisent les risques de la VCE. Les programmes de protection sociale peuvent également, s'ils sont bien conçus et s'ils sont assortis de conditions en matière de protection de l'enfance, améliorer la capacité des familles à protéger leurs enfants contre la violence et les abus. Toutefois, ils réussissent moins bien à réduire les pratiques disciplinaires sévères, à améliorer la discipline positive ou à réduire le risque que les enfants soient exposés à la violence au sein du foyer.

Capacité à réduire les facteurs de risque et à promouvoir les facteurs de protection au niveau communautaire

Au niveau communautaire, les pratiques prometteuses avaient deux points communs : les partenariats institutionnels et la création de mouvements. Certaines des initiatives s'appuyaient fortement sur les médias sociaux et les médias grand public (radio et presse écrite) pour transformer leurs idées en actions. D'autres se sont concentrées sur le plaidoyer et l'influence politique avec le soutien des gouvernements, des agences des Nations unies et/ou des Organisations de la société civile (OSC) au niveau communautaire, avec des résultats durables. Plus de 60 % des études mettaient en œuvre des services d'intervention tels que des lignes

d'assistance téléphonique pour les enfants, des centres de secours pour les enfants, un soutien psychosocial, la gestion des cas (pour les enfants victimes de trafic et les enfants travaillant dans des conditions dangereuses) et des structures de protection de l'enfance au niveau local.

L'engagement réussi **des hommes et des garçons** dans le cadre d'approches communautaires visant à modifier des normes profondément enracinées est essentiel pour l'abandon de nombreuses formes de VCE, telles que les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E), le mariage précoce et forcé, ainsi que la prostitution et l'exploitation des enfants.

L'appropriation et l'adhésion de la communauté ont créé des possibilités d'enracinement et d'élargissement des initiatives locales grâce à des liens communautaires solides, même sans ressources externes supplémentaires. Les réseaux communautaires ont démontré leur aptitude et leur capacité à se mobiliser rapidement par eux-mêmes pour répondre aux préoccupations en matière de protection ; le fait qu'ils disposent de mécanismes existants sur le terrain les rend efficaces.

Les mécanismes communautaires ont également facilité l'accès à des groupes vulnérables extrêmement marginalisés et difficiles à atteindre, en particulier dans des contextes fragiles, en favorisant l'acceptation de membres ostracisés tels que les enfants combattants et les enfants handicapés (CWD). La nécessité d'être ancré dans les structures communautaires a été une caractéristique des initiatives locales dans les régions qui ont connu des conflits prolongés.

Capacité à réduire les facteurs de risque et à promouvoir les facteurs de protection au niveau de la société

Au niveau sociétal, la prévention tertiaire était évidente dans plusieurs

des initiatives, car elles s'attaquaient à des problèmes liés à l'impunité et/ou à l'application inefficace des lois et des politiques. Les pratiques et normes traditionnelles néfastes ont été abordées par plusieurs interventions qui se sont attaquées aux causes profondes des croyances culturelles néfastes.

La volonté politique : Dans plusieurs des études de cas, il était évident que la volonté politique et l'appui à une prévention renforcée et accélérée de la VCE étaient évidents. Dans deux des études de cas, les épouses des présidents étaient à l'avant-garde de la prévention secondaire et tertiaire : elles étaient bien placées pour soulever des questions au niveau politique/politique, ce qui signifie que la réforme politique et juridique a été accélérée. Dans d'autres cas, les chefs traditionnels et les représentants des autorités locales ont joué un rôle clé en permettant aux initiatives locales de survivre et de prospérer.

La responsabilité et le leadership actif du gouvernement sont une condition préalable importante pour protéger les droits des enfants et soutenir les initiatives locales durables. Dans les pays où le gouvernement a fait preuve d'appropriation et de volonté politique pour s'attaquer à la VCE, il a été constaté un impact positif important sur le bien-être des enfants et des familles/communautés. Des cadres et systèmes juridiques et politiques solides, ainsi que des allocations de fonds adéquates provenant des budgets nationaux, sont importants pour créer une culture de prévention de la violence à l'égard des enfants.

Partenariats stratégiques : dans plusieurs études de cas, un thème clé qui s'est dégagé est l'importance d'un appui durable de la part des Organisations confessionnelles (OC) et des Organisations communautaire (OC). Ces organismes ont l'avantage d'être déjà enracinés dans les communautés, d'avoir l'habitude de traiter des questions morales et éthiques et d'exercer une forte

influence sur la communauté. Au fur et à mesure que les nouvelles initiatives se développaient, de nouveaux partenariats se sont formés et les voix collectives et la participation des enfants, des hommes et des femmes ont été facilitées, ce qui a donné de bons résultats.

Les acteurs religieux et confessionnels jouent un rôle essentiel dans le développement, le soutien et le renforcement des initiatives locales en Afrique. Les projets globaux qui incluent les moyens de subsistance, l'éducation, les connaissances communautaires et la création de mouvements fournissent des bases solides pour la prévention primaire et secondaire dans des pays tels que le Zimbabwe, la RDC et la Tanzanie.

Le financement : Le secteur privé revêt son approche de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) ; un meilleur terme employé ces dernières années est « l'investissement à impact social ». En Afrique de l'Est, des fondations privées comme celles de MasterCard, IKEA, Tigo Reach for Change, Vodafone/Vodacom et Safaricom ont fait preuve d'innovation en s'assurant qu'elles soutiennent les initiatives et les idées locales. Elles l'ont fait en finançant des programmes de prix et de subventions qui favorisent le changement et la transformation sociale au niveau local. Elles ont également organisé des concours de conception innovante, un facteur favorable aux initiatives locales et potentiellement une source alternative de financement. Les sociétés minières et autres conglomerats suivent le mouvement pour s'assurer que la RSE apporte un véritable changement et une transformation sociale, et non pas seulement une visibilité accrue à des fins lucratives.

L'appui local et international : plusieurs des initiatives présentées dans ce rapport ont été identifiées et développées avec le soutien d'agences des Nations unies, de fondations privées et d'organisations internationales (par exemple l'UNICEF et d'autres organisations des Nations unies, World Vision International, Save the Children, Oxfam, Care International et

d'autres). Ces organisations ont soutenu des initiatives locales aux niveaux local et national.

Les mécanismes de financement

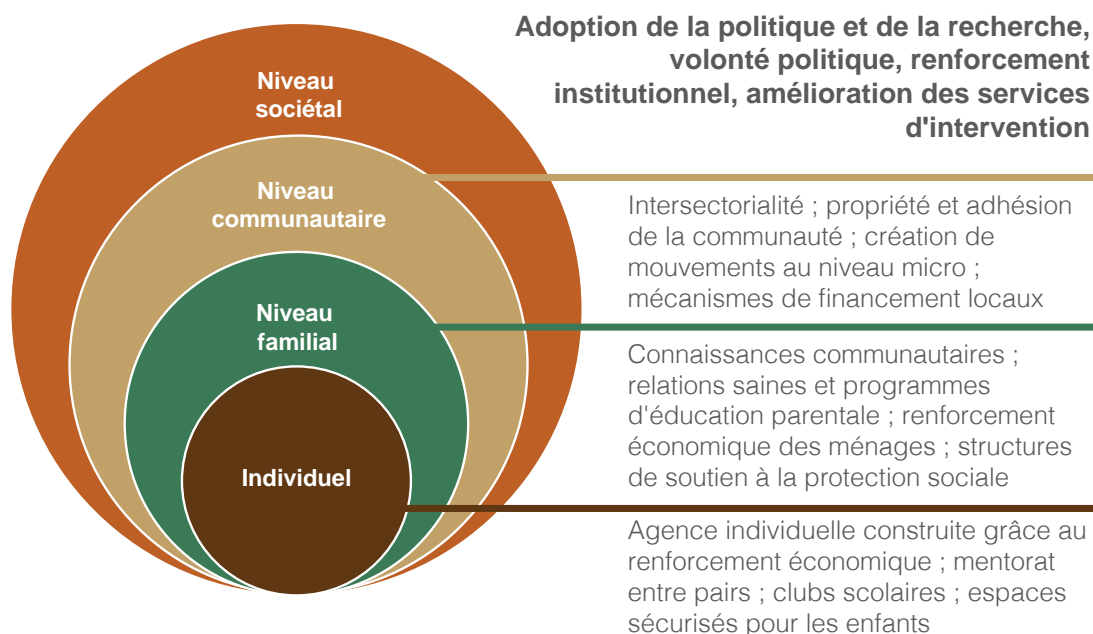
locaux : une bonne pratique identifiée dans cette étude est l'utilisation d'opportunités de financement locales telles que les associations villageoises d'épargne et de prêt (VSLA) qui sont bien ancrées dans les communautés et qui sont dirigées par la communauté. L'appropriation de ces mécanismes de microcrédit par les enfants, les jeunes, les hommes et les femmes du village est un facteur de durabilité qui favorise le renforcement économique au niveau individuel et familial. Certaines de ces organisations ont évolué de manière organique, et d'autres ont été soutenues par des banques et des institutions de micro-finance locales.

Women Fund Tanzania est un intermédiaire de financement local soutenu par le Wellspring Philanthropy Fund qui dispose d'un modèle intéressant ciblant les initiatives locales en Tanzanie. Child Rights Violence Prevention Fund (CRVPF), basé en Ouganda, est

soutenu par la Oak Foundation et cible les initiatives locales pour de petites subventions. Le renforcement des capacités institutionnelles est un résultat clé pour ces types de subventions, et ces modèles pourraient potentiellement constituer un mécanisme d'octroi de subventions répandu et efficace dans un avenir proche.

Le renforcement institutionnel : Il existe un cadre d'initiateurs de pratiques prometteuses qui sont bien formés et qui connaissent bien la défense des intérêts et la gestion de projets au niveau international et mondial. D'autres ont mis au point des systèmes de suivi et d'évaluation « improvisés » mais efficaces qui, même s'ils sont rudimentaires, peuvent être efficaces. Les organisations internationales, les fondations privées et les agences des Nations unies ont toutes eu un impact sur le développement organisationnel d'initiatives locales qui ne répondaient pas nécessairement, au départ, à des exigences externes rigoureuses en matière de planification et de gestion de projets.

FIGURE 8 : Analyse des facteurs de succès qui ont contribué à la prévention de la VCE à l'aide du cadre socio-écologique



4.2. Obstacles à l'extension et à la durabilité des initiatives locales

L'insuffisante participation des enfants et des adolescents : garantir et promouvoir la voix des enfants est essentiel pour lutter contre la violence à la maison, à l'école et dans les communautés. Cependant, les récits des enfants sur leurs expériences et leurs intérêts sont souvent ignorés. Les enfants eux-mêmes sont souvent considérés comme des membres impuissants de la société, et ont donc des ressources limitées pour influencer les mesures de prévention, et des espaces restreints pour le faire.

Un accès limité au financement : des investissements à long terme sont nécessaires pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents de la violence, tels que la pauvreté. Il est nécessaire de mettre en place des incitations financières fortes pour lutter contre la violence et l'exploitation des enfants, en particulier des filles (qui sont particulièrement vulnérables aux abus et à l'exploitation sexuelle des enfants/CSAE, aux mariages précoces et à la prostitution). L'accès au financement international est pratiquement impossible pour les initiatives locales, de sorte que les modèles et les approches d'octroi de subventions au niveau local doivent être testés et étendus.

La mauvaise coordination entre les acteurs locaux et une compréhension limitée de l'intersectionnalité entre les différents projets et initiatives ont fait que les initiatives locales à petite échelle ont été négligées au profit d'une mise à l'échelle et de l'adoption de politiques.

La fragilité : les crises multiples s'étendant sur de longues périodes (telles que les sécheresses, les conflits, les déplacements forcés, etc.) érodent les acquis en matière de prévention de la VCE et prédisposent les enfants à de multiples risques de violence.

La faiblesse des systèmes d'appui communautaire et des services axés sur la famille : dans plusieurs études de cas, il a été constaté que même si la mise en place initiale des services d'intervention était bonne, ils manquaient de soutien gouvernemental pour garantir des résultats durables - les centres de secours aux enfants en sont un exemple. Il n'y a pas d'outils de travail ni d'autres ressources, et il y a un manque de personnel et/ou de direction adéquate pour maintenir ces centres à flot.

Des attitudes et des pratiques culturelles et sociétales profondément ancrées qui renforcent le pouvoir sur les femmes et les filles continuent de perpétuer les inégalités. En conséquence, les initiatives locales - et, de fait, d'autres interventions également - risquent de « faire un pas en avant et deux pas en arrière » si l'on n'en tient pas compte.

Le suivi, l'évaluation et l'apprentissage : les interventions sont parfois soumises à des rigueurs compliquées de conception et de mise en œuvre des projets qui peuvent menacer l'authenticité et la simplicité des pratiques locales qui se sont avérées efficaces, parfois en dépit d'un manque d'outils de gestion de projet de pointe.

La recherche et l'adoption des politiques

Les institutions universitaires en Afrique tardent à comprendre et à redéfinir les cadres pédagogiques pour les praticiens de la protection sociale. Il existe peu de laboratoires d'innovation pour l'action et le changement social où les idées locales peuvent être incubées et documentées de manière chronologique (comme, par exemple, le Prevention Collaborative du Centre international de recherche sur les femmes (ICRW) à l'Institut d'études sociales de l'Université du Cap (UCT)). Le milieu universitaire est plus théorique dans de nombreuses institutions en Afrique, ce qui marginalise les individus et les membres des communautés qui ont de belles idées sur la prévention de la



VCE mais qui n'ont pas la capacité ou le savoir-faire pour faire des recherches sur la mise en œuvre.

Des pratiques prometteuses peu

étudiées : les enfants sont souvent soumis à de multiples facteurs de risque qui les exposent à la violence ; mais les facteurs sous-jacents qui contribuent à l'incidence de la VCE dans différents milieux demeurent peu étudiés et mal compris.

La documentation : les initiatives locales examinées dans le cadre de la présente étude n'avaient pas toutes la capacité adéquate pour faire des recherches et documenter leurs initiatives. Cela a été particulièrement problématique pour les plus récentes. Cette lacune doit être comblée afin de s'assurer que les initiatives sont en mesure de saisir leur processus de mise en pratique des idées et d'enseigner aux autres à faire de même. Cela peut favoriser une mise à l'échelle organique et un apprentissage au niveau micro.

L'adoption des politiques : les conclusions du présent rapport révèlent des données limitées et parfois totalement absentes sur la VCE. Tous les pays disposent de données de prévalence, mais l'adoption des politiques n'est pas toujours rapide. Les Plans d'action nationaux (PAN) et les réponses aux recommandations des enquêtes sur la VCE sont entravés par le manque de financement, le manque de coordination des structures aux niveaux national et infranational et la corruption. Les campagnes électorales détournent parfois des initiatives de plaidoyer bien intentionnées dans la plupart des pays africains, et la prévention de la VCE est exclue.

CHAPITRE 5 : RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

5.1 Recommandations : les facteurs d'appui aux initiatives locales

La recherche et la documentation

L'APEVAC est bien placée pour se réunir et collaborer avec des institutions universitaires de toute l'Afrique par le biais de plateformes de recherche et d'apprentissage telles que *Prevention Collaborative*, afin de créer une communauté de pratique pour les initiatives locales.

Le présent rapport formule les recommandations suivantes pour ce domaine de recherche :

- Une enquête cartographique de l'initiative locale (HGI) similaire à l'enquête cartographique INSPIRE devrait être développée, ainsi que des outils de soutien, et testée dans les pays pilotes de cette étude.
- L'APEVAC et End Violence devraient explorer la possibilité de créer des laboratoires HGI pour l'apprentissage et l'incubation d'idées.
- La recherche d'accompagnement devrait être encouragée dans le cadre de projets pilotes sélectionnés à partir de cette réserve d'études de cas.
- Les institutions locales devraient être encadrées par des institutions universitaires internationales pour ce qui est de la manière de mener des recherches sur la mise en œuvre et d'autres méthodologies. Les institutions locales peuvent s'associer

et collaborer avec des établissements de recherche nationaux et internationaux qui se concentrent sur la prévention de la VCE (par exemple, les universités d'Oxford, du Cap et d'Édimbourg, et le Prevention Collaborative)

- Au fur et à mesure que les initiatives locales se développent, elles ont tendance à exploiter différents partenariats stratégiques à différents stades de leur développement ; ce processus devrait être documenté.
- Un examen approfondi de tous les pays africains participant au programme Pathfinder devrait être effectué afin d'identifier les progrès, les défis et les recommandations pour la recherche dans le pays.
- Des stratégies et des modèles communautaires devraient être élaborés, testés et étendus sur le terrain.

La mobilisation et la gestion des ressources

Les mécanismes de financement externes

La plateforme de partenariat humanitaire avec le secteur privé (HPPP) - lancée en mars 2016 - permettra des partenariats systématiques à long terme dans des contextes humanitaires difficiles en Afrique de l'Est, avec un accent initial sur le Kenya. La HPPP, la première du genre en Afrique de l'Est, est une plateforme qui rassemble des entreprises, des gouvernements, des ONG et des agences des Nations unies afin d'améliorer le partage d'informations, la communication et la

coordination pour identifier les lacunes et catalyser les partenariats intersectoriels dans la gestion des catastrophes. La plateforme facilitera la mise en réseau, la collaboration et d'autres possibilités de partenariat pour répondre aux besoins humanitaires (au-delà des engagements philanthropiques et ad hoc) par l'innovation et la création de valeur partagée. Le HPPP améliorera le partage de l'information, la communication et la coordination grâce à un système de gestion de l'information en ligne.⁵⁶

Plusieurs des initiatives présentées dans ce rapport avaient entamé des discussions préliminaires afin d'explorer les accords sur l'impact social qui permettraient de financer leurs interventions. La plateforme HPPP est une avenue intéressante qui pourrait soutenir de telles initiatives en Afrique de l'Est, leur permettant de s'étendre à d'autres régions d'Afrique. Il est recommandé que l'APEVAC assure le suivi du HPPP afin d'aider les initiatives locales à explorer les possibilités d'expansion avec les entreprises et les fondations privées.

Les mécanismes de financement communautaires

Les mécanismes de financement communautaire devraient être revus de plus près et étendus. Le modèle de microcrédit TATU TANO devrait être étendu à deux ou trois autres endroits en Tanzanie et dans un autre pays d'Afrique de l'Est. L'apprentissage transnational devrait être encouragé et mis en contexte dans d'autres parties de l'Afrique.

Il convient de promouvoir des mécanismes de subventions communautaires pour s'assurer que les communautés lancent des idées, les mettent en œuvre et les mènent à bien.

La communication (stratégies de diffusion)

Il est recommandé que toutes les informations pertinentes sur les initiatives locales soient communiquées aux bailleurs de fonds, aux parties prenantes,

aux gouvernements et au secteur privé. Il est également recommandé que l'APEVAC conçoive une ressource en ligne simple et facile à suivre pour présenter les initiatives locales. Les médias sociaux sont également très efficaces à cet égard.

5.2. Conclusion

La violence contre les enfants est influencée non seulement par des facteurs individuels, mais aussi par des facteurs contextuels tels que la qualité des relations familiales, les normes sociales de la communauté, la qualité des institutions officielles comme les écoles, les services sociaux, la police et le système judiciaire, et l'engagement de ces institutions en faveur de la protection de l'enfance.

La connaissance et l'engagement actif de la communauté ont contribué au développement d'initiatives locales dans les pays examinés dans cette étude. Il existe un certain nombre d'accélérateurs des efforts de prévention de la violence ; cette étude suggère que les pratiques locales prometteuses sont des exemples de ces mécanismes d'accélération.

L'extension des initiatives locales est une bonne chose, mais en essayant de le faire, les praticiens de la prévention de la VCE doivent s'assurer que l'authenticité de leurs initiatives est maintenue. Il est possible, si plusieurs petites initiatives locales commencent actuellement à se développer, qu'un modèle éprouvé pour mettre fin à la violence soit possible à l'avenir - même dans le sillage des défis naturels et humains croissants tels que la COVID-19, le changement climatique et d'autres facteurs de stress externes.

Les pratiques organiques et locales prometteuses doivent être maintenues et reproduites : les approches communautaires sont accessibles aux membres de la communauté qui comprennent mieux que quiconque leur langue, les opportunités et les défis. Les initiatives locales peuvent s'avérer être le

modèle le plus efficace et le plus durable pour la prévention de la violence dans les années à venir.

Nous espérons que la présente étude suscitera davantage d'intérêt de la part des forums de haut niveau et contribuera à précipiter le dialogue entre le Sud et le Nord. La nature de ce dialogue doit changer, et les partenaires de la prévention de la violence doivent mettre en évidence le pouvoir de transformation des initiatives locales pour contribuer à ce changement. Le pouvoir et le

soutien doivent se déplacer là où la transformation se produit réellement.

Il convient de terminer sur une phrase familière qui décrit comment les professionnels « expérimentés » devraient percevoir et appuyer les solutions pilotées par la communauté :

***« Elles sont appropriées
Elles sont en cours d'élaboration
Elles nécessiteraient juste un coup
de main
Mais elles sont là pour perdurer ».***





NOTES DE BAS DE PAGE

¹ WHO, 2018. INSPIRE Handbook action for implementing the seven strategies for ending violence against children.

² APEVAC. 2019. Retrieved from <http://www.endviolenceinafrica.org/site/index.php>

³ United Nations Convention on the Rights of the Child(UNCRC). 1990. Article 2 on non-discrimination, Article 3 on the best interest of the child, Article 6 on the rights to survival and development and Article 12 on the views of the child

⁴ Wikipedia. 2018. Katanga Province. https://en.wikipedia.org/wiki/Katanga_Province

⁵ The Congo Children Trust. 2016. The Good Shepherd Sisters of Kolwezi: helping children to have a life away from the mines. Retrieved from https://cobaltchildren.org/Good_Shepherd_Sisters_of_Kolwezi.html

⁶ CPC Learning Network and Good Shepherd International Foundation. 2018. Weaving the Web: Documenting the Good Shepherd Sisters' Approach to Community-Based Development and Child Protection in Kolwezi, Democratic Republic of Congo. http://www.fondazionebuonpastore.org/stuff/GSIF-CPC_report_WeavingtheWeb_Congo_1.3.pdf.

⁷ The Congo Children Trust. 2016. The Good Shepherd Sisters of Kolwezi: helping children to have a life away from the mines. Retrieved from https://cobaltchildren.org/Good_Shepherd_Sisters_of_Kolwezi.html

⁸ Ibid

⁹ Ibid

¹⁰ Ibid

¹¹ Bogaletch Gebre. KMG Ethiopia. <https://kmgethiopia.org/our-vision-2/>

¹² Bogaletch Gebre. KMG Ethiopia. Retrieved from <https://kmgethiopia.org/our-story-2/>

¹³ Ibid

¹⁴ Shujazz: Kenyan Comics for youth. 2012. Retrieved from <https://dw-wp.com/2012/06/shujaaz-kenyan-comics/>

¹⁵ Shujazz Inc. 2019. Retrieved from <https://www.shujaazinc.com/>

¹⁶ Shujazz Inc. 2019. Retrieved from <https://www.shujaazinc.com/about-us/>

¹⁷ Ibid

¹⁸ Ibid

¹⁹ Shujazz Inc. 2016. Retrieved from <https://www.shujaazinc.com/sexmoneyfun-kenyas-young-people-dont-make-sense-without-it-archive/>

²⁰ Ibid

²¹ Ibid

²² Ibid

²³ Ibid

²⁴ World Health Organization. 2019. Adolescent friendly health services for adolescents living with HIV: from theory to practice. Technical Brief.

²⁵ Ibid

²⁶ Oriana Bandiera and Niklas Buehren. 2012. Empowering Adolescent Girls: Evidence from a Randomized Control Trial in Uganda, Cameroon, Kenya, Malawi, Ethiopia and Zambia. Retrieved from <http://econ.lse.ac.uk/staff/rburgess/wp/ELA.pdf>

- ²⁷ NPR. 2016. Swaziland's secret weapon against child abuse: Grandmother. Retrieved from <https://choice.npr.org/index.html?origin=https://www.npr.org/sections/goatsandsoda/2016/07/26/487337667/swaziland-s-secret-weapon-against-child-abuse-grandmas>
- ²⁸ UNICEF. 2014. Eswatini Evaluation Report. Retrieved from https://www.unicef.org/evaldatabase/index_80806.html
- ²⁹ Save the Children. 2010. Protecting children in Swaziland from violence, Abuse, Neglect and exploitation. Retrieved from <https://resourcecentre.savethechildren.net/node/4443/pdf/4443.pdf>
- ³⁰ Shelli Johnson. 2018. In the comment section. Retrieved from <https://www.youtube.com/watch?v=zAiLOyjGIMw>
- ³¹ UNICEF. 2017. Annual Report: Ghana. https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Ghana_2017_COAR.PDF
- ³² Scaro, V. J. 2018. Ghanaians Against Child Abuse (GACA) marks first anniversary, promoting alternatives to violence against children. Retrieved from <https://ameyawdebrah.com/ghanaians-against-child-abuse-gaca-marks-first-anniversary-promoting-alternatives-to-violence-against-children/>
- ³³ UNICEF. 2020. Ghana COVID-19 situation report. Retrieved from https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Ghana_2017_COAR.PDF
- ³⁴ Ghana Strengthens Child Protection System GACA's Way Forward. Retrieved from <https://www.graphic.com.gh/news/general-news/ghana-strengthens-child-protection-system.html>
- ³⁵ Ghana Strengthens Child Protection System: Min of Local Government and Rural Development. Retrieved from <https://www.graphic.com.gh/news/general-news/ghana-strengthens-child-protection-system.html>
- ³⁶ Save the Children. 2008. A Teachers Guide to positive discipline. <https://www.iamgaca.org/Corporal-Punishment>
- ³⁷ Graphic Online. 2017. Ghana Strengthens Child Protection System. Retrieved from <https://www.graphic.com.gh/news/general-news/ghana-strengthens-child-protection-system.html>
- ³⁸ GACA: THE 11 PILLARS: Sexual Abuse, Family Based care, Physical Abuse, Child Trafficking, Bullying Corporal Punishment Child Labour Verbal Abuse Child Marriage Gender Equality Child Online Protection. Retrieved from <https://www.iamgaca.org/>
- ³⁹ Impact of Covid-19 on Social Media. 2020. Retrieved from https://en.wikipedia.org/wiki/Impact_of_the_COVID-19_pandemic_on_social_media
- ⁴⁰ The Ark Foundation. 2018. The Ark Foundation, Ghana.
- ⁴¹ Vodafone donates to Ark Foundation. 2020. Retrieved from <https://www.happyghana.com/vodafone-ghana-foundation-donates-ghc-100000-to-ark-foundation/>
- ⁴² Ghana News Agency – E.H. Ampomah. 2020. Retrieved from <https://www.gna.org.gh/1.18929124>
- ⁴³ UNICEF. Prevention of Violence and abuse against children. Retrieved from <https://www.unicef.org/ghana/prevention-violence-and-abuse-against-children>
- ⁴⁴ Shamwari Yemwanasikana. 2020. About Us – Shamwari Yemwanasikana. Retrieved from <https://syszim.org.zw/about-us/>
- ⁴⁵ Shamwari Yemwanasikana. 2019. Annual Report. Retrieved from <https://syszim.org.zw/wp-content/uploads/2020/03/2019-Annual-Report.pdf>
- ⁴⁶ Community Child Protection Exchange. 2018. The Tatu Tano child-led organisation- building child capacity and protective relationships through a child-led organisation, North-western Tanzania – case study. Retrieved from <https://resourcecentre.savethechildren.net/library/tatu-tano-child-led-organisation-building-child-capacity-and-protective-relationships>
- ⁴⁷ Ibid
- ⁴⁸ Ibid
- ⁴⁹ Children's Dignity Forum (CDF). 2006. Retrieved from <https://www.cdf.or.tz/about-2/>

⁵⁰ Girls Not Brides. 2016. Now girls know their rights: lessons from an intervention on early marriage and FGM in Mara region, Tanzania.

⁵¹ Hope Village Society (HVS). 2015. Retrieved from <https://www.euromedwomen.foundation/pg/en/profile/ablaelbadry>

⁵² UNICEF. 2019. The State of the World's Children. Retrieved from https://www.unicef.org/sowc/egypt_30616.html

⁵³ Italian Agency for Development Cooperation. 2018. Hope Village Society Egyptian NGO working to enhance the rights of young women and street children. Retrieved from <https://ilcairo.aics.gov.it/2018/1502/>

⁵⁴ Bureau of International Labor Affairs. 2019. Findings on the Worst Forms of Child Labour. Retrieved from <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/cote-divoire>

⁵⁵ Ibid

⁵⁶ Ibid.



ISBN 978-99944-3-149-6

